



HAL
open science

La Résistance, la Déportation: mémoire et transmission

Françoise Couderc, Anik Deschamps

► **To cite this version:**

Françoise Couderc, Anik Deschamps (Dir.). La Résistance, la Déportation: mémoire et transmission : Comment et pourquoi transmettre la mémoire? La nécessité de la vérité historique, les enseignements du témoignage. Presses universitaires de la Méditerranée, 108 p., 2001, 2-84269-436-8. hal-03340774

HAL Id: hal-03340774

<https://hal.science/hal-03340774>

Submitted on 10 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

***La Résistance, la Déportation
mémoire et transmission***

Comment et pourquoi transmettre la mémoire?

***La nécessité de la vérité historique
les enseignements du témoignage***

Actes de la Journée des Enseignants

Castelnau-le-Lez, 15 mars 2000

DANS LA MÊME COLLECTION

Recrutement, Mentalités, Sociétés. Colloque de Montpellier, 1974.

Forces armées et systèmes d'alliances. Colloque de Montpellier, 1981.

L'engagement et les engagés de 1872 à nos jours. Colloque de Paris, 1982.

Forces armées et Sociétés. 110^e Congrès des Sociétés savantes, Montpellier, 1985.

I. *L'économie de guerre du XVI^e siècle à nos jours.* II. *Les peuples et leurs armées. Prosopographie des militaires (XVI^e - XX^e siècles).* Colloque international de Montpellier, 1988.

Lendemain de Libération dans le Midi. Colloque de Montpellier, 1986.

Le recrutement militaire en Europe depuis 1945. Colloque international de Montpellier, 1991.

Les rapatriés d'Algérie en Languedoc-Roussillon, 1962-1992. Colloque international de Montpellier, 1991.

Défense et aménagement du territoire. Colloque international de Montpellier, 1997.

La Grande Guerre 1914-1918. 80 ans d'historiographie et de représentations. Colloque international de Montpellier, 1998.

La désinformation. Pour une approche historique. Colloque de Montpellier, 1999.

La Résistance, la Déportation
mémoire et transmission

Actes de la Journée des Enseignants
Castelnau-le-Lez, 15 mars 2000

Centre régional d'histoire
de la Résistance et de la Déportation
UMR 5609 du CNRS (ESID) - Montpellier III

La Résistance, la Déportation: mémoire et transmission.

Actes de la Journée des Enseignants, Castelnau-le-Lez, 15 mars 2000, organisée par le Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation à Castelnau-le-Lez et l'UMR 5609 du CNRS-*États, Sociétés, Idéologies, Défense* - Université Montpellier III.
Textes réunis par Françoise Couderc et Anik Deschamps.

Castelnau-le-Lez: Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation, Montpellier: UMR 5609 du CNRS-ESID - Montpellier III, 2001, 108 pages, 9 photos, 2 dessins originaux

ISBN 2-84269-436-8

© UMR 5609 du CNRS - ESID, 2001
Université Paul-Valéry - Montpellier III
34199 Montpellier cedex 5
Tél. 04 67 14 24 47, Fax 04 67 14 25 84
e.mail: esid@univ.montp3.fr

Directeur des publications: Jules Maurin
Secrétariat de rédaction: Jeannine Kurka-Dupel

Diffusion: Service des publications
Université Paul-Valéry
Route de Mende
34199 Montpellier cedex 5

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle sans le consentement de l'auteur et de ses ayants cause est illicite. Les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective sont interdites.

Sommaire

André DAU. Ouverture de la journée	7
Jules MAURIN. Présentation des travaux	11
Jean-François MURACCIOLE. Écrire l'histoire de la Résistance	13
Bernard BONNAFOUS. Les origines de l'Armée Secrète en R3	23
Bernard LEMATTRE. Témoignage sur la naissance de la Résistance en zone interdite du Pas-de-Calais. Son évolution jusqu'à la Libération	31
Christine LEVISSE-TOUZÉ. Les musées d'histoire de la Résistance	41
Francis CAMMAERTS. Contribution des Britanniques à la libération des Alpes	51
Michel FRATISSIER. Entre mémoire et histoire: à partir de l'historiographie actuelle et des témoignages, quel sens donner à l'enseignement de la Résistance et de la Déportation?	57
Robert PIAT. L'expérience concentrationnaire	65
Jean-Marie GUILLON. La Résistance entre histoire, mémoire et légendaire ...	83
Jean MANSON. «Les aspects historiques, civiques et pédagogiques» du Concours national	97



*Le Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation
à Castelnau-le-Lez.
(Photo du CRHRD)*

Ouverture de la journée

André DAU

*Président du Centre régional d'histoire de la Résistance et
de la Déportation de Castelnau-le-Lez*



*Hâte-toi de transmettre ta part
de merveilleux, de rébellions,
de bienfaisance.*

René CHAR

De cette grande épopée que fût la Résistance, demeurent quelques témoins, d'année en année moins nombreux, s'efforçant néanmoins de conserver intact le souvenir, à l'état brut, de leur passé de résistants et/ou de déportés. Depuis plus de cinquante ans, fidèlement, ils n'ont cessé de décrire, de diffuser, d'expliquer cette histoire si complexe, faite d'engagements multiples de ces mouvements, réseaux, formations armées de volontaires que l'on nomma *Résistance*, ou d'évoquer leur calvaire dans les camps de concentration ou d'extermination. Partout ils ont forgé des outils pour combattre l'oubli et par fidélité à une Vérité historique qui ne souffre aucune exégèse, brute dans l'authenticité des faits, mais également par souci de transmettre aux générations futures les repères qui permettent de comprendre ce que fût cet ensemble de valeurs morales, qui motivèrent le combat du résistant et soutinrent la lutte pour la vie du déporté.

Dans la région Languedoc-Roussillon, depuis plus de dix ans, au Centre d'histoire, ils vous accueillent maintenant. Lieu où la mémoire est visible, palpable, interpellative à chaque pas du visiteur, lieu qu'ils ont patiemment bâti et qui constitue la réponse sans appel à tous les négationnistes et falsificateurs de l'Histoire. Ils ont créé le Concours national de la Résistance et de la Déportation qui, depuis quarante ans, apporte aux enseignants son lot de rappels historiques et de témoignages pour les aider à former les citoyens de demain.

Mais vient aujourd'hui le moment de l'angoissante interrogation? À qui vont-ils transmettre, et comment, ce patrimoine dont chacun ici ne conteste la valeur? Qu'en sera-t-il lorsque les derniers témoins ne seront plus? Ceux qui ont pour vocation et pour fonction d'enseigner l'Histoire ne seraient-ils pas, tout naturellement, destinataire de cet héritage? Il fallait une réponse à cette interrogation. C'est l'objet de cette journée.

Comment et pourquoi transmettre la mémoire. Pour l'historien la transmission ne saurait se limiter à une simple obligation professionnelle. Le «Devoir de mémoire», c'est l'hommage du souvenir, la connaissance des événements, l'enseignement des faits, les témoignages des survivants, toute une grande fresque héroïque qui transcende les vertus civiques et humaines de ceux qui s'étaient donnés pour mission de libérer le pays et rétablir la République. L'intervention des professeurs de l'université Paul-Valéry traduit l'affirmation de leur intérêt pour l'œuvre de mémoire à laquelle nous nous consacrons et ceux des nôtres qui vont intervenir vont en notre nom dire «...la vérité, toute la vérité, rien que la vérité...»

Nous connaissons par avance l'intérêt des professeurs d'histoire pour cette journée d'étude. Ils ont adhéré depuis longtemps à notre obligation de mémoire notamment par leur contribution au Concours de la Résistance et de la Déportation, malgré les servitudes de leurs programmes pédagogiques, ils consentent à donner davantage pour que cette parcelle d'histoire contemporaine, chargée de vertus civiques et morales auxquelles ils souscrivent, contribue à l'éducation du citoyen de demain, et constitue une victoire sur la mémoire oubliée.

Le «Devoir de mémoire», ce nouveau concept où histoire et civisme sont inséparables, s'affirme comme un avertissement contre d'éventuelles violations des droits de l'homme, de toujours possibles menées totalitaires, et la répétition d'autres génocides qui font douter de l'aptitude de l'humanité à se diriger vers le progrès. Il est le rappel indiscutable de la fragilité de la Liberté, ce bien précieux qui chaque jour se mérite par l'exercice de la démocratie. Les survivants ont la certitude d'avoir mené

le bon combat. Ils ont aussi leurs interrogations dont le corps enseignant possède certainement l'une des réponses, et ils sauront tirer de cette journée des motifs de confiance en cet avenir que le citoyen de demain doit être sans cesse prêt à défendre.

Je remercie

L'Université Paul-Valéry Montpellier III et l'UMR 5 609 du CNRS, qui nous ont d'emblée manifesté leur accord pour cette journée.

Monsieur le Professeur MAURIN, directeur de l'UMR 5609 du CNRS, associé à la préparation de cette journée et qui en a accepté la présidence.

Messieurs LIMOUZIN ET ROCHE, IPR, qui se sont entièrement impliqués dans ce projet, apportant leur approbation et les appuis indispensables à sa réalisation.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie dont l'accord et le concours nous étaient acquis depuis longtemps et la division de la Vie Scolaire qui a directement participé à la mise en œuvre de notre entreprise.

Monsieur le Directeur de l'IUFM pour nous avoir apporté son soutien.

Madame et Messieurs les Professeurs des universités de Montpellier et d'Aix, et du secondaire pour leur intervention.

C'est bien l'affirmation de leur intérêt à l'œuvre de mémoire entreprise.

Les résistants qui, par leurs témoignages, ont contribué au succès de la journée.

Présentation des travaux

Jules MAURIN

*Professeur à l'université Paul-Valéry, Montpellier III,
directeur de l'UMR 5609 du CNRS (ESID)*



Le 15 mars 2000, le Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation (CRHRD) de Castelnau-le-Lez et l'UMR 5609 - *États-Sociétés-Ideologies-Défense* (ESID) ont organisé, avec le concours de l'Association régionale des professeurs d'histoire-géographie de l'enseignement public, une journée intitulée *La Résistance, la Déportation: mémoire et transmission* à destination des enseignants d'histoire-géographie du second degré.

C'est ainsi qu'une bonne centaine de collègues de l'enseignement secondaire, pour la plupart de jeunes collègues, ont assisté à cette journée. Le Président du CRHRD, M. Dau, le bureau et le conseil d'administration du CRHRD avaient souhaité mettre l'accent sur la transmission de la mémoire de cette douloureuse période de notre histoire. J'ai, pour ma part, suggéré qu'en alternance avec les témoins des historiens de cette période interviennent. Et c'est ainsi qu'aux côtés des cinq témoins quatre historiens ont participé à cette journée.

Les témoignages rassemblés ici émanent peu de personnalités connues, même si Bernard Bonnafous, chef régional adjoint en R3 de l'Armée secrète et ensuite des FFI de l'Aveyron, a déjà et à plusieurs reprises participé à des rencontres ou colloques scientifiques, notamment en Aveyron. Les autres sont le fait de résistants et/ou de déportés qui, pour la première fois, s'expriment ici. Ainsi en va-t-il de Bernard Lemattre qui nous introduit au tout début de la Résistance en zone interdite du Pas-de-Calais alors que,

tout jeune, il exerçait la profession de tourneur-mécanicien. Francis Cammaerts, pour sa part, témoigne du rôle des Britanniques dans la libération des Alpes depuis son poste d'officier de liaison et de chef de réseau SOE. Quant à Robert Piat, résistant déporté, il nous fait vivre, avec une extrême pudeur mais aussi avec une forte émotion, son expérience des camps de concentration nazis. Ces témoignages authentiques et variés sont empreints d'une très grande simplicité: ils montrent bien le côté humain, profondément humain, des parcours personnels. Et par là, ils rejoignent et éclairent l'Histoire, montrant que celle-ci est, pour ceux qui la font, loin d'être une construction intellectualisée.

À côté de ces témoignages, souvent inédits et poignants, les historiens ont naturellement leur mot à dire. Jean-François Muracciole montre ici les difficultés rencontrées pour écrire l'histoire de la Résistance dont l'historiographie est pourtant très riche. Christine Levisse-Touzé, en historienne avertie, prend ici sa casaque de directrice de musée, pour nous présenter les musées d'histoire de la Résistance dont le rôle est nécessaire pour perpétuer la mémoire de l'époque. Michel Fratissier, enseignant dans le second degré mais aussi doctorant, s'interroge sur le sens à donner à l'enseignement de la Résistance et de la Déportation et sur la façon de transmettre cette période de l'histoire. Dans le questionnement épistémologique, il est rejoint par Jean-Marie Guillon qui, avec la grande expérience d'historien qu'on lui connaît, analyse avec soin et pondération les liens et distorsions entre histoire, mémoire et légendaire de la Résistance. Pour finir, Jean Manson utilise sa double qualité de résistant et d'enseignant pour présenter le concours national de la Résistance et de la Déportation dans ses aspects historiques, civiques et pédagogiques.

Forte des interventions novatrices et originales des témoins et des analyses d'historiens confrontés au problème de la mémoire, cette journée montre clairement combien le témoignage est nécessaire. Il l'est pour approfondir, enrichir nos connaissances, faire toucher du doigt aux générations montantes la réalité du vécu, toujours diverse en fonction du temps et des lieux mais aussi des circonstances. Il l'est pour montrer ce qu'était concrètement la vie: les prises de risques souvent peu mesurées, les réactions quasi instinctives en fonction de l'éducation reçue, du sens du devoir, du sens de l'humain aussi et même surtout. Par là même, le témoignage est irremplaçable, tout comme le témoin. Il faut savoir en profiter. Les effets cumulatifs des témoignages montrent la variété de la vie d'une époque, du ressenti et de l'action de quelques-uns. Chaque témoin est unique. Et il est vain de demander aux historiens de jouer aux témoins. Leur rôle est autre. Il est de regrouper, de rassembler, de recouper les témoignages pour, au-delà du concret de la vie qu'ils doivent s'efforcer de traduire au mieux, dégager les lignes de force chronologiques et thématiques où les témoignages s'inscrivent et qu'ils éclairent. Les témoins servent l'historien et l'historien ne peut se passer des témoignages. Témoins et historiens ne travaillent pourtant pas sur le même registre. Connaître, comprendre et expliquer sont les axes maîtres de la démarche historique. Les engagements et le vécu des acteurs, des témoins, lui sont indispensables.

Cette journée d'étude est un exemple de ce qu'ensemble, sur des registres différents, les témoins et les historiens peuvent – doivent, peut-être – réaliser.

Écrire l'histoire de la Résistance

Jean-François MURACCIOLE

*Maître de conférences à l'université Montpellier III,
membre de l'UMR 5609 - ESID*



Comment peut-on écrire l'histoire de la Résistance? Le sujet est-il singulier et donc susceptible de réclamer des méthodes, des outils, des problématiques spécifiques? Si oui, lesquels?

A priori, l'historien est tenté de répondre par la négative à ces questions. Sa méthode et ses outils sont par nature universels et adaptables à toute époque et à tout sujet, sous réserve, bien entendu, de l'association de sciences auxiliaires plus techniques. Et pourtant, les historiens qui travaillent sur le vaste et actif chantier de l'histoire de la Résistance s'accordent sur deux points.

- L'histoire de la Résistance présente une série de difficultés qui lui sont propres et qui appellent la mise en œuvre de méthodes et d'approches particulières.

- En outre, cette histoire possède elle-même sa propre histoire. Comme le fait observer Jean-Pierre Azéma, on ne peut être que frappé par le fait que l'histoire savante-universitaire de la Résistance a longtemps été le parent pauvre de l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale. En revanche, depuis une quinzaine d'années, cette histoire connaît un spectaculaire renouvellement, certains regretteront même un certain éclatement des initiatives, stimulantes, certes, mais qui rendent plus difficile le passage à la synthèse.

I. Difficultés et spécificités de l'histoire de la Résistance

En schématisant, on peut retenir trois principales difficultés de l'histoire de la Résistance.

En premier lieu, force est de reconnaître une difficulté d'ordre politique. L'histoire de la résistance a été fortement perturbée par les déchirements politiques et idéologiques de notre histoire contemporaine, déchirements dont elle a été tout à la fois un reflet, une cause et l'un des enjeux. Cet épisode brûlant de notre passé récent ne pouvait manquer d'être confronté à des interprétations historiques très politisées. En particulier, la prétention commune du gaullisme et du communisme à s'ériger en dépositaires de la mémoire résistante et à imposer une certaine signification de l'événement a fortement perturbé la tâche de l'historien. Ces deux mémoires rivales ont longtemps suscité une vision à la fois univoque et largement falsificatrice de la Résistance, à la mesure de la forte domination qu'elles ont exercée sur le champ politique et culturel après 1945.

Pour les communistes, il s'agissait d'occulter les sombres années 1939-1941 et de démontrer que la résistance avait été un phénomène essentiellement ouvrier dont le Parti – autoproclamé «parti des fusillés» à la Libération – avait été le principal organisateur et le principal inspirateur. D'où une série de falsifications ou de déformations bien connues. On citera un seul exemple, parmi beaucoup d'autres, extrait des mémoires de Marcel Prenant parus en 1980, *Toute une vie à gauche*. Ce dernier, par ailleurs grand résistant, n'hésite pas à présenter Maurice Thorez, qui passa toute la guerre à Moscou après avoir déserté à l'automne 1939, comme le «premier des FTP». Les gaullistes n'étaient pas en reste en matière de relecture de l'histoire. On sait qu'ils ont largement accrédité la thèse d'une nation (et donc d'une Résistance) toute entière unie derrière le général de Gaulle et, à l'exception d'une poignée de traîtres promis à l'oubli de l'histoire, toute dressée dans le combat patriotique. Ainsi les actes fondateurs du gaullisme politique d'après-guerre, du discours de Bayeux au discours de Bruneval, sont-ils d'abord liés à des commémorations de la

Résistance. De même, sous la V^e République, la symbolique du pouvoir gaullien – cérémonies du 18-Juin au Mont-Valérien, grandiose transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon en décembre 1964 – est-elle scandée par les mêmes références à la Résistance.

Allons plus loin. En même temps qu’elles tendaient à imposer une certaine vision de l’histoire, vision sollicitée, voire falsifiée, ces mémoires dominantes tendaient à occulter ou à étouffer d’autres mémoires résistantes. Il en va ainsi particulièrement de la mémoire de la Résistance intérieure dont les multiples visages et les mille et une ramifications étaient réduits par les uns à un phénomène univoque d’essence ouvrière, par les autres à une simple armée de bons et loyaux soldats. Ces simplifications sont d’autant plus dommageables que, Henry Rousso l’a démontré à propos du «passé de Vichy», nous sommes en présence d’une époque (l’Occupation) et d’un phénomène (la Résistance) dont les mémoires sont diverses et éclatées¹. Au début des années 1950, l’intensité du débat idéologique était tel que Lucien Febvre doutait même que l’on pût, avant longtemps, écrire une histoire sérieuse et dépassionnée de la résistance. Ainsi s’exprimait le père de l’École des Annales dans sa préface à l’ouvrage (pourtant pionnier) d’Henri Michel et Boris Mirkine-Guezevitch² consacré aux *Idées politiques et sociales de la Résistance* (1953):

«Il est impossible, en 1953 [...] d’écrire l’histoire de ces années brûlantes 1940-1944. L’entreprendre, c’est se vouer à un échec certain. Où sont les documents secrets, où sont les esprits surhumainement critiques capables de s’élever assez haut pour ne point tomber, à raz de terre, dans le piège des extrémités partisans. Attendons, attendons quarante ans. Alors, les acteurs de la tragédie étant morts, ou moribonds, les historiens pourront, toutes cendres refroidies, commencer sans se brûler à retirer les marrons tout cuits de la légende officielle».

Il est saisissant de noter, dans cet étonnant passage, la singulière méfiance à l’égard des acteurs. Non point que Febvre doutât de la sûreté des méthodes de l’histoire orale, mais plutôt de la valeur des témoignages saisis par les passions politiques et du danger de voir les acteurs s’ériger en uniques dépositaires de la mémoire et en censeurs de l’histoire. Crainte de la politisation; crainte aussi que l’absence de solides monographies empêche de saisir en une vaste synthèse la

1. H. ROUSSO, *Le syndrome de Vichy*, Paris, Éd. du Seuil, 1985.

2. H. MICHEL, B. MIRKINE-GUEZEVITCH, *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, PUF, 1953, p. 6, cité par L. DOUZOU, *La Désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud*, Éd. Odile Jacob, Paris, 1995.

diversité du phénomène résistant. À la même époque, Ernest Labrousse, autre grande figure de l'École annaliste, exprimait son scepticisme quant à la possibilité d'écrire une histoire économique et sociale de la France avant qu'une centaine de monographies départementales exhaustives aient été menées à bien.

Les sources de l'histoire de la Résistance posent également une série de problèmes singuliers.

S'agissant d'un phénomène historique marqué par la clandestinité, les sources sont relativement rares, fragiles et éclatées. L'historien contemporanéiste est plutôt habitué à gérer le problème inverse de l'excès de sources. Sait-on que les dépôts aux Archives nationales des papiers du ministère français des Finances, pour la seule période de la IV^e République, représentent une masse supérieure à l'ensemble des sources écrites de toute l'histoire antique? L'historien de la Résistance retrouve des situations et des méthodes souvent proches de celles de ses collègues médiévistes ou antiquisants ou du paléontologue contraint de reconstituer un squelette à partir d'un morceau d'os.

En outre, autre singularité, le temps ne fait rien à l'affaire. Plus le temps passe, plus les sources se raréfient dans la mesure où un grand nombre d'entre elles sont orales. Comme le fait remarquer Laurent Douzou³, dans l'introduction de sa belle étude sur Libération-Sud, un résistant qui meurt c'est une bibliothèque qui brûle. Et Douzou de conclure, par un douloureux paradoxe, que les règles mêmes qui ont permis aux organes de Résistance de survivre (secret, oralité, cloisonnement, dispersion), sont celles-là mêmes qui constituent aujourd'hui le principal défi pour l'historien. Ajoutons encore que pour des raisons tant administratives que politiques les sources écrites ont longtemps été difficiles d'accès. Ainsi, il a fallu attendre les années 1980 pour que la consultation des très riches archives du BCRA (conservées aux Archives nationales) devienne plus facile.

Cette rareté de l'écrit a donc imposé la prédominance des sources orales, c'est-à-dire des acteurs de l'histoire. Et ici surgit une autre série de difficultés. Chacun sait que les relations entre historiens et résistants, aujourd'hui détendues et fondées sur la confiance, ne l'ont pas toujours été et ont même été souvent marquées par une sorte de défiance réciproque⁴. Méfiance d'abord des résistants qui ont longtemps craint que leur témoignage soit mal compris, déformé, voire trahi par les historiens.

3. L. DOUZOU, *op. cit.*

4. Si l'on excepte, bien entendu, les travaux de prétendus historiens en mal de scandale et dont les motivations, soit basement financières (la résistance fait vendre), soit politiquement intéressées, n'ont pas grand rapport avec la recherche scientifique.

Certains d'entre eux, voulant sauver ce qu'ils estimaient être un patrimoine mémoriel en danger, se sont réfugiés dans des discours unanimistes qui minoraient systématiquement les conflits ou les divisions de la Résistance. C'est un peu le reproche que l'on peut faire à la monumentale (et pionnière) *Histoire de la Résistance en France* (cinq volumes de 1967 à 1982) dirigée par Henri Michel et, de son aveu même, largement écrite sous le contrôle de grands résistants (dont Marcel Degliame-Fouché). D'autres, au contraire, prisonniers des conflits politiques de l'après-guerre dont ils étaient parfois les acteurs, proposaient ou imposaient des lectures univoques (on songe, par exemple, aux mémoires de Jacques Soustelle, *Envers et contre tout*, dont le premier tome paraît en 1947, l'année de la fondation du RPF). D'autres encore assignaient à l'histoire la mission quasi hagiographique de sacraliser un combat exemplaire. C'est le sens, exemple parmi d'autres, de la mise en garde comminatoire de Georges Bidault dans la préface à l'ouvrage déjà cité d'H. Michel et de B. Mirkine-Guezévitch qui invite l'historien, tel un nouveau Joinville, à restituer «la geste des résistants, les exploits des agents des réseaux, des saboteurs, des maquisards des FFI, des soldats des FFI⁵». Observons d'ailleurs que les pages des manuels d'histoire relatifs à la période, du moins jusqu'au début des années 1980, demeurent largement empreintes de cette geste héroïco-historique.

Enfin, d'autres résistants, connus ou inconnus, estimant à l'image de nombre de «poilus» de la Grande Guerre que leur expérience ne pouvait être communiquée par les mots, se sont réfugiés, par pudeur ou par amertume, dans le silence. Ainsi, Henri Frenay, dans la préface de *La nuit finira* (1973) explique son long silence de trente ans par le souci de ne pas voir son «jardin secret piétiné par la foules des dimanches⁶». Singulièrement, il faut attendre les années 1970 pour qu'un certain nombre d'acteurs sortent de ce silence. En quelques années, sont alors publiés les mémoires de Frenay (*La nuit finira*, 1973), de Claude Bourdet (*L'aventure incertaine. De la Résistance à la Restauration*, 1975), de Charles d'Aragon (*La Résistance sans héroïsme*, 1977), de Philippe Viannay (*Du bon usage de la France*, 1988), de Pierre-Henri Teitgen (*Faites entrer le témoin suivant*), plus récemment de J.-P. Lévy (*Mémoires d'un franc-tireur*, 1998).

Pour toutes ces raisons, les témoignages oraux recueillis au lendemain de la guerre (on songe tout particulièrement aux enquêtes orales menées par Henri Michel à la tête du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale, l'ancêtre de l'IHTP), même s'ils demeurent précieux, doivent souvent être approchés avec circonspection, les cas de rétractation *a posteriori* étant légion (L. Douzou cite ainsi le

5. H. MICHEL, B. MIRKINE-GUEZEVITCH, *op.cit.*, p. 14.

6. H. FRENAY, *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, p. 12.

cas exemplaire de Louis Terrenoire). Précisons, enfin, qu'à l'époque où ces enquêtes furent menées, les méthodes de l'histoire orales n'étaient pas assises et codifiées comme elles le sont aujourd'hui.

Faut-il donc désespérer? Certes pas, et il convient au contraire, à l'image de Jean-Pierre Azéma, de nuancer fortement l'idée selon laquelle les sources feraient défaut et seraient peu sûres. Même si leur nature et leur traitement sont particuliers pour l'historien contemporainiste, ces sources existent, elles sont aujourd'hui accessibles et elles sont beaucoup plus riches qu'on ne le croit souvent.

Parmi les principales masses d'archives écrites, on peut retenir:

- les archives du Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale (conservées aux Archives nationales, série 72AJ);

- les archives du BCRA (Archives nationales);

- les archives du ministère de la Défense (à Vincennes, le SHAT et, plus particulièrement, le «Bureau de la Résistance» centralise des centaines de milliers de dossiers individuels de résistants);

- les archives du ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre (en particulier, les Archives du Monde combattant conservées à Caen, où l'on trouvera les riches dossiers des résistants déportés ou des travailleurs envoyés en Allemagne);

- les archives de la Gendarmerie nationale (SHGN au fort de Charenton à Maisons-Alfort);

- les archives étrangères (en particulier allemandes ou anglaises, dont les archives du SOE), y compris, depuis une dizaine d'années, les archives ex-soviétiques;

- les archives judiciaires pour la période de la Libération et de l'épuration;

- les riches fonds des archives départementales (ainsi les rapports des services de répression de Vichy ou les précieux dossiers des CLL et CDL);

- les archives privées, masse par définition inconnue, mais immense et dont l'historien doit susciter l'apparition;

- enfin, l'historien de la Résistance peut lui-même devenir source pour des travaux ultérieurs et il faut ici rendre hommage au remarquable travail de bénédictin effectué depuis près de trente ans par le dense réseau des correspondants départementaux de l'IHTP.

Dernière difficulté, la nature même du phénomène résistant, marqué par la triple caractéristique de la clandestinité, de la propagande et de la violence, appelle des approches particulières. Il convient tout d'abord de savoir «lire» la prose résistante qui n'a ni le même ton ni la même signification qu'il s'agisse d'un tract de propagande ou d'un rapport interne d'organisation. Il convient, en outre, et c'est un danger constant de la recherche, de ne pas céder au mirage de reconstruction

rétrospective. Dans sa participation au grand colloque sur la Libération de la France (1974), Pascal Copeau⁷ mettait en garde les historiens en leur rappelant que les organes de la Résistance étaient de «faibles toiles d'araignée». L'historien, dépourvu de sources exhaustives, doit donc constamment lutter contre la tentation de «boucher les trous» et de plaquer sur une réalité fragile et en constante évolution des schémas ordonnés et des organigrammes clairs et précis. Reste à traduire l'indicible, l'usage de la violence ou, à l'inverse, l'empreinte de la violence reçue. Ici encore on peut méditer l'avertissement de P. Copeau à la communauté historique:

«Il ne faut pas craindre de tremper vos plumes dans le sang car derrière chacun des sigles que vous explicitez avec beaucoup de connaissances livresques, il y a des camarades qui sont morts⁸».

L'historien de la Résistance doit donc constamment éviter les deux écueils de l'hagiographie et de la reconstitution désincarnée. Comme l'affirmait Marc Bloch dans *l'Apologie pour l'histoire*, l'homme dans sa chair et dans son vécu intime doit demeurer l'horizon de l'historien.

II. Survol de l'historiographie de la Résistance

À l'image de l'histoire de Vichy, l'histoire de la Résistance a connu, depuis 1945, deux temps bien contrastés. À un long et relatif silence a succédé une brusque explosion des études en même temps qu'un profond renouvellement des problématiques. Il n'est pas de notre propos de rendre compte des raisons de ce long silence et de ce brusque surgissement. Henry Rousso, dans *Le syndrome de Vichy*, en a d'ailleurs donné les clés et livré les justes interprétations. Observons simplement que le renouveau de l'histoire de la Résistance, au début des années 1980, s'est produit avec un léger décalage, de l'ordre d'une dizaine d'années, sur celui de l'histoire de Vichy.

Au risque de schématiser, on peut dire que la première période (avant 1980) était caractérisée par trois traits.

- D'abord, un souci évident de récolter les faits et les témoignages, de raconter, de fixer au jour le jour l'histoire de la Résistance. La grande somme déjà citée

7. P. COPEAU in Actes du colloque organisé par le Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, *La Libération de la France*, Paris, CNRS, 1976.

8. P. COPEAU, *op. cit.*

d'H. Michel (*Histoire de la Résistance en France*, en cinq volumes de 1967 à 1982) illustre parfaitement cette ambition en se présentant sous le jour d'une monumentale chronique de la Résistance.

- Cette production historique, marquée par les affrontements idéologiques que nous avons évoqués, est victime d'une sorte de polarisation autour du Parti communiste et de la France libre au risque de minimiser, voire d'ignorer d'autres aspects de la Résistance. Ainsi a-t-on souligné (J.-P. Azéma dans sa bibliographie commentée de *De Munich à la Libération*, vol. 14 de la «Nouvelle histoire de la France contemporaine», Paris, Éd. du Seuil, 1978) l'approche très «londonienne» du tout premier «Que Sais-Je?» d'H. Michel consacré à l'*Histoire de la Résistance en France* (PUF, 1950).

- Enfin, c'est l'époque des grandes polémiques avec la publication de mémoires très engagés. On connaît, exemple fameux, la terrible polémique qui éclate entre Soustelle et les communistes à propos du drame du Vercors dans les années 1950.

Ainsi, en dépit de quelques monographies remarquables (comme celle de Marie Granet et d'Henri Michel relative à Combat⁹), demeure-t-on en présence d'une histoire très politique, voire politisée, événementielle et largement incomplète.

À partir des années 1980, l'histoire de la Résistance connaît un nouvel engouement en même temps qu'un réel renouvellement. L'histoire étant d'abord science d'érudition, on assiste à la publication d'une série de travaux savants qui faisaient souvent défaut jusque-là. Il en va ainsi des études régionales dont il est impossible de dresser ici une liste exhaustive. Parmi une très riche production, on retiendra quelques ouvrages majeurs, souvent produits de thèses universitaires, et qui ont fixé la méthodologie:

- Jean-Marie Guillon, *La Résistance dans le Var. Essai d'histoire politique* (1989);
- François Marcot, *La Résistance dans le Jura* (1985);
- Jacqueline Sainclivier, *La Résistance en Ille-et-Vilaine* (1978);
- Chrsitine Lévisse-Touzé, *L'Afrique du Nord dans la guerre* (1998);
- Chritian Bougeard, *Histoire de la Résistance en Bretagne* (1992).

À côté de ces études régionales, ont fleuri de remarquables monographies consacrées à des mouvements ou des réseaux de Résistance. Ici encore, retenons quelques ouvrages qui ont fait date:

- Olivier Wiewiorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-1949* (1995);
- Laurent Douzou, *La Désobéissance. Histoire du mouvement Libération-Sud* (1995);
- Alya Aglan, *La Résistance sacrifiée. Le mouvement Libération-Nord* (1999);

9. M. GRANET, H. MICHEL, *Combat, histoire d'un mouvement de résistance*, Paris, PUF, 1957.

- Dominique Veillon, *Franc-Tireur, histoire d'un mouvement de Résistance* (1976);
- Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France libre* (1996).

Ces monographies ont été complétées par des études consacrées à des partis ou à des forces politiques résistantes. On songe aux travaux de Stéphane Courtois et de Philippe Buton sur le PCF, à ceux de Marc Sadoun sur les socialistes ou de Gilles Le Bléguet sur les radicaux.

Dans le même temps, de nouvelles problématiques et de nouvelles approches se sont affirmées, parfois inspirées par les autres sciences humaines comme l'a montré la série de grands colloques organisée en 1994-1995 à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Libération. L'histoire de la Résistance apparaît aujourd'hui comme un vaste chantier où diverses approches se croisent et s'enrichissent mutuellement, sans frontières étanches. L'approche sociologique pose sous un jour nouveau la question de l'organisation, des solidarités, de l'enracinement auprès de la population locale. Ainsi le sujet *a priori* fort classique de la lutte armée fait-il l'objet d'interrogations nouvelles: Quels sont les liens entre le maquis et son environnement? Y a-t-il une spécificité de la lutte armée rurale? De la lutte urbaine? Quelle est la sociologie des combattants? Comment s'opère le glissement du «réfractaire» au «maquisard»? L'approche politique cherche à répondre à la question fondamentale de l'engagement. Y a-t-il un déterminisme de l'engagement dans la résistance? Existe-t-il des milieux politiques, sociaux, géographiques qui prédisposent à l'engagement? Y a-t-il, au contraire, naissance à la politique par la résistance? Dans ce cas, quelle forme cette naissance prend-elle? Comment se relie-t-elle aux cultures politiques établies? Bien d'autres pistes existent encore comme l'étude du devenir politique et social des résistants aussi bien sous l'angle personnel que sous l'angle collectif (y compris celui de l'histoire des associations d'anciens résistants). Plus récemment, s'est affirmée une approche culturelle qui s'efforce de défricher des aspects jusque-là négligés de la pratique et du discours résistants. Dans ce domaine, une grande pluralité de voies se présente, de la politique culturelle de la France libre aux projets culturels pour l'après-guerre des résistants en passant par l'engagement d'artistes ou d'intellectuels en résistance ou par la symbolique des lieux de mémoire de la résistance. L'exploration de la face culturelle du phénomène résistant fait d'ailleurs apparaître des filiations ou des héritages inattendus¹⁰. Pour ne prendre qu'un exemple, la politique éducative et culturelle de la V^e République gaullienne

10. J.-F. MURACCIOLE, *Les enfants de la défaite. La Résistance, l'éducation et la culture*, Paris, Presses de Science Po, 1998.

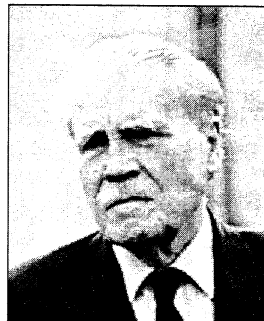
(obligation scolaire portée à 16 ans, unification du secondaire, promotion du sport comme matière éducative, Maisons de la Culture chères à André Malraux) est tout entière inscrite dans les projets étudiés en 1943-1944 par le CFLN algérois.

En guise de conclusion, il n'est pas interdit de suggérer quelques pistes pour l'avenir. En l'état actuel de la recherche historique, on peut regretter trois lacunes. Paradoxalement, alors que la Résistance intérieure, hier parent pauvre de l'histoire de la Résistance, fait l'objet d'actives recherches, la Résistance extérieure (qui ne se limite pas à la France libre) devient plus mal connue en dehors de ses aspects politiques magistralement étudiés par J.-L. Crémieux-Brilhac. Ainsi, cinquante ans après la fin du conflit, que sait-on précisément des Français libres en dehors de quelques éternels clichés? Alors que de savantes monographies nous disent pratiquement tout de la sociologie de tel ou tel maquis, sait-on qui étaient les combattants de Bir Hakeim? Qui étaient ces jeunes gens? De quels milieux venaient-ils? Pourquoi ont-ils fait le choix de l'engagement dans les FFL? De même que sait-on vraiment des milieux résistants (français libres ou pas) au Levant, en Égypte, en Inde, dans le Pacifique ou en Amérique (même la riche communauté intellectuelle résistante de New York demeure mal connue: à quand, par exemple, une biographie de Geneviève Tabouis ou de Boris Mirkine-Guezevitch?). Seconde faiblesse: en dépit des colloques récents évoqués plus haut (le colloque d'Aix-en-Provence fut consacré à la Résistance en Méditerranée), les comparaisons internationales demeurent fragiles. La Résistance française n'est pas, loin s'en faut, un phénomène isolé et il serait souhaitable de la restituer plus souvent dans son environnement international aussi bien du point de vue des décideurs extérieurs (les états-majors alliés) que des acteurs nationaux. Enfin, l'avalanche de monographies et de travaux érudits n'a toujours pas accouché d'une synthèse neuve et forte. C'est un curieux paradoxe de ce début de XXI^e siècle que d'observer que la résistance en France n'a jamais été aussi bien connue et que, pour l'étudiant de première année d'université, elle demeure largement inaccessible. Pas une seule des grandes collections universitaires qui fleurissent depuis une quinzaine d'années ne propose dans son catalogue une histoire de la Résistance.

Les origines de l'Armée Secrète en R3

Bernard BONNAFOUS

Cadre supérieur. A poursuivi ses études de droit à Montpellier sous le professorat de MM. TEITGEN et COURTIN. Entre en octobre 1941 au mouvement Libération, est en mission à Lyon avec R. AUBRAC jusqu'en juin 1942. Devient chef régional adjoint de l'Armée Secrète en R3 sous les pseudonymes de ROBIN et RICHARD, puis chef des F.F.I. de l'Aveyron jusqu'à la Libération.



Il n'est pas facile d'évoquer la Résistance 60 ans après la Libération, car la mémoire peut être infidèle et provoquer des erreurs de noms et de dates bien involontaires.

À l'origine, les résistants ont été véritablement une très petite minorité: l'ensemble de la population était anéantie par le désastre, et il suffit de revoir les actualités de l'époque pour s'en persuader, devant ces foules qui acclamaient le maréchal Pétain sur le parvis des cathédrales. Le général de Gaulle était dans l'isolement et nous l'étions aussi avec lui.

Encore en 1941-1942, la fortune des armes souriait à l'Allemagne: en Bulgarie, en Grèce, en Yougoslavie, l'armée ennemie progressait, enfonçait toutes les défenses et était ivre d'orgueil.

En juin 1941, elle décidait de considérer comme nul le pacte d'amitié et de non agression qu'elle avait signé avec l'URSS en août 1939 ce qui lui avait laissé les mains libres pour son attaque de la France et de l'Angleterre. Et son armée progressait dans l'immensité russe, jusqu'à faire le siège de Moscou dès le mois de décembre 1941.

Rien, si ce n'est l'Angleterre ne semblait pouvoir lui résister.

Cependant, comme l'avait dit le général de Gaulle lorsqu'il s'était adressé aux Français, cette guerre était une guerre mondiale dans laquelle nous devions, malgré tout, poursuivre le combat afin que la France fût présente au jour de la victoire. Et nous étions si peu, si faibles en France à écouter ce message d'espoir et de combat. Mais c'est bien pour cela qu'est née la Résistance et qu'elle a combattu unie à la France Libre, au cœur de la France Combattante.

Comment faire comprendre le dénuement moral et matériel dans lequel se trouvaient les premiers résistants, et que pouvait faire la Résistance en 1941, dans un grand désordre de courage ainsi que l'écrivit André Malraux? Il a fallu apprendre ce qu'était la guerre secrète, ses moyens et aussi ses pièges, rassembler ceux qui croyaient encore et malgré tout à la valeur du combat et à la victoire. Il a fallu rechercher les armes, les explosifs, rechercher dans les administrations publiques ceux qui pouvaient nous aider. Il a fallu apprendre à préparer et à exécuter un sabotage.

Cette activité désordonnée et multiforme existait en Languedoc-Roussillon, comme dans toute la France; déjà elle prenait forme.

Dans notre région, c'est le mouvement *Combat* qui était le plus solidement implanté, son chef était Henri Frenay, et deux grandes figures comptaient dans ses rangs: René Courtin et Pierre-Henri Teitgen, tous deux professeurs à la faculté de droit, jusqu'au jour où ils quittèrent la région pour rejoindre le Comité des Experts, organisme clandestin de la Résistance.

Le mouvement *Libération*, qui avait été créé par d'Astier de la Vigerie, avec Lucie Aubrac et le pasteur Caillaud, venait ensuite, dirigé par Francis Missa – qui fut l'un des organisateurs de la radiodiffusion à venir à la Libération –, et Pierre Stibbe, mon condisciple à la faculté de droit. Les deux mouvements agissaient côte à côte en parfaite union, recevant leurs journaux respectifs par les mêmes voies, sans que jamais la moindre difficulté les opposât l'un à l'autre.

Le mouvement *Franc-Tireur* était peu connu et se manifesta surtout lorsqu'à la demande de son chef Jean-Pierre Levy, Henri Noguères quittant Paris où il était très menacé, vint à Montpellier succéder à Poitevin responsable de ce mouvement dans la région.

Dans la dernière nuit de 1941, Jean Moulin avec deux camarades, sautait *blind*, c'est-à-dire sans équipe de réception, près d'Eygalières. Il allait entreprendre la grande et périlleuse mission que lui avait confiée le général de Gaulle. Il allait unifier la Résistance et assurer ses liens avec la France Libre à Londres.

Bientôt les trois mouvements *Combat*, *Libération* et *Franc-Tireur* se rassemblèrent et constituèrent les *Mouvements Unis de la Résistance* (MUR), union qui devait aboutir fin 1942 ou tout début 1943, au rassemblement de leurs éléments d'action, à la création de l'Armée Secrète, dans toute la France que venait d'occuper l'armée allemande.

En Languedoc-Roussillon, se tint dans les derniers jours de 1942 ou au tout début de 1943 – mes souvenirs sont sur ce point imprécis –, à Montpellier, au 2 boulevard Louis-Blanc, chez le père Raymond Chauillac, près de l'Hôpital général, une réunion que présida Henri Frenay. Il était accompagné de l'un de ses collaborateurs dont je n'ai pas retenu le nom. Étaient présents: Francis Missa chef de *Libération* – Pierre Stibbe avait quitté la région pour Paris –, Léon Freychet, président directeur général de la société des Caves de Roquefort, Gilbert de Chambrun venant de Marvejols en Lozère, et moi. Je ne suis pas sûr de la présence de Raymond Chauillac à cette réunion car je l'ai rencontré quelques jours après dans un café devant la gare et il me semble que cela fut notre première rencontre.

Lors de cette réunion, il fut demandé à *Combat* de désigner le chef de l'Armée Secrète (A.S.) pour la région que nous appelions R3 et ce fut Raymond Chauillac qui fut désigné. Il fut ensuite demandé à Francis Missa de désigner le chef régional adjoint de l'A.S., et il me désigna. Furent également nommés Léon Freychet comme responsable de l'A.S. en Aveyron, et Gilbert de Chambrun comme responsable de l'A.S. pour la Lozère, poste qu'il occupa peu de temps, ayant ensuite été nommé chef du NAP pour la région, sa succession étant confiée, si je ne fais pas d'erreur, à Peytavin.

Très peu de temps après, j'ai donc rencontré Raymond Chauillac. Il me demanda de prendre la responsabilité du littoral à savoir le Gard, l'Hérault, l'Aude et les Pyrénées-Orientales. Mon entente avec celui que nous appelions Chabert, et plus tard Rivière, fut toujours parfaite, et une amitié profonde nous a unis jusqu'à sa mort.

La première tâche qui nous incombait était de mettre en place un responsable là où il n'en existait pas, comme en Aveyron et en Lozère.

Dans les Pyrénées-Orientales où *Libération* était bien implantée, il fut demandé à Francis Missa de désigner ce responsable. Ce fut d'abord Ginestet, homme d'un patriotisme élevé, d'un courage et d'un dévouement sans faille, mais qui redouta de

ne pouvoir en raison de son âge et de son état de santé, il était je crois à la retraite, affronter les fatigues de la mission, préférant servir à un rang plus modeste.

C'est alors que Missa, que nous appelions Léveillé, nous invita à nous rendre au Castillet, au service des archives, à Perpignan pour y rencontrer celui qu'il nous proposait comme chef de l'A.S. dans ce département. Nous nous y rendîmes et la porte du local fut ouverte par l'archiviste Vidal, qui peu après allait être pris par la gestapo et fusillé au Mont Valérien; c'est là que nous avons rencontré Louis Torcatis, appelé plus tard Bouloc, qui accepta la responsabilité que nous lui propositions. Mais après une sévère alerte, il dut partir pour Paris, et à son retour dans la région il reçut une autre affectation aux Corps Francs de la Libération, organisation intermédiaire entre l'A.S. et les Forces Françaises de l'Intérieur. Sa succession fut alors confiée à l'un de ses amis, nommé Ballouet, qui, après la Libération fit carrière dans l'armée.

Dans l'Aude, plusieurs groupes s'étaient rapidement formés, et à l'origine, Gayraud, un prothésiste dentaire si mes souvenirs sont exacts, eut la responsabilité de les diriger. Puis, l'on me fit connaître un jeune officier d'active, plein d'énergie et de foi, Jean Bringer, auquel fut alors confiée cette responsabilité qu'il était en mesure d'exercer plus aisément que notre ami Gayraud. Jean Bringer fut hélas pris par l'ennemi dans le début de 1944 et connut avec plusieurs camarades une fin atroce. C'est Georges Morguleff, qui avec une très grande capacité lui succéda et mena les Forces Françaises de l'Intérieur à la Libération.

Pour ce qui est de l'Hérault, ce département était naturellement scindé entre sa partie Nord avec Montpellier et sa partie Sud avec Béziers, et cette séparation exista dans l'A.S. au moins à ses débuts.

L'activité de ces premiers groupes était très sensible. La gestapo était aidée par des collaborateurs français que la Résistance pourchassa et exécuta en plusieurs circonstances.

À Béziers il y avait des hommes comme Lanet, Bénézech, Raynaud qui furent nos premiers correspondants.

À Montpellier, il fallut regrouper des éléments divers et assurer la cohésion de l'ensemble. Pour cela nous avons rencontré deux hommes auxquels fut donné le commandement de l'A.S.: le colonel Colin et le commandant Morel. Tous deux formaient une équipe solide et efficace jusqu'à leur arrestation par la gestapo, à la fin de l'année 1943, suivie de leur exécution. Leur arrestation eut certes pour conséquence de graves difficultés dans notre organisation, mais ni Colin ni Morel ne fournirent à l'ennemi la moindre indication qui nous eût été préjudiciable. La place devant l'aéroport de la ville porte le nom du colonel Colin qui était un aviateur, et le

nom du commandant Morel est honoré dans un lycée de Marseille, ville dans laquelle il avait sans doute ses attaches.

Lorsque furent constituées les Forces Françaises de l'Intérieur, c'est alors à Subervie, pseudo Janvier, qu'en fut confié le commandement dans l'Hérault. Je dirai peu du Gard car il y a eu de très grandes difficultés à mettre en place une structure efficace de l'Armée Secrète et il fallut l'arrivée de Michel Bruguier pour que cette structure se précisât.

Nos contacts avec la France Libre étaient déjà assurés par les radios, et nous avions déjà les instructeurs-saboteurs qui formaient nos hommes.

Dans toutes les activités qui furent les siennes jusqu'à son arrestation, Jean Moulin avait rapidement assuré ces liaisons.

Lorsqu'en septembre 1943, plus précisément à la lune de septembre, arrivèrent les Délégués Militaires Régionaux, les DMR, notre organisation était prête à recevoir toutes les instructions sur les opérations à mener en appuis des débarquements et à une participation profonde dans les combats à venir. Les DMR apportaient à la Résistance les divers plans à exécuter au jour qui serait indiqué par message à la BBC, en appui du débarquement. Il y avait le plan vert qui portait sur le sabotage des voies ferrées (le sabotage des locomotives était déjà bien organisé), le plan bleu portant sur les lignes de courant électrique haute tension, le plan violet sur les communications des PTT, le plan tortue sur les routes, et bien sûr le plan guérilla. Tandis que s'intensifiaient à travers notre région, comme dans tout le pays, les combats, l'exécution de ces divers plans, je ne les ai pas tous cités, allait aggraver considérablement la situation des troupes allemandes.

Pour notre région, nous avons reçu le vendredi 2 juin vers midi le message d'alerte et le lundi 5 juin 1944 le message d'exécution de tous ces plans.

C'est Paul Leistenschneider, pseudo Carré, qui nous arriva et qui fit avec nous le tour de tout ce qui avait été bâti. Il fut ensuite appelé à rejoindre le Vercors et la Région R1. Nous avons eu alors deux DMR, l'un au nord qui était Cambas, pseudo Trapèze, et l'autre au Sud qui était Jacques Picard, pseudo Sultan, précédemment responsable SAP, c'est-à-dire «Atterrissages et parachutages» de R3, R4. Tous deux assuraient une liaison étroite avec le BCRA, orientaient les opérations selon les instructions reçues, assuraient les parachutages, et pour ce qui est de Sultan s'engagèrent intensément dans l'action en créant le Maquis *Aigoual-Cévennes* avec le colonel Matignon dit Colas et en coordonnant toutes les opérations de combat le Saint-Ponais.

Pour tenter d'avoir une vision plus complète, il faut noter que l'A.S. avait le contact permanent des autres organisations des MUR à savoir notamment le NAP, Noyautage des Administrations Publiques, dirigé par de Chambrun et Gitard dans

l'Hérault et au sein duquel était bien organisé un groupe de la police qui nous a fortement servi à Raymond Chauliac comme à moi-même. À savoir également le Service National Maquis dirigé par Brault dit Jérôme et Rebattet dit Cheval, service qui était devenu indispensable du fait de l'accroissement considérable des maquis provoqué par le STO.

Nous recevions nos directives par agents de liaison, ces hommes et ces femmes auxquels nous ne rendrons jamais assez hommage car leur rôle comme celui de nos «boîtes aux lettres» fut immense et essentiel dans la vie de la Résistance. Ces directives avaient pour origine le commandement de l'A.S. qui avait été confié au général Delestraint dit Vidal.

Une instruction personnelle du général de Gaulle, datée du 21 mai 1943, avait réglé ses attributions. Tout début juin 1943, le général Delestraint dit Vidal convoqua les responsables de l'A.S. R3 afin que lui soit rendu compte de la situation en Languedoc-Roussillon. Pour une raison que je n'ai pas en mémoire, Raymond Chauliac a eu un empêchement et m'a demandé d'aller à ce rendez-vous sans lui. Je me suis fait accompagner par Pavelet dit Villars auquel nous avons confié la responsabilité des maquis et qui pouvait mieux que moi donner des précisions sur leurs implantations et leurs effectifs.

Je garde de cette rencontre un souvenir puissant, car quelques jours après, se rendant à Paris, le général Delestraint devait être arrêté au métro Muette, et être abattu par l'ennemi peu avant, je crois, la libération et la délivrance des déportés. C'est le général de Jussieu, pseudo Pontcarral, qui lui succéda. Raymond Chaulier et moi l'avons rencontré à deux reprises, à Paris, place Péreire et à Saint-Flour dans la ville haute.

Nos relations étaient également établies avec le service des renseignements des MUR, d'autant que leur représentant dans notre région était René de Forton, un marin, que j'avais moi-même mis en contact avec Vauban (je n'ai jamais su son nom) le responsable national.

Nous avons aussi un contact étroit avec l'ORA, Organisation de Résistance de l'Armée, commandée par le colonel Guyot, qui fut arrêté à Toulouse en avril 1944 sauf erreur de ma part et fut fusillé.

Sans doute ressort-il de tout cela, pour qui l'apprend 50 ans et plus après un sentiment imprécis. Mais nous avons effectivement vécu dans un climat qui nous contraignait à vivre d'abord dans une insécurité de jour et de nuit, ensuite dans une perpétuelle incertitude du lendemain. L'arrestation d'un camarade, une boîte aux lettres brûlée, un agent de liaison perdu et c'était l'obligation de modifier des

contacts, de reconstruire ce qui avait été détruit. C'était aussi la tristesse et l'angoisse en songeant aux camarades tombés entre les mains ennemies. Et sans pouvoir téléphoner, sans pouvoir envoyer du courrier par voie postale normale du fait d'une censure et d'un contrôle chaque jours plus puissants. C'est aussi pour cela que se renforçaient les énergies et les volontés pour les combats de chaque jour et pour ceux qui viendraient.

Et vint le jour où l'Armée Secrète se joignit aux hommes de l'ORA et aux Franc-Tireurs et Partisans les FTP pour constituer les Forces Françaises de l'Intérieur, au début de 1944. Et l'on constata alors que tant d'efforts apparemment disparates, tant d'actions apparemment mal contrôlées aboutissaient à la naissance d'une armée dont l'efficacité se révéla chaque jour plus grande au cours des combats de la Libération.

Le commandement allié n'y avait pas réellement cru, mais le commandement allemand, lui, ne se faisait aucune illusion sur ce que cette armée née de l'ombre allait être capable de faire et le plus grand hommage que l'on puisse rendre à tous ces combattants dont tant ont fait le sacrifice de leur vie est de faire savoir ces quelques citations:

- Rapport du Feldmarschall von Rundstedt daté d'octobre 1943:

«Les objectifs des mouvements de résistance et des organisations britanniques qui agissent avec eux sont la mise au point d'une action sur les arrières de l'armée allemande, qui coïncidera avec les débarquements alliés. Leur mission la plus pressante sera d'attaquer nos lignes de communication avec le maximum de force. Tel est le danger à l'intérieur du pays et il peut avoir un effet désastreux sur le cours d'une bataille majeure. Nous pouvons sans aucun doute combattre de façon effective les mouvements de résistance, mais cela épuisera nos forces disponibles, et fortifiera ainsi la situation des troupes britanniques et américaines.»

- Conférence de M. William Casey, directeur de la CIA:

«C'est sur les plages que nous avons d'abord besoin d'aide. Les messages d'action dans la nuit du 5 juin déclenchèrent les coupures de voies ferrées et de câbles, les destructions de routes et de ponts qui avaient été prévues à travers toute la France.»

«Notre plus grande dette aux résistants français vient des délais de deux semaines ou plus qu'ils imposèrent à une panzerdivision faisant de Toulouse route au nord, à ceux venant de Pologne et à ceux venant du front russe tandis qu'elles traversaient la France en renfort vers la tête de pont.

«Nous ne saurons jamais combien de soldats alliés doivent la vie à ces braves français.»

- Déclaration du général Marshall, chef d'État-Major général des armées américaines:

«La Résistance a dépassé toutes nos prévisions. C'est elle qui, en retardant l'arrivée des renforts allemands et en empêchant le regroupement des divisions ennemies à l'intérieur a assuré le succès de nos débarquements. Sans vos troupes du maquis tout était compromis.»

- Extrait d'un article d'Alistair Forbes dans le *Daily Mail*:

«Nous, les Britanniques et les Américains, avant tout, nous devons aux Forces Françaises de l'Intérieur une dette de reconnaissance. Elles ont sauvé par leur action des milliers de vies, épargné à nos troupes des semaines de durs combats.

«Nous leur devons ensuite notre admiration car bien des fois les soldats du maquis ont été les seuls soldats alliés à ne jamais perdre le contact avec l'ennemi. Et nous leur devons enfin, à mon avis, des excuses. Nous avons été trop longtemps aveugles à la force de l'armée qui, de l'autre côté de la Manche, était à la disposition de la cause alliée.»

Témoignage sur la naissance de la Résistance en zone interdite du Pas-de-Calais Son évolution jusqu'à la Libération

Bernard LEMATTRE

Ex-Tourneur-Mécanicien breveté. Il entre dans l'enseignement. La défaite le trouve en zone interdite du Pas-de-Calais occupé dès le 8 juillet 1940 par l'armée allemande. Les premières missions seront le sauvetage des aviateurs alliés abattus et le renseignement sur les emplacements des batteries côtières ennemies. Il entre dans le mouvement Organisation civile et militaire en zone Nord. Il poursuit une carrière militaire qu'il termine avec le grade de Général d'Armée.



Il m'a été demandé de vous parler de la naissance de la Résistance dans la zone interdite du Nord - Pas-de-Calais et de son évolution jusqu'à la Libération.

Mon propos sera surtout un témoignage que j'émaillerai de plusieurs anecdotes parfois surprenantes ou symptomatiques de l'état d'esprit des populations dans cette région. Ce ne sera donc pas une présentation exhaustive de l'ensemble de la Résistance dans le Nord-Pas de Calais.

Qu'appelait-on «zone interdite du Nord - Pas-de-Calais»?

Vous savez évidemment que la Convention d'armistice du 22 juin 1940 avait partagé la France en deux zones séparées par une ligne de démarcation:

- une zone occupée au nord de cette ligne;
- une zone dite libre, au sud.

Les Allemands, unilatéralement, avaient créé plusieurs autres zones dans la zone occupée:

- l'Alsace-Lorraine, purement et simplement annexée;
- une zone interdite dont la limite sud suivait le cours de la Somme, puis une ligne se dirigeant vers Reims et Dijon (ces villes hors zone interdite);
- une zone qu'ils appelaient «zone réservée» couvrant le Nord et le Pas-de-Calais, qui dépendait du Gouvernement militaire pour la Belgique et le Nord de la France, dont le P.C. était à Bruxelles;
- à l'intérieur de cette zone réservée, une zone appelée «zone rouge», une bande côtière d'environ 5 km de profondeur, que les Allemands avaient créée, dès le mois de juillet 1940, pour assurer le secret de leurs préparatifs d'invasion de l'Angleterre (opération *Seelöwe*) puis, cette opération ayant été abandonnée, pour assurer le secret de leurs travaux défensifs le long du littoral.

C'est dans cette zone rouge que l'occupation allemande a été la plus dure et la plus pesante, que les mesures les plus contraignantes ou les plus vexatoires ont été prises à l'encontre des populations, que les représailles ont été les plus impitoyables (arrestations d'otages, emprisonnements, déportations, exécutions).

Il faut avoir à l'esprit ce découpage géographique pour bien saisir les particularités de la naissance de la Résistance dans la zone interdite du Nord - Pas-de-Calais, de son organisation et de ses modes d'action jusqu'à la Libération en septembre-octobre 1944.

La Résistance dans la zone interdite du Nord - Pas-de-Calais a été en effet, du début à la fin, très différente de celle qui a existé dans les autres départements de la zone interdite, dans le reste de la zone occupée et, a fortiori, dans la zone dite libre puis occupée à partir de novembre 1942.

Quelles ont été les caractéristiques particulières de cette Résistance et quelles sont les raisons des particularités?

Première caractéristique

La Résistance, essentiellement anti-allemande, a pris naissance dès le début du mois de juillet 1940, sous forme d'actions individuelles, spontanées, sans coordination

entre elles. Ce n'est que fin 1940 et surtout en 1941 que de véritables organisations structurées, comme Libération-Nord, l'O.C.M., sont apparues.

Ces actions du début (sauvetage de soldats alliés, surtout des pilotes pendant la bataille d'Angleterre; sabotages de lignes téléphoniques et de panneaux indicateurs allemands; distribution de tracts venant d'Angleterre ou réalisés sur place, etc.) ont été menées par un petit nombre de résistants mais dans un climat d'opposition massive des populations à l'occupant, pour les raisons suivantes:

Le souvenir de l'occupation allemande de 1914-1918

Les populations du Nord et d'une bonne partie du Pas-de-Calais avaient déjà connu l'occupation allemande entre 1914 et 1918 et, 25 ans après, elles conservaient le souvenir personnel, ou par le récit des parents, des exactions de toutes sortes qu'elles avaient subies (arrestations, fusillades, déportations, exécutions). La haine de l'Allemand était générale.

Les exactions de 1940

Cette haine s'est trouvée renforcée par des exactions commises en mai 1940, dans le bassin minier notamment: plusieurs dizaines de civils massacrés les 27, 28 et 29 mai 1940 à Oignies et à Aubigny, près d'Arras. Au total, en mai-juin 1940, 474 civils ont été exécutés dans le Pas-de-Calais; plusieurs centaines dans le Nord.

La présence d'une importante population d'origine étrangère dans le bassin minier et le comportement des communistes

Il existait dans le bassin minier du Pas-de-Calais, à très forte densité démographique, une population ouvrière française ou d'origine étrangère (des Polonais surtout), très politisée et très hostile à l'occupant.

Cette population ouvrière était politiquement dominée par le parti communiste, mis hors la loi par le décret-loi du 2 avril 1940 mais qui poursuivait clandestinement ses activités. Dans cette région, les communistes n'ont pas attendu l'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941, pour engager le combat contre l'Allemand; dès le début de l'occupation, ils ont mené, derrière leur chef, Auguste Lecœur, et une héroïne de la guerre de 1914-1918, Émilienne Moreau, des actions spectaculaires (sabotages, déraillements de trains, attentats, attaque en 1941 à Liévin d'une usine qui fabriquait un additif pour l'essence synthétique allemande, grande grève de tout le bassin minier du 27 mai au 3 juin 1941 à la suite de laquelle 227 mineurs ont été déportés dont 12 seulement ont survécu, etc.).

Le rattachement de la zone réservée au Commandement militaire allemand de Bruxelles

Les populations ont vu dans cette décision la préfiguration d'une annexion pure et simple ou, tout au moins, les prémices de la construction d'un état autonome au sein de la Grande Allemagne, ou encore d'un état tampon comme Bismarck l'avait imaginé.

Elles ne pouvaient supporter l'idée de telles éventualités.

Ce sont là, à mon sens, les quatre raisons majeures qui expliquent que la Résistance soit née très tôt dans la zone interdite du Nord - Pas-de-Calais, dans une population massivement hostile à l'occupant.

À ces raisons se sont ajoutées, au fil des mois et des années, des décisions allemandes de plus en plus contraignantes, pénibles ou vexatoires qui ne pouvaient que révolter les populations concernées.

Une anecdote significative pour illustrer mon propos.

Le 2 juillet 1940, l'Oberfeldkommandantur de Lille, qui régnait sur le Nord - Pas-de-Calais, ordonne aux possesseurs de pigeons voyageurs de les tuer tous immédiatement.

Cet ordre a provoqué un choc considérable.

Il faut savoir, pour comprendre cette réaction, que la colombophilie était une passion dans ces régions. Dans chaque village, il y avait une société colombophile qui organisait, chaque semaine, des concours de vitesse sur très longues distances (800 à 1 000 kilomètres et même davantage). Ce fut un déchirement pour les colombophiles de devoir tuer leurs pigeons.

Lorsque, en mars 1944, je reçus l'ordre de préparer la mise sur pied d'une compagnie de combat, plusieurs de ces colombophiles me contactèrent. À l'un d'eux, qui avait manifestement dépassé l'âge de porter une arme, j'ai demandé pourquoi il voulait se battre contre les Allemands; il me répondit que les Allemands l'avaient obligé à tuer tous ses pigeons, qu'il avait des champions et qu'il voulait le leur faire payer.

Il y a eu, certes, dans ces populations, un certain nombre de collaborateurs, peut-être moins que partout ailleurs.

Il y eut aussi quelques traîtres – peu nombreux – mais dont nos organisations de Résistance ont eu beaucoup à souffrir. Ils ont été, je pense, peu nombreux, parce que, après la fin de la guerre, trois ou quatre seulement ont été condamnés à mort. Lieutenant au 33^e régiment d'infanterie à Arras, j'ai eu la très pénible mission de commander les pelotons d'exécution.

Deuxième caractéristique de la Résistance

Il n'y a jamais eu de maquis dans le Nord - Pas-de-Calais, le terrain ne s'y prêtant pas et la densité des troupes allemandes étant trop forte.

C'est seulement dans les mois qui ont précédé le débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, que l'ordre a été donné de préparer la mise sur pied d'unités de combat mais avec interdiction formelle de les rassembler et de les engager sans ordre.

Dans ce contexte général, quand et comment est née la Résistance et comment s'est-elle développée jusqu'à la Libération?

La Résistance, essentiellement anti-allemande – on ignorait Vichy –, a pris naissance dès le mois de juillet 1940, sous formes d'actions individuelles ou de très petits groupes, spontanées et sans coordination entre elles.

Pour ce qui me concerne, tout a commencé, dans les premiers jours de juillet 1940, au moment où a commencé la bataille d'Angleterre, par le sauvetage de pilotes anglais dont les appareils avaient été abattus au-dessus du territoire français. C'est une erreur, à mon avis, d'appeler cette grande bataille aérienne «bataille d'Angleterre»; on devrait plutôt l'appeler «bataille pour l'Angleterre» parce qu'elle s'est surtout déroulée au dessus du territoire français et de la Manche.

Les Anglais possédaient déjà d'excellents radars qui pouvaient détecter à 150 kilomètres l'approche des énormes formations allemandes de bombardiers et de chasseurs de protection; ils essayaient, avec leurs *spitfires* et leurs *hurricanes*, toujours en alerte immédiate, de les intercepter avant qu'elles arrivent au-dessus de l'Angleterre.

La bataille pour l'Angleterre a atteint son paroxysme à partir du 6 août, en exécution de la directive n° 17 du 1^{er} août, signée par Hitler, qui donnait les ordres pour la préparation de l'opération *Seelöwe* (lion de mer) d'invasion de l'Angleterre. Cette opération ayant été reportée puis annulée, la bataille aérienne de jour a pris fin vers le 30 septembre, suivie par des raids massifs, de nuit, de destruction de grandes villes anglaises (Londres, Coventry, etc.).

Les moyens mis en œuvre, des deux côtés ont été énormes et les pertes considérables. Par exemple, d'après les archives allemandes et anglaises:

- le 15 août, dans la journée, 1786 bombardiers et chasseurs allemands volent vers les côtes anglaises; 75 avions allemands et 37 chasseurs anglais sont abattus.

- le 15 septembre, un raid de 120 bombardiers et de plusieurs centaines de chasseurs allemands s'oppose à 200 chasseurs anglais; 56 appareils allemands et 28 anglais sont abattus.

Deux réseaux ont été très rapidement mis sur pied pour assurer le sauvetage des pilotes anglais:

- le réseau *Jean de Vienne*, créé début juillet à Calais, par le commissaire des renseignements généraux et trois Calaisiens;
- un deuxième réseau, sans appellation au début, créé également en juillet par un industriel calaisien (Gaston Berthe).

Ce réseau a pris, à partir d'avril 1941, une extension considérable et est devenu le réseau *Pat o'Leary*, nom de guerre d'un très grand résistant belge, Albert Guérisse, médecin militaire qui avait rejoint l'Angleterre et que le S.O.E. (Special Operations Executive) a parachuté en France pour organiser une vaste filière de sauvetage des militaires alliés (équipages d'avions abattus) en Belgique et en France. On estime qu'il a pu sauver 600 militaires alliés.

Les pertes des deux réseaux ont été très lourdes:

- en 1941, 1942 et 1943, par manque de précautions, bavardages et une dénonciation, le réseau *Jean de Vienne* a été plusieurs fois décapité;
- en 1942, ce fut au tour du réseau *Pat o'Leary* d'être décimé, un agent allemand de l'Abwehr ayant réussi à l'infiltrer en se faisant passer pour un pilote canadien abattu.

J'étais dans ce réseau et tous mes camarades ont dû fuir ou ont été arrêtés, déportés ou fusillés. Le chef de réseau lui-même a été déporté.

J'avais eu des contacts avec le faux Canadien mais je n'ai pas été arrêté, sans doute parce que mes camarades n'ont pas parlé et aussi parce que convoqué à la Kommandantur de Calais pour interrogatoire, j'ai été sauvé par une secrétaire allemande que je connaissais.

Le sauvetage des militaires alliés a été dès juillet 1940 une intense activité des premiers résistants mais d'autres actions de résistance ont aussi commencé au même moment.

- Coupures de lignes téléphoniques que les Allemands ne parvenaient pas à empêcher malgré les arrestations d'otages, les déportations, les exécutions.

Les Allemands créèrent, le 30 octobre 1940, des unités de gardiens de fils, en réquisitionnant des chômeurs payés sur les frais d'occupation. Ce fut un échec total, des gardiens de fils, au péril de leur vie, coupant eux-mêmes les lignes téléphoniques.

Les Allemands supprimèrent ces unités inopérantes le 2 juillet 1942. Environ 900 Français avaient été employés. Les peines infligés aux coupeurs de fils ou soupçonnés d'en avoir coupés devinrent plus lourdes encore.

- Distribution de tracts largués par les avions anglais; les premiers ont été réceptionnés le 19 juillet 1940.

- Impression et distribution de tracts pour informer les populations et soutenir leur moral.

- Campagne de graffiti contre les allemands sur les murs et dans les urinoirs publics.

- Campagne du «V» de la victoire, sur les murs également, à la demande de la B.B.C., en mars 1941, à la suite de laquelle tous les postes de T.S.F. furent définitivement saisis par les Allemands.

- Opération *Villes et Villages morts*, à la demande du général de Gaulle, le 1^{er} janvier 1941.

- Campagne de la «Croix de Lorraine» sur les murs, en janvier 1941, que les Allemands font nettoyer immédiatement. Ils interdisent le renouvellement de telles actions mais cette interdiction est contournée par les Calaisiens qui arborent sur leurs vêtements le blason de la ville, ce blason comporte deux croix de Lorraine en souvenir du duc de Guise qui délivra la ville de l'occupation anglaise en 1558 et dont la famille était une branche de la maison de Lorraine. Après explications données par le maire, les Allemands laissent faire.

Ce sont là quelques formes d'actions menées par la Résistance à ses débuts mais, à part le sauvetage des militaires alliés, ces actions n'ont été, selon moi, que secondaires comparativement à la mission principale: le renseignement.

La mission de renseignement a commencé au moment des préparatifs allemands d'invasion de l'Angleterre, en juillet-août 1940 (opération *Seelöwe*). Les Allemands avaient construit très rapidement, dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres autour de Calais, une quinzaine de pistes pour le décollage et l'atterrissage de leurs chasseurs; nous en connaissions les emplacements.

Ils avaient concentré entre Dunkerque et le Havre ce qui devait constituer la première vague de leurs forces d'invasion:

- 90 000 hommes répartis en 13 divisions dont 6 dans la région de Calais-Boulogne;
- des centaines de vedettes et chalands de débarquement entre Dunkerque et la baie de Somme.

Le stationnement des unités, les lieux de rassemblement des péniches de débarquement nous étaient connus. Ils avaient également installé les premières batteries de puissants canons à longue portée pour bombarder la côte anglaise. Nous connaissions leurs emplacements.

Le problème qui se posait n'était pas celui du recueil du renseignement mais celui de sa transmission à Londres, faute de moyens appropriés. Ce problème ne fut résolu qu'à partir du 1^{er} mars 1941 mais, fort heureusement, les Anglais avaient, dès juin 1940, mis en place des agents disposant des moyens radio nécessaires (il faut en

particulier citer un agent de l'Intelligence Service, Robin, dont l'histoire a été racontée dans un livre, *Le Saboteur*, paru en 1967).

Le recueil du renseignement était une tâche périlleuse mais relativement facile parce que les Allemands ne camouflaient pas les signes distinctifs de leurs unités; en outre, une aide précieuse était apportée par les ouvriers français et belges employés par l'organisation *Todt* pour la construction du mur de l'Atlantique.

Le réseau dans lequel je me trouvais n'a connu qu'un seul mais très important échec dans cette mission de renseignement, dont les conséquences auraient pu être très graves pour Londres. Il s'agit de la construction de l'ouvrage de lancement de l'arme de représailles V. 3, nom donné par la résistance et les Alliés mais que les Allemands appelaient *Die Kanone für London*.

Nous connaissions bien les sites de lancement des V. 1 et des V. 2 dont les emplacements étaient communiqués à Londres dès qu'ils étaient repérés mais nous n'avons pas pu percer le secret de la construction, à partir d'octobre 1943, d'un ouvrage colossal, dans un lieu-dit appelé Mimoyecques situé entre Boulogne et Calais.

L'histoire est la suivante:

- fin septembre 1943, j'apprends que les Allemands avaient amené dans cette région des canons de défense contre avion et un très grand nombre de travailleurs étrangers;

- je me rends sur place et je constate aussitôt la véracité de l'information;

- le 15 octobre, par l'intermédiaire du réseau auquel j'appartenais, j'envoie un message pour signaler l'arrivée d'un régiment de Flak (défense anti-aérienne) et de plusieurs milliers de travailleurs déportés d'Europe de l'Est et d'Union soviétique;

- les Allemands entreprirent aussitôt la construction d'un ouvrage entièrement souterrain devant abriter un canon à haute pression dont le tube, incliné à 45 degrés, mesurait environ 125 mètres de long; ce canon devait bombarder Londres au moyen d'obus-fusées; l'ouvrage souterrain dans lequel il se trouvait avait une hauteur de 120 mètres. Ces informations sur l'ouvrage et le canon n'ont été connues qu'après la Libération;

- les services de renseignement alliés et la Résistance n'ont jamais pu obtenir de renseignements précis sur ce qui se construisait sur ce site qui a été bombardé sans succès de nombreuses fois, l'aviation anglaise ne réussissant à atteindre l'ouverture de l'ouvrage que quelques semaines avant la Libération;

- début septembre 1944, alors que je me trouvais avec le régiment de reconnaissance de la 3^e division d'infanterie canadienne, je suis allé voir l'ouvrage pour satisfaire ma curiosité. L'ouvrage existe toujours et peut être visité.

- fort heureusement pour Londres, le V. 3 n'a jamais tiré, bien que le canon était achevé, les Allemands n'ayant pas réussi, à Peenemunde, à mettre au point l'obus-fusée.

Il peut être utile de savoir que, à ma connaissance, deux ouvrages seulement font mention de cette arme de représailles V.3:

- *L'histoire officielle de la participation de l'armée canadienne à la Seconde Guerre mondiale*, volume III, par le colonel C. P. Stacey;

- *Peenemunde - Histoire des armes de représailles*, par le général Walter Dornberger.

Le général Walter Dornberger a commandé le Centre d'expérimentation de Peenemunde à partir de 1943; son livre n'existe qu'en langue allemande.

La fin de la Résistance et les combats de la Libération

Conformément aux ordres reçus, j'avais, à partir de mars 1944, commencé à préparer la mise sur pied d'une compagnie de combat.

L'ordre de rassemblement de cette compagnie n'a été donné que quelques jours avant l'arrivée des premiers Canadiens de la 3^e division d'infanterie canadienne (arrivés le 6 septembre devant les défenses allemandes de Calais).

Avec ma compagnie, au sein de la 3^e division d'infanterie canadienne, j'ai participé aux opérations de Libération de Calais, du 6 au 30 septembre.

Les F.F.I. volontaires ont été, après la fin des combats à Calais, incorporés dans les deux régiments de tradition du Nord de la France, le 43^e régiment d'infanterie et le 110^e régiment d'infanterie, rapidement reconstitués, et envoyés sur le front de Dunkerque jusqu'à la capitulation allemande, le 8 mai 1945.

Ainsi est née, a évolué et a pris fin la Résistance dans la partie de la zone interdite du Nord - Pas-de-Calais dans laquelle je me trouvais.

Bien que non exhaustif et présenté surtout sous forme de témoignage, mon exposé a permis, je l'espère, de dégager les particularités de la Résistance dans cette zone et de pouvoir la comparer avec la Résistance dans les autres régions de France, dans les régions du Sud notamment.

Les musées d'histoire de la Résistance

Christine LEVISSE-TOUZÉ ¹

*Directeur du Mémorial Leclerc de Hauteclocque et de la
Libération de Paris, et du Musée Jean-Moulin
(Ville de Paris)
Directeur de recherche associé à l'UMR 5609 - ESID*



Les musées d'histoire de la Résistance constituent un outil complémentaire pour les enseignants. Ils sont des lieux d'histoire. Nombreux sont ceux aussi qui offrent des services complémentaires aux chercheurs, aux enseignants, et aux élèves par l'existence de centres de documentation et de recherche. C'est le cas du musée de la Résistance et de la Déportation installé dans la citadelle de Besançon, du Centre de la Résistance et de la Déportation de Lyon, du Centre Jean Moulin de Bordeaux, du mémorial de Caen, du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne,

1. Cette intervention se réfère au *Cahier de l'IHC*, n° 3, 1996, «Les images collectives de la Résistance» sous la direction de Serge WOLIKOW, Éditions universitaires de Dijon.

du mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et du musée Jean Moulin de la Ville de Paris. Ces centres apportent tous une aide pédagogique aux enseignants et aux élèves qui veulent préparer le concours de la Résistance.

Le recensement actuel effectué par la Direction à la Mémoire, au Patrimoine et aux Archives (le secrétariat d'État aux Anciens Combattants a été dissout au 1^{er} janvier 2000) dénombre 117 musées:

. musées généraux liés à la guerre 1939-1945	10
(dont le mémorial de Caen)	
. Résistance et Déportation	56
. Déportation (uniquement)	5
. Débarquement dont le mémorial du Mont-Faron et le mémorial de Caen	20
. musées d'histoire militaire (juin 1940 - fin de la guerre) ..	5
. musées dits «de site»	21
 Total	 117

Ne sont pas comptés les musées liés à une personnalité, de Gaulle, de Lattre... Les musées de la Résistance et de la Déportation (en excluant les mémoriaux liés uniquement à la déportation comme celui du Struthoff) représentent 56 % de l'ensemble de ceux consacrés à la période.

Les difficultés

Évoquer la Résistance et faire œuvre d'histoire est un objectif non pas irréalisable mais difficile à atteindre tant les passions sont grandes sur cette période douloureuse de notre histoire qui comporte des ferments de luttes fratricides. Par ailleurs, cette histoire doit être traitée sans voyeurisme, ni exhibitionnisme. La mise en place des deux musées que je dirige, le mémorial du maréchal Leclerc de Hauteclocque et

2. Ces deux musées ont pour origine la donation de la Fondation du maréchal Leclerc à la Ville de Paris (Jacques Chirac, alors maire de Paris, s'était engagé à l'égard de la maréchale Leclerc de Hauteclocque à créer un mémorial consacré à l'histoire de Philippe Leclerc de Hauteclocque) et le legs d'Antoinette Sasse, une amie de Jean Moulin qui avait posé comme condition de réaliser un «musée Jean Moulin». Ils ont été inaugurés pour le cinquantième anniversaire de la Libération de Paris les 24 août et 3 septembre 1994.

de la Libération de Paris et le musée Jean Moulin de la Ville de Paris², avec l'aide d'un conseil scientifique constitué d'historiens spécialistes de cette période procède de ce principe. Les reconstitutions et effets de scène divers ont été exclus d'un commun accord avec l'architecte-muséographe, estimant tous, que la période ne s'y prêtait pas. L'objectif était de réaliser des musées d'histoire et de répondre à la fois au grand public, aux scolaires, mais également aux connaisseurs et aux témoins en mettant l'accent sur un parcours très pédagogique. Il importe aussi sur cette période de ne pas fausser l'histoire. Les Forces françaises libres comme les Résistants ont constitué une infime minorité.

La muséographie simple et souple, a été conçue pour tenir compte de l'apport de nouveaux objets: les musées vivent de dons permanents et d'acquisitions de nouvelles collections car les documents originaux présentés doivent être régulièrement changés afin d'assurer leur conservation. Il fallait aussi tenir compte de l'évolution des travaux historiques toujours nombreux.

Les parcours ont été étudiés pour mettre en perspective l'action du Français libre, Leclerc et du chef de la Résistance, Jean Moulin. L'engagement du capitaine de Hauteclouque auprès du général de Gaulle, et qui choisit de devenir Leclerc, ne peut se comprendre qu'en replaçant son action dans le contexte de la France Libre et de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés, l'Axe, Rome, Berlin, Tokyo. En effet, la reconquête des oasis italiennes qu'il entreprend à partir des territoires ralliés à la France libre, s'effectue en liaison avec les Britanniques³. De la même façon, l'action de Jean Moulin ne peut se comprendre qu'en montrant le contexte de la France pendant la Seconde Guerre mondiale, avec le poids de l'occupant, du gouvernement de Vichy, Paris sous tous ses aspects, occupation, collaboration, Résistance, mais aussi les autres aspects de la Résistance (actes individuels puis collectifs). Ces deux parcours sont illustrés par des témoignages audiovisuels, des images d'archives, des journaux, des objets, des uniformes.

Les documents ont été présentés en concordance chronologique étroite; notamment dans le musée Jean Moulin, ont été mis en contrepoint face à la propagande de Vichy, un tract de la Résistance ou un journal clandestin: par exemple en réponse à l'affiche de propagande où Pétain affirme: «Je tiens mes promesses même celle des

3. Se référer à la figure 1: le *Courrier de l'Air* du 10 mars 1941 relate la prise de Koufra le 1^{er} mars 1941 par le colonel Leclerc.

29 mars 1941
No. 5

Le Courrier de l'Air

Distribué par vos amis de la R.A.F.

LES TOURISTES ALLEMANDS AU MAROC

"Le joyau de l'Afrique française est menacé!"

LE GOUVERNEMENT DE VICTORY FORCÉ D'ACCEPTER LES PROPOSITIONS SAPOXAISES

Un "groupe touristique" d'Allemands et de polices allemandes sont arrivés en territoire français au Maroc. C'est au chef de la mission allemande à Casablanca, M. Sapo, que l'on a adressé ces propositions.

Les propositions allemandes étaient de visiter le pays en deux étapes au point de l'Atlas de Larache. Plusieurs Allemands ont été tués. Les Allemands du Protectorat ont été envoyés au chef de la mission allemande au Maroc par l'intermédiaire de la voie des avions allemands qui se trouvent au Maroc.

Le gouvernement de Vichy a accepté les propositions allemandes. Les Allemands ont été envoyés au Maroc par l'intermédiaire de la voie des avions allemands qui se trouvent au Maroc.



Les touristes allemands au Maroc.

Une victoire française

LES FRANÇAIS LIBRES S'EMPARENT DE KOUFRA

Succès français sur quatre fronts en Afrique

UN SUCCÈS FRANÇAIS SUR QUATRE FRONTS EN AFRIQUE. Les Français libres ont pris Koufra, une ville importante de l'Afrique du Nord. Cette victoire a été obtenue grâce à l'action de nos troupes combattantes.

Le succès français sur quatre fronts en Afrique est le résultat de l'action de nos troupes combattantes. Cette victoire a été obtenue grâce à l'action de nos troupes combattantes.

Le succès français sur quatre fronts en Afrique est le résultat de l'action de nos troupes combattantes. Cette victoire a été obtenue grâce à l'action de nos troupes combattantes.

LA R.R.C.

Table with columns for names and numbers, likely a list of personnel or statistics related to the R.R.C. (Resistance in the Rear Column).



"KOUFRA SCELLERA LE DESTIN DE L'ITALIE EN AFRIQUE"

déclarait le maréchal Graziani... en 1931

LA prise de Koufra est une victoire importante pour les Français libres. Cette victoire a été obtenue grâce à l'action de nos troupes combattantes.

La prise de Koufra est une victoire importante pour les Français libres. Cette victoire a été obtenue grâce à l'action de nos troupes combattantes.

Fig 1.— La prise de Koufra vue par Le Courrier de l'Air tract de propagande anglaise, 10 mars 1941.

autres...», un tract minuscule de résistants anonymes répond : «Je tiens mes promesses de vous faire tous crever...»; en face d'une autre affiche de propagande appelant les jeunes à la relève pour libérer des prisonniers français en Allemagne, *Combat*, dénonce fermement cette politique⁴.

Afin de souligner la dimension humaine de cette période, la présentation de documents originaux a été privilégiée, estimant qu'ils restitueraient mieux l'émotion. Pour la salle *Libération de Paris*, l'architecte-muséographe eut l'idée d'exploiter le mur ellipsoïdal – ces musées ont été réalisés dans un bâtiment existant – en réalisant un mur d'images provenant des archives audiovisuelles américaines, du Cinéma amateur de la Résistance, faisant plonger le visiteur dans le Paris occupé, le Paris insurgé, enfin le Paris libéré par la 2^e division blindée et la 4^e division américaine⁵.

Lieux d'expositions temporaires et de recherche

Les musées de la Résistance pour la plupart organisent des expositions thématiques parce que toutes les collections permanentes ne peuvent être exposées. Liées ou non aux dates de commémoration, elles permettent d'approfondir tel ou tel aspect de l'histoire de cette période. En 1992, le musée de la Résistance et de la Déportation de Besançon a organisé une exposition sur *Les étrangers dans la Résistance* et un colloque, lieu de rencontres d'historiens européens⁶. En 1995, le mémorial du maréchal Leclerc et le musée Jean Moulin, dans le cadre de la coopération culturelle entre les villes de Berlin et de Paris, ont accueilli une exposition sur le thème *Des Allemands contre le nazisme*, exposition produite par le Gedenkstätte Deutscher Widerstand et adaptée par le directeur des Musées en liaison avec le Conseil scientifique pour une présentation en France. Cette manifestation a été complétée par l'organisation d'un colloque sur le même thème⁷.

Le cinquantième anniversaire de la disparition du général Leclerc a été l'occa-

4. Se référer aux figures 2 et 3.

5. Voir figure 4.

6. Catalogue de l'exposition *Les Étrangers dans la Résistance en France*, textes rassemblés sous la direction de Philippe JOUTARD et François MARCOT, rencontres universitaires du 6 novembre 1992.

7. Sous la direction de Stefan MARTENS de l'Institut historique allemand et Christine LEVISSE-TOUZÉ, *Des Allemands contre le nazisme, oppositions et résistances 1933 - 1945*, Albin Michel, 1997.

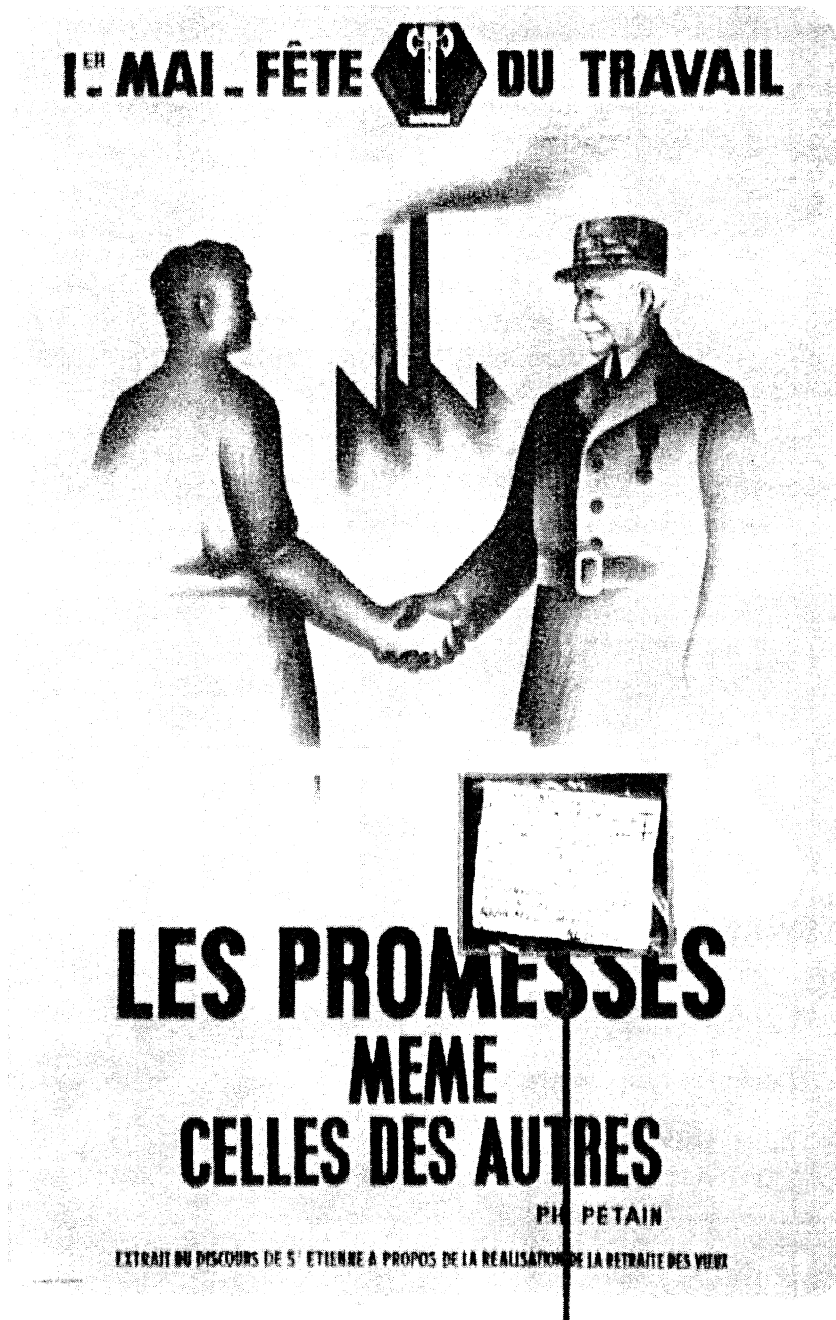


Fig 2.— «Je tiens les promesses...»
Affichette: «... de vous faire tous crever de faim, surtout les jeunes...»
«... Vive le général de Gaulle...»
RÉSISTEZ

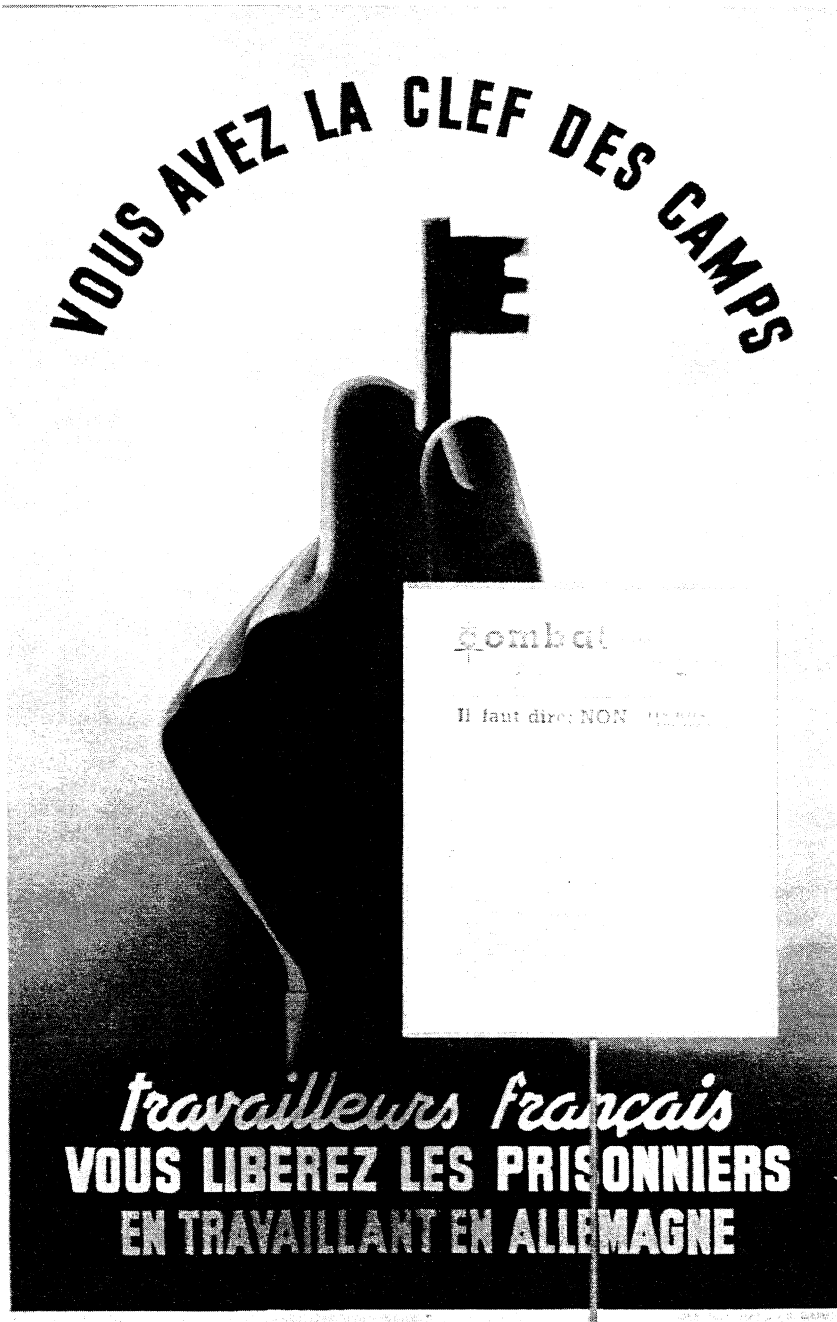


Fig 3.— *Appel des jeunes à la relève pour libérer les prisonniers français en Allemagne.*
Affichette: Refus de Combat.



Fig 4.— La salle Libération de Paris (Musée Jean Moulin).

sion de présenter une exposition, *Leclerc et l'Indochine*, à partir des archives très riches léguées par la Fondation Leclerc et un colloque, *Du capitaine de Hauteclocque au général Leclerc, maréchal de France, 1902-1947*⁸

En 1999, le centenaire de la naissance de Jean Moulin a été l'occasion de présenter une exposition sur l'homme, le dessinateur, le préfet, le résistant à partir de collections privées et institutionnelles.

Les musées de la Résistance sont aussi des outils pédagogiques à la disposition des enseignants, des élèves et des étudiants. Tous organisent des visites commentées pour les scolaires avec un conférencier historien. Ces établissements peuvent utilement faire figure de «visite de terrain».

Des lieux de recherche

Les établissements cités précédemment offrent aux étudiants, chercheurs, scolaires la possibilité de consultation de documents, journaux, archives, affiches, dessins, le musée d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Besançon a une très belle collection de dessins de déportés, des photos et des archives audiovisuelles (images d'époque et interviews des grands témoins). Tous se sont adaptés aux nouveaux médias et ont leurs propres sites *Internet*. Ils peuvent être un lieu de rencontre pour la formation des enseignants et préparent des dossiers pour les scolaires dans le cadre de la préparation pour le concours de la Résistance.

Conclusion

Traits d'union entre le passé et l'avenir, les musées de la Résistance sont des lieux d'histoire. Ils sont aussi des lieux de transmission du savoir historique puisqu'ils ont des liens étroits avec la recherche historique et les historiens.

8. Actes publiés en octobre 2000 aux Éditions Complexe, sous la direction de Christine LEVISSE-TOUZÉ.



Départ des Allemands de Montpellier, août 1944.

Photo CRHRD. Collection Jammes.

Contribution des Britanniques à la libération des Alpes

Francis CAMMAERTS

Professeur honoraire d'université. Engagé en 1940 par le «Special Operations Executive», devient le chef du réseau Jockey (réseau Buckmaster du S.O.E., section F), pseudo Major Roger. Il est nommé officier de liaison auprès du général commandant les Régions R2-R3 et se trouve dans le secteur des Alpes au moment des combats de la Libération.



J'ai travaillé pendant deux ans dans les Alpes. Je définis les Alpes de Lyon à la frontière suisse, la frontière italienne, la Méditerranée et la vallée du Rhône. À mon avis dans cette région la Résistance est arrivée à trois grandes victoires.

La première victoire a été mentionnée par M. Bonnafous ce matin, c'est-à-dire que les Alliés, le grand État-Major et les autorités britanniques, américaines et françaises avaient prévu d'arriver sur les plages du Var et d'y rester trois mois. Nous avons modestement dit par radio en octobre 1943: «Si l'ordre de bataille allemand reste tel qu'il est, vous arriverez à Grenoble en 7 jours». Bien entendu ils ne nous ont pas crus, cette idée n'était pas concevable et ils ont envoyé la mission interalliée

avec trois colonels: un américain, un anglais et un français, qui ont fait le tour du Sud-Est et qui ont répondu: «Sept jours c'est beaucoup trop, vous arriverez à Grenoble en 48 heures». Les autorités ont dit: «Voilà, on vous l'a dit, ils sont tous fous», et ils ont persisté avec leur projet de rester trois mois sur les plages. Il a fallu qu'un officier écossais en kilt descende à Cavaillon en voiture civile pour nous dire: «Qu'est ce que vous attendez?» — «Il faut préparer nos réserves pour nous défendre.» — «Défendre contre quoi? Je viens de descendre en uniforme dans une voiture civile et il n'y a pas eu un chat sur les routes pour intervenir.» — «Montrez nous le chemin». Et la voiture *Peugeot 202* est montée à Gap et à Grenoble. Alors en 7 jours exactement, les Alliés sont arrivés à Grenoble. C'est une des victoires qui a été réalisée par la Résistance, qui a sécurisé la route Napoléon où les Allemands n'osaient pas intervenir. Il y avait beaucoup plus de morts par accidents de la route que par des coups de feu tirés. C'était deux scénarios différents. À Gap, il y avait 2 000 Allemands qui ont été enfermés dans le cinéma par le secrétaire général, Serge Barret qui travaillait pour nous, avec un boy-scout devant et un derrière pour être assuré qu'ils ne sortiraient pas. Il n'y a vraiment pas eu de conflits sérieux. Henri Faure avec son équipe a fait sauter le pont de Livron, ce qui a empêché les Allemands de faire rapidement retraite. Ceux qui ont fait en 15 jours, les 15 kilomètres au nord de Montélimar, à cette époque entre deux mètres de ferraille, ont su que le départ des occupants a été rude. La bataille de Montélimar a été une grande victoire.

La deuxième victoire, c'est dès la Libération «extra rapide» et imprévue, la mise en place immédiate de la distribution du ravitaillement et de l'énergie, de l'ordre public, de l'électricité et de l'administration civile, par l'organisation prévue par le gouvernement français à Londres et par les commissaires de la République (surtout Yves Fages et Raymond Aubrac). J'ai fait quatre fois le voyage en voiture de Marseille à Paris, à ce moment là. Il n'y avait pas de problème, il n'y avait pas d'intervention sur les routes. La discipline civile avait été rétablie par l'autorité du commissaire de la République et des comités de Libération de chaque ville.

Le troisième grand succès, j'en ai parlé ce matin avec le général Lemattre, c'était les filières d'évasion des aviateurs abattus, à partir de 1940. Le 6 juin 1944, 70 % de tous les aviateurs de la RAF qui n'avaient pas été tués ou sérieusement blessés sont retournés en service. Je peux dire cela avec certitude, parce que je suis arrivé moi-même en février 1944, dans un avion qui a pris feu, avec 7 aviateurs. Nous avons été parachutés sur la frontière Drôme-Isère et les 7 aviateurs ont repris de l'activité grâce aux réseaux d'évasion 7 semaines plus tard. L'entraînement d'un aviateur était assez approfondi, il durait 18 mois. Vous pouvez calculer à quel point cette victoire a été utile aux forces alliées.

Il y a eu deux autres petites victoires. L'acheminement de la bauxite dans la vallée de la Durance pendant deux ans, a été réduit à moins de 50%. Pour les Allemands c'était extrêmement important parce qu'ils n'avaient pas accès au cuivre nécessaire au transport de l'électricité qui était essentielle pour les activités de guerre. Je crois qu'une autre petite victoire a été la distribution au public, à Vienne, des Éditions de Minuit: 13 titres de grande importance dans la culture française ont paru malgré toutes les répressions pendant la période de l'occupation du Vercors. Jean Bruller qui était au centre de cette édition eu un travail de conservation de la culture française extrêmement importante.

Quelle était la contribution britannique?

Nous n'avions pas eu de rôle politique, parce que je peux vous assurer que ce n'était pas dans nos intentions. J'étais un ex-objecteur de conscience. Comme la plupart de notre génération, je détestais la guerre mais je trouvais quand même qu'il fallait s'opposer au fascisme.

La contribution de loin la plus importante apportée par les Britanniques, c'était d'abord la communication par radio. La Résistance ne pouvait pas faire grand-chose sans communiquer avec le monde extérieur. C'était un centre bien connu en Angleterre qui recevait les messages envoyés par les officiers radio. L'autre contribution très importante c'était la coordination de transport; c'était le SOE qui négociait avec la RAF, et avec la Marine pour le débarquement, et c'était un rôle de première importance. Les lignes d'évasion tellement importantes et tellement réussies étaient éventuellement organisées par un service qui s'appelle MI9 qui a été très bien décrit dans un livre dont j'ai été un collaborateur.

La contribution britannique est compliquée; il y avait bien sûr les organisations paramilitaires; c'est souvent par réalisme que l'activité du service Action du BCRA du général de Gaulle a fait appel à l'organisation qui s'appelait SOE. C'était donc eux qui ont envoyé Jean Moulin en France et qui ont aidé Henri Faure à faire sauter le pont de Livron; l'organisation paramilitaire de SOE était une contribution britannique. La section F dont je dépendais a été créée simplement parce qu'en 1940, non seulement les Britanniques mais aussi les Français, personne ne pouvait savoir que ce jeune général inconnu serait accepté et toléré par la France 4 ans plus tard.

Donc un parallèle a été établi entre le BCRA et le centre d'activités paramilitaires français et il est certain qu'il n'y avait pas de conflit entre nous. Henri Faure et moi on s'entendait très bien; le fait que l'un était RF et que l'autre était F n'avait absolument aucune importance; il faut me croire quand je dis que dans le message que j'ai reçu dans l'Aude personne n'a jamais dit qu'il fallait préférer tel ou tel genre de

Français, à tel ou tel genre de groupes ou de grandes forces; on ne nous disait pas: «Il ne faut pas armer les communistes»; ils ont dit: «Il faut armer ceux qui veulent faire quelque chose». Quelquefois, c'était surtout les communistes qui voulaient faire quelque chose et, dans la vallée de la Durance, c'était des équipes communistes qui ont volé le matériel que j'avais donné à des équipes plus modestes politiquement et qui devaient faire sauter le centre de production électrique. Je peux simplement dire que la contribution britannique était la contribution d'une série de personnes britanniques qui ne savaient pas du tout ce qui se passait en France. Ils ne comprenaient pas ce qu'était la Résistance.

Ce qui est certain, c'est que la consigne que nous avions était simplement d'aller aider la Résistance du mieux possible pour harceler les forces allemandes.

Pour terminer, je voudrais dire que j'espère que tout ce que vous avez en vue soit profondément réalisé. Il y a une chose que nous devons tous faire, que nous soyons citoyen ordinaire, comme moi, ou que nous soyons des enseignants comme la plupart d'entre vous, c'est que la vérité de ce qui s'est passé il y a 50 ans puisse être bien comprise et bien expliquée, cela pour éliminer la mythologie qui existe. En clair il y a des décisions qui sont décrites comme beaucoup plus importantes qu'elles n'étaient et d'autres qui sont décrites comme beaucoup moins importantes. Parce que si vous me demandiez ce qui était important dans la Résistance en 1943, je vous dirais sans hésitation, les femmes qui gardaient les maisons, les femmes qui nous nourrissaient, qui nous logeaient, les femmes qui lavaient et repassaient nos vêtements, qui allaient à bicyclette avec une petite remorque chercher quelques œufs à la campagne. Sans ces femmes-là, la Résistance n'aurait jamais existé; elles étaient les piliers de la Résistance. Malheureusement presque toutes ces femmes avaient quinze ou vingt ans de plus que moi, elles ne sont plus là, mais j'ai souvent voulu faire un livre ou alors un programme à la télévision pour expliquer l'importance de leur rôle.

Une des choses à sur laquelle j'attire votre attention, c'est que nous avons fait ce travail sans carte spéciale. On travaillait avec des cartes routières Michelin, donc on ne savait pas par exemple qu'il y avait des départements qui étaient géographiquement divisés par la Résistance. Je prends par exemple le Gard; M. Bonnafous a mentionné qu'il est allé dans le Gard. Je suis allé dans le Gard aussi, et le côté est du Gard faisait partie de la vallée du Rhône, le côté ouest faisait plus partie de R3. Dans l'Isère le côté est faisait partie des Alpes et le côté ouest de la vallée du Rhône où se trouvaient des centres de parachutage. Il n'y a jamais eu de carte pour le Vercors; malgré cela le général Koenig a dit que le Vercors serait sous l'autorité de De Gaulle, mais le flancs sud sous celle du général Cochet. Mais on ne savait pas si la Drôme faisait partie du Vercors ou non.

Depuis une dizaine d'années, en Angleterre, on a produit cinq ou six programmes de télévision sur la Résistance en France. Ces programmes n'ont jamais été traduits en français et n'ont jamais été mis à la disposition des chaînes françaises alors qu'elles ont beaucoup plus d'intérêt pour les Français que pour les Anglais. Il faut absolument que nous nous mettions ensemble pour comprendre ce qu'était la Résistance en Europe occupée. Cela intéresse non seulement la France et l'Angleterre, mais aussi la Belgique, la Hollande, la Scandinavie, l'Allemagne et d'autres encore où il y avait une résistance politique qui avait une action extrêmement importante.

Je vous laisse avec cette idée d'activer le désir de la part de vos responsables de la radio et de la télévision d'utiliser des témoignages oraux pour enseigner aux nouvelles générations l'importance qu'avait l'activité éminemment politique à laquelle nous avons participé il y a plus de cinquante ans.



*11 novembre 1943. Cérémonie en l'honneur des six tués
du combat du Martinou, maquis de Lacaune.*

Photo du CRHRD.

Entre mémoire et Histoire : à partir de l'historiographie actuelle et des témoignages quel sens donner à l'enseignement de la Résistance et de la Déportation ?

Michel FRATISSIER

*Professeur agrégé, doctorant à l'université Paul-Valéry,
Montpellier III*



«L'heure est peut-être venue de rompre avec une histoire pieuse tout en combattant les adeptes de versions hâtivement montées et dégageant une forte odeur de soufre. On ne pourra y parvenir cependant que si l'on accepte d'intégrer la dimension mythique de la Résistance pendant et après la clandestinité¹.»

1. DOUZOU L., «La constitution du mythe de la Résistance» in *La France de 1945*, Presses Universitaires de Caen, 1995, p. 81.

Ainsi Laurent Douzou exprime, dans un article paru aux Presses Universitaires de Caen, la difficile tâche qu'incombe aux historiens d'écrire l'histoire de la Résistance. Elle n'est pas un épisode parmi d'autres de l'histoire de France. L'histoire de la Résistance, comme toute histoire, mais sans doute plus que d'autres, est chargée d'enjeux de mémoire très forts.

À la base il y a la nature même de la Résistance qui reste une cause sacrée, où le sentiment subsiste que sa place dans le passé reste fragile, toujours menacée. Les témoins cherchent à transmettre un message, une expérience qui a valeur d'exemple, inscrite dans le patrimoine civique. Daniel Cordier parle d'artistes qui ont envie de transmettre l'expérience romantique du passé. L'historien lui, cherche à problématiser ce qui est source matérielle, discours, mémoire. Mais il se sent «sous surveillance» pour reprendre une expression de Pierre Laborie, surtout s'il n'est pas d'une génération ayant connu la guerre.

Mais, dans un contexte rendu plus difficile par la médiatisation de thèses révisionnistes, témoins et historiens s'accordent sur la nécessité de tisser des liens entre mémoire et histoire, «deux volets indissociables d'une histoire saturée de passion²». Pour tisser ces liens, il y a la recherche. Elle s'oriente en partie désormais sur l'histoire de l'histoire de la Résistance, sur l'étude des mémoires, de ses enjeux. J'y reviendrai en prenant des exemples précis dans le cadre de mes recherches sur Jean Moulin. Mais il y a aussi les enseignants. C'est le thème de cette intervention. Ils sont les plus nombreux, les plus au «front». Le relais se fera par eux, il me semble. L'enseignant n'est le plus souvent ni un spécialiste, ni un témoin de cette période.

Comment tenir compte des témoignages, des recherches historiographiques actuelles, sans trahir ni la mémoire, ni l'histoire?

Comment donner du sens à l'histoire de la Résistance et de la Déportation?

À partir de quelques exemples, je voudrais vous faire part de mon expérience professionnelle. Elle n'a pas valeur d'exemple. Elle est la résultante d'une réflexion menée depuis quelques années dans le cadre de mes recherches. On peut dégager trois thèmes de réflexion.

- Inventorier les problèmes que peuvent rencontrer les collègues face aux avancées de la recherche.
- Développer à partir de quelques exemples deux problèmes particuliers, celui du contresens et de l'anachronisme.
- Insister pour terminer sur le sens que l'on peut donner à l'étude de cette période dans notre enseignement.

2. DOUZOU L., *op. cit.*, p.82.

L'historiographie de la Résistance est complexe, faite de milliers d'ouvrages. Il est possible de dégager trois phases.

- Une première période qui part de la fin de la guerre jusqu'aux années 1960, période assez faste, avec de nombreux ouvrages notamment de témoins, mais aussi d'historiens, comme H. Michel ou H. Noguères.

- Une deuxième période plus courte, les années 1970, où les remises en cause apparaissent, en particulier celles effectuées par Frenay. Les historiens s'intéressent davantage à Vichy, à la collaboration. C'est l'heure des doutes, du soupçon. Phase qu'Henry Rousso qualifie du «retour du refoulé».

- Les années 1980-1990 sont marquées par les ouvrages de D. Cordier qui provoquent une véritable secousse en montrant l'importance des traces écrites et par l'arrivée d'une nouvelle génération d'historiens qui n'a pas connu la guerre. La recherche renouvelle profondément les problématiques. La Résistance devient véritablement objet d'histoire. Mais parallèlement on assiste à la multiplication d'ouvrages dont la rigueur scientifique est absente, mais fortement médiatisés. Ces écrits brouillent les pistes, rendent difficilement lisibles pour le public, mais aussi pour les enseignants, les avancées de la recherche.

On peut par rapport à ces écrits pointer plusieurs dangers.

- Des journalistes d'investigation, tueurs de têtes, à la recherche de scoops, d'archives inédites.

- Une dérive policière de l'histoire (par exemple sur Caluire)

- L'oubli systématique du contexte historique et, ce qui est à lier, l'anachronisme permanent.

- Le contresens.

- Les révisionnismes et les règlements de compte.

Prenons quelques exemples en insistant sur le *contresens* et l'*anachronisme*.

- Premier exemple: les divisions internes dans la Résistance.

D. Cordier et avec lui des historiens comme Azéma ont montré les profondes divergences qui existaient au sein de la Résistance. Divergences entre les chefs de Mouvements, entre les chefs de la Résistance et Moulin et Delestraint, entre Brossolette et Moulin, entre Moulin et Frenay. Pendant longtemps cet aspect avait été passé sous silence. Mais une littérature commerciale s'empare de cet aspect pour remettre en cause tout l'édifice. La Résistance apparaît alors comme une suite infinie d'intrigues menées par des espions, des agents doubles, triples, sans scrupules...

Et là on aboutit au contresens!

Si les rapports furent tendus, sur l'essentiel les chefs des Mouvements et Moulin sont d'accord. On confond souvent le court terme, le moyen et long terme. Par

exemple entre Brossolette et Moulin il y a des divergences sur les fonctions, sur les moyens de parvenir à l'unification, mais pas sur l'unification elle-même. L'unification est acquise en 1943, elle n'est pas ensuite remise en cause. Avec le CNR il y a une Résistance et non pas des résistances, ce qui donne un poids politique essentiel à de Gaulle dans le combat qu'il mène face à Giraud et aux Alliés.

Donc il faut éviter la diabolisation, d'autant que la base est, elle, loin de ces querelles. Ces contresens sont souvent dus, en dehors de la mauvaise foi, à l'oubli du contexte historique. Il est nécessaire d'éviter les schématisations, d'introduire plus de complexité: faire la différence entre zone Nord et Sud par exemple. Ne pas oublier que l'époque est marquée par la difficulté de circuler, de communiquer, ce qui peut expliquer beaucoup de conflits.

L'entrée dans la Résistance résulte d'une décision personnelle. Les résistants sont des réfractaires.

- Deuxième exemple: Caluire.

Caluire est, dès son origine, un fort enjeu de mémoire. On retrouve avec cet événement toutes les dérives déjà évoquées: révisionnismes, contresens, anachronismes, légendes, études policières de l'événement, littérature qui règle des comptes, surmédiation...

Pourtant la recherche a permis de mieux cerner l'événement.

- Prise en compte plus grande des sources allemandes, des rapports allemands, alors qu'ils avaient souvent été rejetés à une époque où il était difficile de donner du crédit à ce type de sources.

- Mise en lumière du contexte politique: politique intérieure et extérieure, luttes importantes entre Résistance intérieure et France Libre, en particulier à propos des crédits alloués à la Résistance intérieure au moment de la création du STO, donc du départ massif de jeunes vers les maquis. C'est au même moment que Moulin impose de plus en plus son autorité après son second voyage à Londres. Opposition aussi entre de Gaulle et Giraud. Occupation totale du territoire. Beaucoup pensent que la libération interviendra en 1943...

- C'est au moment où les historiens, les témoins arrivent à des conclusions voisines, que les révisionnismes sont les plus forts: conf. Baynac ou Chauvy!

- Ce qui permet de réfléchir sur les méthodes historiques.

- Finalement, qu'est ce que Caluire?

Un fait divers parmi d'autres comme l'histoire de la Résistance en est parsemée! On ne retient de Caluire que la trahison, les imprudences, et l'arrestation de Moulin. Mais l'unification de la Résistance tient malgré la disparition de Moulin et l'arrestation de nombreux chefs de la Résistance. D'autre part sur les imprudences, Cordier dans son dernier livre sur Moulin, *La République des catacombes*, insiste sur le fait

qu'elles étaient quotidiennes. Il affirme, en contradiction avec le légendaire, que ce genre de réunions étaient peu protégées, que de nombreuses personnes souvent en connaissaient l'existence, que les billets en «clair», non codés étaient la routine...

D. Cordier d'en conclure:

«Dans un souci louable de prouver la respectabilité et l'efficacité de la Résistance, ils ont construit une image idéale de leur pratique quotidienne, contraire à l'expérience et à la vérité³.»

- Dernier exemple: les accusations de crypto-communiste, puis d'agent communiste, portées sur Moulin par Frenay puis Wolton.

Elles sont, bien entendu, non fondées. Elles relèvent du contresens et de l'anachronisme. On en trouve trace dès les années 1950 et surtout dans les années 1970 et suivantes.

Le conflit de Frenay avec Moulin existe pendant la guerre, mais il ne porte pas sur la place des communistes dans la Résistance. Pendant la guerre, Frenay n'est pas anticommuniste. Le problème est postérieur. Dans un contexte de guerre froide, Frenay est très attaqué dès la fin de la guerre par les communistes, notamment pendant le procès Hardy. Là il devient obsédé par la lutte contre les communistes. Ses livres sont le fruit d'une grande amertume face à l'échec du projet politique de la Résistance après la guerre. Puis ses thèses sont reprises dans un autre contexte, celui de l'effondrement du bloc de l'Est.

On le voit la recherche permet de mieux rendre compte d'une époque, mais en même temps elle complexifie les problèmes. Le non-spécialiste, l'enseignant, dans la quotidienneté de son travail, peut difficilement faire entrer ses élèves dans ces débats d'historiens. C'est pourquoi entre mémoire et histoire, il semble nécessaire de donner du sens à l'histoire de la Résistance et de la Déportation. Donner du sens évite l'accumulation d'un savoir qui est souvent trop difficile à appréhender.

Il me semble que l'on pourrait insister auprès des élèves seulement sur quelques points.

- Le contexte historique: un État français qui collabore, une présence allemande très forte sur tout le territoire à partir de 1942, et les difficultés qui en résultent, par exemple de communication...

- Le combat politique de la Résistance, plus que le combat militaire. Ce combat est important car il permet l'unification et la reconnaissance d'un chef politique,

3. CORDIER D., *Jean Moulin, la République des catacombes*, Gallimard, 1999, p. 802.

de Gaulle. Il y a en France une Résistance et non pas des Résistances comme dans d'autres pays.

- Mais surtout cette histoire peut nous permettre de faire comprendre aux élèves ce que veut dire un *engagement citoyen* et le problème de la *responsabilité individuelle et collective* face à des régimes totalitaires.

L'engagement dans la Résistance est individuel, il est affaire de conscience, de l'ordre du réflexe pour certains. Il est essentiel de faire voir aux élèves ce que cela impliquait au quotidien. Là, la dimension mythique est intimement liée à l'histoire. L. Douzou insiste sur cet aspect:

«La dimension mythique de la Résistance ne se comprend qu'en insistant sur la nature très particulière de la lutte clandestine et en acceptant l'idée qu'une minorité seulement choisit et eut le courage de faire front. Ce faisant elle donna naissance à un mythe tout à la fois glorieux et dérangeant car l'exalter pouvait conduire, ce qui ne manqua pas de se produire dans les années 1970, à s'interroger sur les choix de la population française dans son ensemble⁴.»

L'autre problème à soulever est donc celui de la responsabilité individuelle et collective dans le fonctionnement d'un État totalitaire. Je fais très souvent réfléchir mes élèves sur deux ou trois citations.

- Celle de Raymond Aron:

«Les chambres à gaz, l'assassinat industriel d'êtres humains, non je l'avoue, je ne les ai pas imaginés, et parce que je ne pouvais les imaginer, je ne les ai pas sus.»

- La fin du film de Nuremberg:

«[À Nuremberg], chaque dactylo, chaque télégraphiste entre les mains de qui passaient les ordres de déportation était au courant, chaque homme placé à l'un des milliers de postes administratifs dont dépendait la solution finale savait de quoi il retournait, chaque conducteur de train, chaque aiguilleur, chacun employer du chemin de fer qui avait à s'occuper du chargement des hommes était au courant et chacun à sa place savait ce qui devait être fait pour le bon fonctionnement de l'ensemble.»

- Ou celle de Jean Cayrol dans *Nuit et Brouillard*:

«Il y a nous, ... nous qui feignons de croire que tout cela est d'un seul temps et d'un seul pays, et qui ne pensons pas à regarder autour de nous et qui n'entendons pas qu'on crie sans fin.»

4. DOUZOU L., *op. cit.*, p. 83.

La responsabilité individuelle, collective, permet de donner vie à une histoire qui paraît bien lointaine aux élèves. Rappelons qu'au tribunal de Nuremberg non seulement l'alibi de l'obéissance aux ordres reçus a été rejeté, mais a été proclamé solennellement le primat de la conscience. Ce simple rappel aurait pu être fait au moment du procès de Papon comme l'a souligné François Bédarida dans un article de la revue *L'Histoire*:

«Sur le terrain de la culpabilité, de ses degrés, Papon a eu beau balayer avec autant d'arrogance que d'obstination toute idée de faute, il a été rattrapé par l'évidence de l'irréparable: dans le box, le passé, même révolu, restait là, intangible et sacré, comme un "avoir été" impossible à abolir. Je m'étonne qu'on n'ait guère fait remarquer tout au long du procès cette évidence toute simple: comment le seul acte de faire procéder par la force publique à la rafle et à l'embarquement forcé dans des trains d'hommes, de femmes, d'enfants, de vieillards innocents et sans défense, au seul motif qu'ils étaient juifs, n'est-il pas apparu, indépendamment de toute connaissance explicite de la Solution finale, d'abord comme une ignominie, un acte de barbarie à l'état pur, mais aussi comme une transgression absolue des normes en vigueur dans la haute fonction publique française?⁵»

En posant le problème de la citoyenneté, de la responsabilité individuelle et collective, on donne du sens à notre enseignement, en respectant l'esprit du combat que mènent les résistants déportés sur la mémoire, tout en tenant compte des avancées de la recherche.

Sinon, pour les élèves, l'histoire de la Résistance reste une histoire du passé, un temps révolu, vite à oublier.

5. BÉDARIDA F, «Fallait-il condamner Maurice Papon?», *L'Histoire*, n° 222, juin 1998, p. 77.



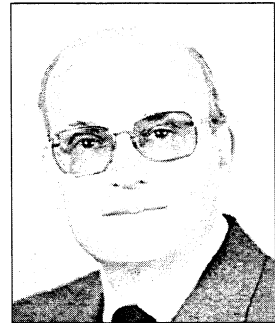
*Juin 1993. Les Résistants du Centre à Auschwitz (A. Dau et A. Pallès)
avec les lauréats du Concours de la Résistance de l'Hérault
recueillent des cendres provenant des crématoires de Birkenau.*

Photo du CRHRD.

L'expérience concentrationnaire

Robert PIAT

Ex-Administrateur des colonies. En 1940, il est étudiant et entre au mouvement Combat à Clermont-Ferrand, puis à Toulouse. Arrêté à Paris, il est incarcéré à Fresnes puis est déporté successivement à Sarrebrück Neeubrem, Mauthausen et Gusen. Il sera libéré par l'armée américaine en mai 1945. Il est conférencier du Concours de la Résistance et de la Déportation.



Il m'a été demandé de vous parler, dans le peu de temps qui nous est imparti à chacun, de «l'expérience concentrationnaire».

Vous avouerais-je que j'ai failli me récuser devant l'ampleur de la tâche, et la difficulté de parler après tant d'autres témoins? Et puis, je me suis dit que j'avais peut-être aussi ma petite part de vérité et ma manière de voir et d'analyser le passé démoniaque des camps, et que je me devais en tout cas de vous en faire part, à vous qui vous étiez inscrits pour le colloque.

Mon premier souci a été, naturellement, de tenter de savoir ce que vous-mêmes attendiez de moi. Votre réponse a été très claire: si faire se pouvait, le récit d'une expérience vécue. Il m'est apparu dès lors que le mieux était de reprendre un texte que j'avais rédigé pour les élèves de classe terminale, que je lis devant eux quand il m'est demandé de venir témoigner dans leur classe.

Et je voudrais, à ce propos, vous faire une première confidence: j'ai voulu *écrire* ce témoignage parce que c'est un sujet beaucoup trop sensible pour moi, dont je ne peux pas parler spontanément, comme je peux le faire de la Résistance, où nous avons au moins l'exaltation du combat clandestin, si dur fût-il, et l'impression d'être utiles, alors que la déportation n'a été que ténèbres, humiliation, avilissement, et anéantissement.

Sans doute, êtes-vous mieux à même que vos élèves de comprendre – et de leur faire comprendre – qu'une trop grande charge émotionnelle peut nuire à l'efficacité de la transmission d'un message, et qu'une certaine distance, que donne l'écrit, peut aider à une meilleure transmission de ce que le témoin voudrait faire passer.

Et voici ma seconde confidence.

Il y a plus de cinquante ans que j'essaie désespérément d'oublier ce que je vais essayer de vous raconter. Sans jamais y parvenir. C'est que la déportation est une expérience qui meurtrit pour la vie. Je ne peux mieux dire qu'un camarade déporté dans un camp célèbre, Buchenwald:

«Ma mémoire me blesse comme des éclats de verre, dit-il. L'humiliation n'est soluble dans rien. Elle ne s'apaise jamais. La déportation a continué en moi son travail de destruction, bien après que les Alliés m'eurent libéré, mourant et ne me souvenant même plus de mon nom. Et j'ai toujours des cauchemars secs, qui me laissent cloué sur le lit comme un poisson sur le sable.»

Et on pourrait multiplier ce type de citation.

Sans doute pouvez-vous déjà aider vos élèves à comprendre que le fait d'essayer d'effacer le souvenir de l'enfer est presque un réflexe de survie. Mais, au terme d'une longue réflexion, j'en arrive à me poser cette question sous un tout autre angle: pouvons-nous, avons-nous le droit d'essayer d'oublier? Et de réduire de ce fait notre mémoire à quelques manifestations sporadiques?

Il me semble qu'en agissant ainsi, nous trahirions ce devoir de mémoire alors qu'il nous appartient, au contraire, de l'assumer sans réserves, pour pouvoir mieux faire comprendre aux générations montantes ce que des hommes ont pu faire subir à d'autres hommes, et le rôle joué par le parti nazi. Le destin a fait de nous les seuls témoins de la plus extraordinaire entreprise de destruction de l'homme par l'homme: et ce destin-là, il ne nous appartient pas d'essayer d'y échapper, même dans la perspective d'un bienfaisant oubli, d'autant plus que nous savons bien qu'un tel désir, légitime, ne peut-être qu'illusoire, car nous ne pouvons pas faire que nous n'ayons pas été confrontés au mal absolu, au mal radical.

Voilà. Je ne vais pas maintenant vous parler de la déportation dans l'abstrait, ou vous faire l'historique de la mienne, de ces vingt mois qui ont été pour moi une

éternité. Mais plutôt essayer de vous faire comprendre, par quelques flashes très concrets, ce qu'a pu être la vie, et malheureusement surtout la mort, dans les camps de concentration, leur organisation et leur finalité.

Le premier jour en Allemagne

Nous sommes partis de Paris, le 7 septembre 1943, en fin d'après-midi, un groupe d'une cinquantaine de prisonniers, dont mes huit camarades et moi-même. Le lendemain, au petit matin, nous sommes arrivés à Sarrebrück, près de la frontière française. Sur le quai, quelques SS et leurs chiens...

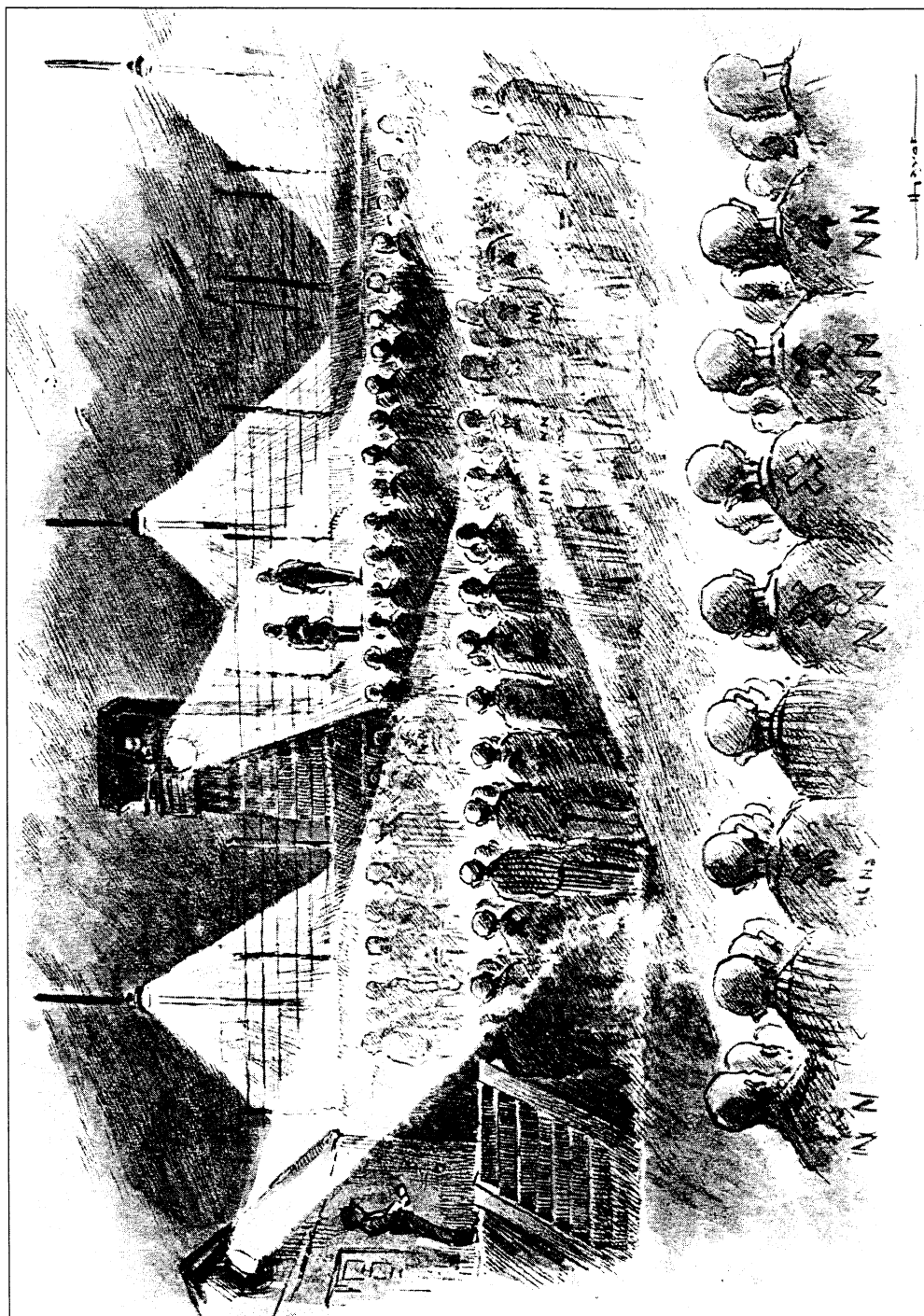
Et tout de suite, hurlements, coups et morsures, et départ au pas de gymnastique pour le petit camp de Neubremm, à 3 kilomètres de Sarrebrück.

Un petit camp carré, cerné de barbelés, de 100 m de côté, un mirador à chaque angle, quatre baraques le long des barbelés autour d'une grande cour avec, au centre, un bassin de 18 m de côté, rempli de 2 m d'eau. Je laisse la parole à un camarade de mon groupe de Résistance qui décrit bien ce que nous avons vécu là :

«Après avoir été dépouillés de toutes nos affaires, jusqu'au moindre mouchoir, et avoir le crâne tondu, nous avons été rassemblés sur 2 rangs, le long du bassin, et un sous-officier SS en uniforme noir et bottes rutilantes, a demandé de suite: "Où est le juif?" Car les documents du convoi devaient préciser qu'il y avait parmi nous un jeune juif. Celui-ci ayant levé la main en hésitant, le SS lui a aussitôt asséné quelques coups de cravache, puis lui a fait prendre une lourde pièce de bois sur le dos, et il a dû faire le tour du bassin, roué de coups de gourdin par deux kapos. Il s'est assez rapidement évanoui: les SS l'ont alors jeté dans le bassin. Revenu à lui, nageant difficilement, il a essayé de s'agripper au rebord: ils lui ont alors écrasé les mains à coups de bottes. Ce n'est que lorsqu'il a vraiment été en train de se noyer qu'il a été sorti du bassin. Mais pour être contraint d'en faire le tour en sautant comme un crapaud, les deux mains sur la nuque, accroupi, les jambes complètement pliées, sur la pointe des pieds. Et cinq minutes plus tard, nous étions tous contraints de faire comme lui, en rangs par quatre: ça n'avait plus aucun sens, et ça a duré plus d'une heure, toujours sous une grêle de coups et de hurlements.

«Nous sommes restés dix jours dans ce camp, à creuser un jour, pendant des heures, sous les cris et les coups, des tranchées que nous rebouchions le lendemain, et à subir des séances semblables à celles que je viens de décrire.

«Un des amusements favoris des SS, avant ou après les appels du matin ou du soir, était de prendre au hasard l'un d'entre nous, de le faire monter sur une planche posée sur un tréteau d'un mètre de haut, placé au bord du bassin, inclinée à 45 degrés, et parfois savonnée. En face, de l'autre côté du bassin, un SS avec un fusil appuyé sur un trépied, visait notre camarade, auquel il était interdit de bouger. Et au bout d'un temps plus ou moins court, il craquait et tombait dans le



L'appel.

Dessin original de déportés à Mauthausen.
Collection du Professeur Gaillot (déporté au Strutof).

bassin. Alors commençait la séance de coups sur les mains, chaque fois qu'il voulait sortir du bassin, jusqu'à la limite de la noyade.»

Dès le premier jour, dès le premier matin, nous avons compris que nous étions entrés dans un monde inconnu, unimaginable, féroce, un monde d'absurdité et de mort, avec ses habitudes et ses lois, dans lequel nous aurions beaucoup de mal à survivre.

Nous avions, d'un seul coup, basculé dans la folie.

Au bout de dix jours, nous n'étions déjà presque plus que des zombies, lorsque nous avons quitté le camp en train, pour une destination inconnue.

Arrivée à Mauthausen

Arrivés après 36 heures de voyage, à la nuit tombante, à la petite gare de Mauthausen, dans la vallée du Danube, nous étions attendus, une fois de plus, par les SS et leurs chiens.

Hurlements, coups, et départ au pas cadencé rapide vers le camp situé au sommet d'une colline, à 4 kilomètres environ.

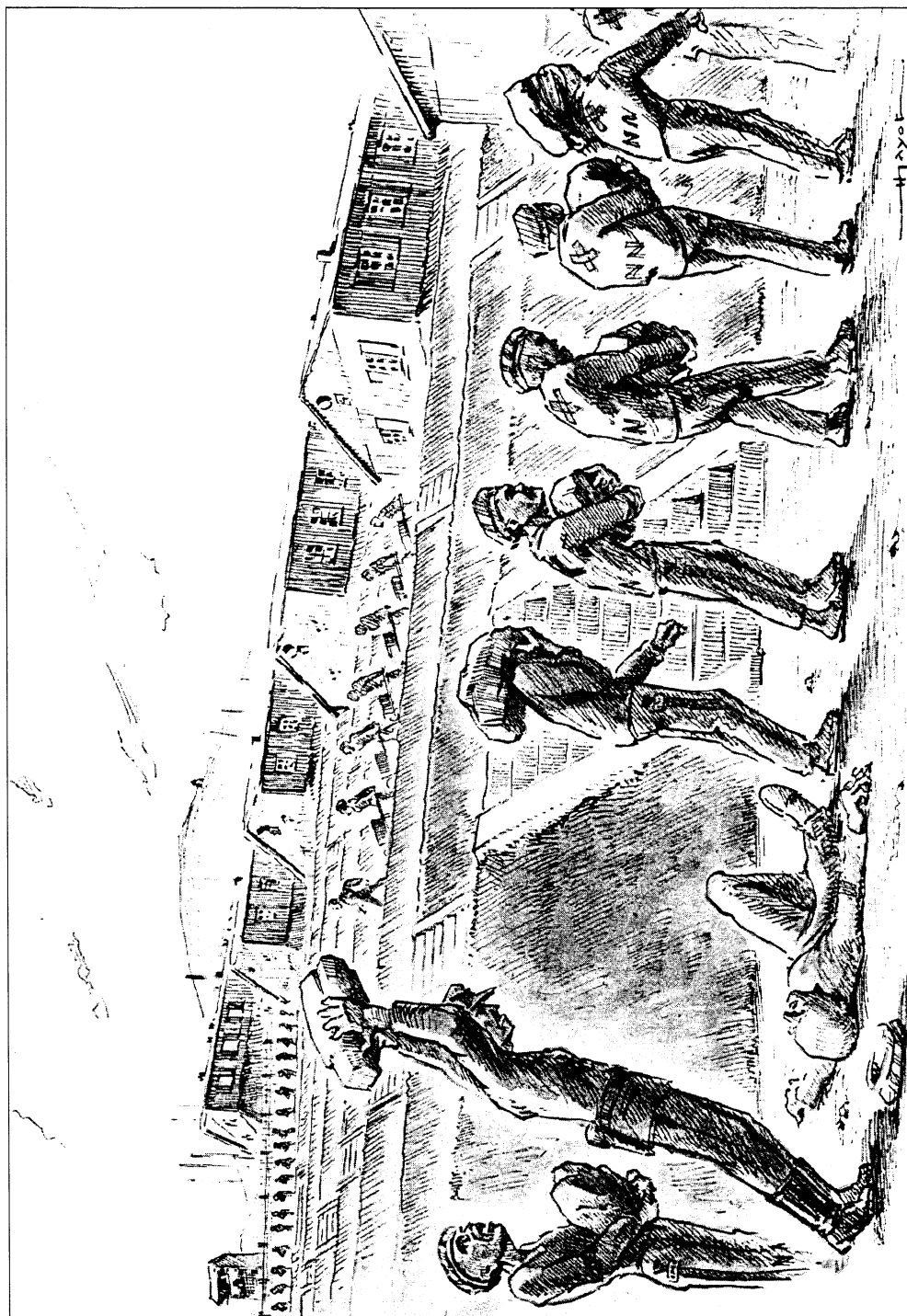
À la sortie du village, un groupe de paysannes s'est détourné en se signant. Interdiction de parler, interdiction de tomber, car alors les SS lâchaient leurs chiens. Arrivés près du sommet de la colline, une vision incroyable: les gigantesques murailles en blocs de granit d'une forteresse sont apparues sous la lumière de nombreux projecteurs. De loin en loin, et aux angles, de massives tours de garde carrées, également en blocs de granit, surmontées d'étranges toitures aux angles relevés. C'était le seul camp de concentration qui n'était pas seulement un immense carré de barbelés.

Nous avons franchi un premier portail, surmonté d'un aigle immense, tenant dans ses serres un macaron à croix gammée, puis un second, flanqué de deux tours carrées, donnant accès à la place d'appel.

Parqués dans une salle de douche pour la nuit, nous avons été rassemblés au petit matin, de nouveau tondu par un détenu, sur toutes les parties de notre anatomie. Puis on nous a distribué des hardes rayées bleu et blanc, des bérets également rayés, et des claquettes, semelles de bois avec une bride pour passer l'avant-pied. Puis rassemblement à un angle de la place d'appel et inspection par les SS.

L'un d'eux a demandé s'il y avait parmi nous un officier: l'un d'entre nous s'étant avancé d'un pas, il lui a expédié un violent coup de botte dans le bas-ventre et l'a roué de coups de cravache en hurlant: «Voilà ce que nous faisons ici des officiers français».

Enfin, nous avons été enregistrés par des déportés, qui ne nous disaient pas un seul mot, et qui nous ont attribué un numéro: nous perdions définitivement notre



Le travail dans la mine de Mauthausen.
Dessin original de déportés à Mauthausen.
Collection du Professeur Gaillot (déporté au Strutof).

identité, et n'étions plus que des numéros, que nous avions intérêt à connaître par cœur en allemand et en polonais. «35170»: un chiffre à jamais gravé dans ma mémoire. Ces numéros étaient frappés sur des plaques de fer blanc que nous devions porter au poignet, et imprimés sur un rectangle de tissu blanc cousu sur la poitrine, avec un triangle rouge pointe en bas, dans lequel figurait la lettre F, ce qui indiquait que nous étions des déportés politiques français. Les prisonniers de droit commun portaient un triangle vert, les tziganes un triangle violet, les homosexuels un triangle rose et les apatrides un triangle noir. Les juifs portaient une étoile jaune.

Dans le petit matin, nous avons aperçu les milliers de déportés regroupés sur la place d'appel. Leur maigreur squelettique nous a terrifiés. Ici encore, je laisse la parole à mon camarade de Buchenwald, racontant le jour de sa propre arrivée dans ce camp:

«Les concentrationnaires nous sont apparus à l'aube, j'ai ressenti de manière brutale, comme un coup sur la nuque, l'étrangeté des regards: ils étaient fixes et comme retournés vers l'intérieur. Ces regards avaient vu l'horreur. Ils ne regardaient plus. Ils se souvenaient. Ces hommes connaissaient le fond de l'abîme. Tout leur être était concentré dans leurs yeux, qui disaient l'au-delà de tout et la proximité de la mort».

La carrière de Mauthausen

L'enfer à l'état pur. Imaginez un immense trou de 2 kilomètres de diamètre, aux parois hautes de 30 à 40 m, dans lequel il nous fallait descendre le matin, après une ou deux heures d'appel, par 186 marches inégales: avec nos claquettes, chaque marche était un problème.

Et là, hiver comme été, pendant au moins 10 heures – avec une interruption de 3/4 d'heure à midi pour manger, debout, une soupe de rutabagas –, il nous fallait travailler à casser d'énormes blocs de granit avec marteaux piqueurs, marteaux et barres à mine, sous un soleil brûlant, dans une poussière opaque, ou sous la pluie et dans la boue, dans la neige en hiver. Puis transporter en courant les blocs cassés sur des brancards. Et cela sans jamais, je dis bien *jamais*, nous arrêter, poursuivis sans cesse par les hurlements des kapos, sous les coups de manches de pelle et de nerfs de bœuf, assénés au hasard.

Et le soir, nous devions remonter les 186 marches avec une pierre de 10 à 15 kg sur l'épaule, et en portant les morts de la journée. Malheur à ceux qui tombaient: les kapos les battaient à mort ou, s'ils étaient vers le haut des marches, les SS les jetaient dans la carrière, disant en riant: «les parachutistes». Il leur arrivait aussi de placer deux déportés de nationalité différente au bord de la paroi verticale de 40 m et de

leur «donner une chance», comme ils disaient: celui qui réussirait à jeter l'autre en bas aurait la vie sauve.

Il était humainement *impossible* de survivre plus de 3 mois à la carrière: passé ce délai, on mourrait forcément, d'épuisement et de faim. Et de froid en hiver.

Aussi, la carrière était-elle la plus grande pourvoyeuse de morts du camp. On disait que chacun des blocs de granit des murailles représentait la vie d'un homme. Et c'était sans doute vrai.

L'infirmerie du camp

Une miséricordieuse blessure m'a heureusement fait échapper à la carrière après 3 ou 4 semaines, pour un séjour au revier, c'est-à-dire l'infirmerie du camp.

J'ai dû y aller contraint et forcé, car on craignait beaucoup de se rendre à la visite médicale qui était, de toutes façons, une sinistre farce. Car, l'hiver précédent, le médecin SS – peut-on encore parler de médecin? –, trouvant qu'il y avait beaucoup trop de monde à la visite, avait fait sortir tous ceux qui étaient venus et leur avait fait faire, pendant une demi-heure, le tour de l'infirmerie, tout nus dans la neige, par un froid de moins dix degrés, puis avait renvoyé les survivants dans leurs blocs. Pendant plus d'un mois, personne ne s'était plus présenté à la visite (ce qui était sans doute le but de l'opération).

En outre, on savait qu'il y avait au revier au moins une fois par mois, et plus souvent deux fois, une *sélection* présidée par le médecin SS. Il décidait, d'un seul coup d'œil, qui devait vivre et qui devait mourir. Ceux qu'il désignait pour la mort étaient tués d'une injection intra-cardiaque d'essence. J'ai personnellement dû me présenter à deux sélections pendant mon séjour au revier: je vous laisse imaginer notre état d'esprit dans les heures qui précédaient, et surtout, pendant les dernières minutes.

J'ai eu la chance d'être désigné pour vivre...

Aussi ne se présentait-on à la visite qu'en toute dernière extrémité. D'autant plus que le revier n'avait en lui-même rien de réjouissant. D'abord, la ration de famine du camp était réduite de moitié, en vertu du vieux principe «pas travailler, pas manger». Autant dire que nous ne recevions pratiquement plus aucune nourriture.

Puis, imaginez des rangées de 3 châlits superposés de 80 cm de large: sur chaque châlit, 3 malades couchés tête-bêche, les pieds de celui du milieu dans la figure des deux autres. Tous les trois nus, avec une couverture de coton jetée sur eux. Les trois de nationalité différente, ne se comprenant donc pas, et se disputant dans des langues différentes. Le plus souvent couverts de phlegmons et de plaies purulentes.

Aucun soin naturellement, et aucun médicament. Quelques bandes de papier pour les plus grosses plaies. Le tout géré, sous le contrôle du médecin SS par des médecins et infirmiers déportés, ne disposant d'aucun moyen.

Noël

Noël à Mauthausen: un jour comme les autres. Non: 2 heures de travail en moins.

Mais 2 heures passées alignés sur la place d'appel par environ moins quinze degrés, dans le vent, transis et grelottants autour d'un immense sapin ruisselant de lumière et de guirlandes, à écouter tous les airs de Noël du monde, joués par l'orchestre du camp (car il y avait un orchestre de déportés pour les distractions des SS).

Plusieurs d'entre nous sont morts de froid ce soir-là.

Fin novembre 1943, les SS avaient fait rassembler les quelques 200 juifs se trouvant dans le camp dans un seul block, isolé du reste du camp par des barbelés, sous l'autorité du chef de block le plus antisémite qu'ils avaient pu trouver. Ces juifs avaient été constitués en un seul kommando de travail, sous les ordres de l'un des kapos les plus meurtriers et on leur avait annoncé qu'à Noël, ils seraient tous morts.

Chaque fois que je le pouvais, le soir après l'appel, je venais voir à travers les barbelés le jeune français torturé à Neubremm, dont je vous ai parlé, pour essayer de soutenir un peu son moral: un regard ami, dans ce monde de mort, pouvait être si précieux. Vers la mi-décembre, il m'a dit:

«Adieu. Ce n'est pas la peine de revenir demain, ça n'a pas de sens d'attendre.

Demain je franchirai la limite du travail et je me ferai tuer par la sentinelle».

Ce qu'il a fait.

Et, à Noël, les 200 juifs étaient tous morts.

Gusen

À la mi-février 1944, j'ai été désigné pour le camp de Gusen. Il faut savoir que Mauthausen, comme tous les grands camps de concentration, était le centre d'une nébuleuse comprenant 17 camps satellites dépendant de lui, situés en Autriche et en Yougoslavie. Les effectifs de ces camps variaient d'un millier à 20 000 déportés. La plupart des arrivants à Mauthausen ne restaient pas longtemps au camp central, avant d'être affectés à un camp satellite pour remplacer les morts, ou augmenter les effectifs en cas de besoin.

C'est ainsi que je suis parti à pied pour Gusen, situé dans la vallée du Danube, à 8 ou 9 km seulement de Mauthausen. Gusen était, malheureusement pour moi, le

kommando d'extermination de Mauthausen (c'était la suscription exacte figurant sur les papiers à en-tête du camp: *Vernichtungslager*: camp d'extermination).

Notre groupe, aligné sur la place d'appel, a entendu le laïus habituel du commandant du camp, sur l'ordre, la discipline, les punitions, etc. Et il a terminé en disant: «Vous entrez ici par la grande porte, vous n'en sortirez que par la cheminée». Allusion non voilée au four crématoire, notre seule destination normale et possible.

J'ai bien cru que cette prédiction allait se réaliser très vite pour moi, car j'ai eu la malchance d'être affecté de nouveau à la carrière: il y en avait une aussi à Gusen; d'un accès plus facile, mais avec un travail encore plus dur et des kapos encore plus féroces. De plus, l'hiver était très froid, et les blocs de pierre enlevaient la peau de nos mains. J'y ai travaillé pendant un mois, comme un somnambule, battu, blessé, dans la neige, sans chaussures pendant 4 jours (on me les avait volées, une nuit).

Heureusement, j'ai pu être affecté rapidement à une usine contiguë au camp, sinon je ne serais pas avec vous aujourd'hui.

Un jour ordinaire à Gusen

5h30: réveil, toujours accompagné des hurlements du chef de block. En guise de café, une gamelle de jus de glands: au moins, en hiver, c'était chaud.

6h15: appel sur la grande place; alignés par groupe de 100, comptés et recomptés par le chef de block, comptés et recomptés par le SS responsable du block. Recomptés par le rapport-fuhrer (responsable de tous les détenus). Environ 1h au total.

vers 7h15- 7h30: départ pour le travail (la carrière, les usines, les divers travaux du camp).

8h00-12h30: travail.

12h30-13h15: soupe de rutabagas et d'épluchures de pommes de terre, mangée debout sur le lieu de travail.

18h00: retour au camp. Toujours par groupes de 100 et au pas cadencé.

Les morts de la journée devaient aussi rentrer au camp, debout, portés par deux camarades. Si 348 détenus étaient partis le matin pour un kommando de travail, 348 détenus devaient rentrer le soir, au pas cadencé, vivants ou morts.

À l'arrivée au camp: appel. Il pouvait durer 45 minutes, il pouvait aussi durer 3 heures. Ou davantage. Si les comptes étaient faux et refaits 20 fois. Si le rapport-fuhrer était de mauvaise humeur, ou ivre. S'il y avait pendaison, on pendait souvent à Gusen: pour «sabotage», c'est-à-dire travail pas fait ou mal fait; pour des pommes de terre trouvées sur un détenu, ou sans raison. Car les pendaisons en

public accentuaient l'ambiance de terreur. Ou enfin, pour assister aux punitions infligées sous divers prétextes. Je laisse encore la parole au camarade de mon groupe qui avait été envoyé dans un autre kommando, qui raconte ce que nous avons vécu plus d'une fois à Gusen:

«Ces punitions consistaient en 25 ou 50 coups de nerf de bœuf appliqués sur les fesses. C'étaient une très dure épreuve car les punis étaient placés sur des chevalets, les mains et le pieds attachés au ras du sol, les fesses nues en l'air sur les chevalets. Ils devaient compter eux-mêmes les coups donnés par les SS ou les kapos, qui prenaient à chaque fois deux pas d'élan. Les maigres fesses où chaque coup laissait une trace sanglante, doubleraient de volume en moins d'une heure. Beaucoup s'évanouissaient. Il fallait bien un mois pour s'en remettre, et pouvoir s'asseoir ou dormir sur le dos.

«Mon pire souvenir est l'appel d'un soir de décembre 1944. Les SS ont attendu que tous les kommandos soient rentrés du travail pour nous faire payer collectivement une tentative d'évasion dans l'un des kommandos. La séance d'exercice a commencé sous les vociférations des SS et des kapos. Elle a été hallucinante et a duré jusqu'à 23 heures, sur la place d'appel couverte de glace. Debout, courir, couchés, debout, courir, couchés, pendant 5 heures d'affilée. Au bout d'une heure, la place était jonchée de débris: gamelles écrasées, galoches dépareillées, bérets, cuillers, pansements sanglants. Des dizaines d'entre nous se sont évanouis et ont été achevés par les SS.»

Après l'appel: distribution d'une tranche de pain noir et d'une rondelle de saucisson synthétique, ou d'une cuillerée de soi-disant confiture, ou d'un mini-cube de margarine, qu'il valait mieux manger tout de suite, pour ne pas se le faire faucher.

Enfin, contrôle des poux. Nous devons les chercher sur nos vêtements et sur nous-mêmes, et nous avons intérêt à les trouver et à les tuer: car il y avait contrôle par le chef de block et ses auxiliaires, et malheur à celui sur la chemise duquel on trouvait un pou. Au mieux, il recevait d'abord les 25 coups de nerf de bœuf sur les fesses; puis il devait aller tout nu, même en hiver, porter ses vêtements à la désinfection et revenir se coucher nu et gelé.

22 heures: extinction des lumières. Et sommeil. Si toutefois, en pleine nuit, il ne prenait pas fantaisie aux SS de service de faire un appel imprévu, qui pouvait durer 1 ou 2 heures. Parce qu'ils étaient ivres. Ou simplement pour le plaisir.

Gusen 2

En avril 1944 a été installé à 2 km de notre camp un nouveau camp, Gusen 2, qui a compté très rapidement plus de 10 000 déportés. Il était installé au pied de collines

voisines, et l'objectif assigné à ce camp était le creusement dans celles-ci de tunnels pour l'implantation d'usines souterraines devant permettre de fabriquer des armes à l'abri des bombardements alliés.

Les conditions de travail ont tout de suite été extrêmes et meurtrières, au point que les SS ont dû se résoudre à instituer les trois huit: trois fois huit heures de travail au lieu de deux fois douze. Personne n'aurait pu tenir le coup pendant douze heures. Et même comme cela, la mortalité était encore plus élevée qu'à Gusen 1.

On entrait dans les souterrains par cinq petites galeries d'environ 10 mètres de long sur 4 de large. Ces galeries débouchaient sur un grand tunnel perpendiculaire à elles, permettant lui-même d'accéder aux 3 grands tunnels où étaient installées les machines. À partir du mois de janvier 1945, le commandant du camp, Seidler, a décidé que tous les déportés se trouvant au travail ou au repos devaient se rendre à l'abri dans les tunnels en cas d'alerte aérienne (il y en avait tous les jours: il y avait beaucoup de canons anti-aériens autour du camp et nous avons vu abattre 2 avions; les aviateurs qui avaient sauté en parachute ont été tués par les SS avant même d'avoir touché le sol). À la mi-mars 1945, le commandant a fait murer 4 galeries d'entrée sur 5: plus de 15 000 hommes devaient donc entrer dans les tunnels, et en sortir, par un conduit de 10 m de long sur 4 m de large, avec les SS des deux côtés, qui frappaient à tour de bras sur tous ceux qui passaient à leur portée, avec leurs chiens qui mordaient. Tous les jours nous perdions plusieurs camarades, piétinés à mort. Je n'ai jamais pu comprendre comment ils avaient pu tomber, tellement nous étions serrés les uns contre les autres.

Le projet du commandant était de simuler une alerte aérienne avant l'arrivée des troupes alliées (fin avril, nous entendions au loin le bruit des canons), puis de faire sauter la dernière entrée: il aurait ainsi enterré vivants, d'un seul coup, 22 000 ou 23 000 hommes. Il a été heureusement empêché par quelques groupes de résistance de mettre son projet à exécution.

Mes camarades et moi, nous n'étions plus là à ce moment. Aux termes d'un accord conclu, par l'intermédiaire de la Suisse, entre les gouvernements français et allemand, tous les déportés français survivants de Mauthausen et de ses camps satellites devaient être rapatriés en Suisse par la Croix-Rouge suisse. Ainsi tous les Français de Gusen 1 et de Gusen 2 ont pris à pied, le 28 avril 1945, la route du camp central. De toutes façons, le prix payé a été très lourd: sur 4 800 Français environ enregistrés à Gusen 1 et Gusen 2, depuis début 1942 à avril 1945, 633 seulement en sont partis le 28 avril 1945, et encore une vingtaine de camarades tombés d'épuisement sur la route ont-ils été achevés par les SS.

Le 5 mai 1945, dans l'après-midi, un char américain est entré dans le camp: après 20 mois, c'était fini.

Le système concentrationnaire nazi

Je ne parle pas, naturellement, des camps d'extermination massive mis en place en Pologne, lorsque les nazis eurent décidé l'extermination totale des juifs d'Europe: l'exemple en est Auschwitz, où *chaque jour*, à la descente des trains, 15 000 à 20 000 juifs (femmes, hommes, vieillards et enfants) ont été conduits, directement, des quais dans la chambre à gaz, et immédiatement incinérés (après récupération des dents en or et des cheveux)...

Je parle seulement des camps «ordinaires», qui avaient pour but d'exterminer, mais plus lentement.

Le premier, Dachau, a été ouvert moins de 3 mois après l'accession d'Hitler au pouvoir, en janvier 1933, avec un double objectif:

- éliminer les opposants au régime;
- les éliminer dans le plus grand mystère, en ne laissant filtrer que des détails terrifiants, pour instaurer dans tout le pays une atmosphère de terreur diffuse et paralysante.

Un troisième objectif est venu, ultérieurement, s'adjoindre aux deux premiers: celui d'une extermination de plus en plus économiquement rentable, par l'épuisement et le travail forcé.

Les trois objectifs ont été pleinement atteints avec la multiplication des camps.

La construction de Mauthausen, quant à elle, a commencé moins de deux mois après l'invasion de l'Autriche par Hitler, en mars 1938, en vue de l'élimination des opposants autrichiens de tous bords. Très rapidement, comme dans les autres camps, ce ne sont plus les seuls opposants qui y ont été déportés, mais les suspects, les intellectuels, les juifs, les tziganes, les asociaux, etc.

Dans un dernier temps, n'importe qui, raflé au coin d'une rue, pouvait y être envoyé pour renouveler la main-d'œuvre, puisque tous les déportés travaillaient, d'une façon ou d'une autre, pour le plus grand profit des dirigeants du Reich.

Pour que les camps puissent bien atteindre leur double objectif de production et d'extermination, quelle a été leur organisation?

Elle était diabolique.

1) Au sommet, naturellement, les SS, souverains des camps, maîtres de la vie et de la mort. Mais en fait, sauf au moment des appels, assez lointains, presque invisibles,

presque irréels. La race des seigneurs se devait de procéder à l'extermination sans trop se salir les mains.

Lorsque nous en rencontrions un nous devions nous immobiliser dans un garde-à-vous rigide, le bérêt à la main, regardant droit devant nous. Sans jamais broncher, même s'il lui prenait fantaisie de nous décocher un coup de cravache ou de botte.

2) En dessous des SS, très en dessous, car détenus comme nous et pouvant être à tous moments révoqués et tués par ceux-ci, leurs exécuteurs de basses œuvres, chargés de nous encadrer, au contact desquels nous étions donc sans cesse:

- dans le camp, les chefs de blocks,
- au travail, les kapos.

Les uns et les autres soigneusement choisis pour leur cruauté et leur bestialité parmi les détenus de droit commun allemands, et aussi polonais, de préférence des détraqués et des sadiques condamnés pour crimes. Ils avaient, les uns et les autres, droit de vie et de mort sur nous. Ils avaient ordre de terroriser, de frapper, de tuer. Et ils savaient que plus ils se montreraient cruels, mieux ils seraient vus des SS et plus ils auraient de chance d'obtenir un meilleur poste. Aussi se comportaient-ils comme des brutes, hurlant et frappant sans arrêt, d'autant plus qu'ils y trouvaient manifestement du plaisir (j'ai connu, à la carrière de Gusen, un kapo qui tuait sans la moindre raison, plusieurs détenus par semaine: il fallait juste ne pas être à côté de lui quand il commençait à frapper).

3) Enfin, tout en bas, la foule des déportés, privés de tout, de leur identité, de leur personnalité, du moindre droit. Nous devions, dans l'esprit des SS travailler trois ou quatre mois, et puis mourir.

Pourquoi quelques-uns d'entre nous sont-ils revenus de par-delà la mort, je me le demande souvent. Sans doute parce qu'il fallait bien des témoins. Pour cela, et grâce à un refus obstiné, viscéral de la désespérance et de l'abandon, nous avons été quelques-uns à revenir: vivants, sans doute, mais marqués pour le reste de notre existence.

Tels ont été les objectifs des camps et leur organisation.

Il n'est pas sans intérêt de savoir que, de 1933 à 1945, mais surtout à partir de 1940, un peu plus de 2 millions de personnes ont été déportés dans les 12 grands camps de concentration d'Allemagne (à l'exclusion des 6 camps d'extermination implantés en Pologne), et que 950 000 y ont laissé leur vie. En ce qui concerne Mauthausen, 320 000 déportés ont été immatriculés dans le grand camp et ses annexes: le chiffre officiel des victimes approche de 200 000.

Le quotidien

Je voudrais enfin évoquer ce qui faisait la trame de notre quotidien.

1) *la faim, d'abord*

- la faim omniprésente, jour et nuit,
- la faim lancinante,
- la faim de ceux qui savent, qui pressentent plutôt, qu'une pomme de terre peut faire la différence entre la vie et la mort,
- la faim qui pousse à chercher, constamment, n'importe quoi à manger, y compris des rognures et des épiluchures,
- la faim qui fait divaguer,
- la faim qui peut pousser à faire n'importe quoi, y compris à tuer pour pouvoir manger,
- la faim qui tue: un déporté sur trois au moins est mort de faim (lors de libération, je ne pesais pas tout à fait 36 kg).

2) *accessoirement, le froid en hiver*

Nous n'étions pratiquement pas nourris, et nous n'avions aucun lainage: aussi étions-nous en permanence gelés et transis, et beaucoup d'entre nous sont-ils morts de froid.

3) *la peur*

La peur d'être battus, d'être tués, la peur de voir mourir les amis, la peur de ne pas voir la fin de la journée, une peur diffuse et constante qui paralyse et détruit de l'intérieur.

4) *la mort enfin... Je dirai: la mort surtout*

- La mort omniprésente, elle aussi:
- dans le block, au travail, à l'appel,
 - dans les allées du camp, où les tas de cadavres s'entassaient entre les baraques en attendant la charrette où étaient chargés les corps, les squelettes plutôt,
 - dans le monceau de cadavres devant le four crématoire,
 - dans l'odeur écœurante de chair brûlée, dans la fumée qui s'échappait de la cheminée du four,
 - dans le regard des camarades qui lâchaient prise.

Faim, froid, peur, proximité constante de la mort, concouraient au but poursuivi par les SS: détruire notre esprit avant de détruire notre corps. Car un être humain,

placé dans des conditions extrêmes de dénutrition, de misère, de détresse et de désespoir, est capable de tout, y compris de tuer pour survivre. Avant de mourir, nous devons être réduits à l'état de bête, et les SS n'y sont que trop souvent parvenus.

Garder un peu de sa dignité d'être humain était un combat de tous les jours, de tous les instants. Et lequel d'entre nous, qui essayions de résister à tout ce qui nous désintégrait, n'a pas failli chavirer un jour ou l'autre, et faire précisément ce que voulaient nos bourreaux: abdiquer son humanité? Mais la familiarité avec cette mort-là, la mort lente de son propre esprit, reste un secret dans le cœur de ceux et de celles qui ont dû l'affronter.

Comment, du reste *dire tout* cela?

Se taire est interdit, mais parler est impossible

ont très justement dit Elie Wiesel et Jorge Semprun. Se taire est interdit, car il faut évidemment témoigner de ce que nous avons vécu: mais que dire? Et comment le dire?

Les raisons ne manquent pas à notre silence. D'abord, nous étions, pour beaucoup, très jeunes, trop jeunes pour savoir exprimer une telle expérience. Et puis, nous étions en quelque sorte honteux: honteux d'avoir survécu alors que tant d'autres n'étaient pas revenus. Et, surtout, ce que nous avions à dire n'était pas très crédible, était indicible, au sens premier du mot, c'est-à-dire ne pouvant pas être dit, parce que pas croyable, pas même imaginable pour un esprit humain normal. Et aussi parce que tout ce monde de mort ne nous paraissait pas pouvoir être partagé avec des vivants: en ce qui me concerne, je ne suis parvenu à écrire – pas à dire –, mon expérience à ma femme et à mes enfants, qu'après plus de quarante ans, alors que je sentais bien que cette tranche de ma vie, dont ils ignoraient tout, revêtait pour eux une très grande importance.

Qui plus est, les descriptions peuvent être nombreuses et diverses, atteindre à ce qu'on pense être le sommet de l'horreur, sans dévoiler l'essentiel. Et je voudrais citer, à ce propos, ce que dit Jorge Semprun, dans son admirable livre, *L'écriture ou la vie*:

«L'essentiel, c'est de parvenir à dépasser l'évidence de l'horreur pour essayer d'atteindre à la racine du Mal radical. Car l'horreur n'était pas le Mal, n'était pas son essence du moins. Elle n'en était que l'habillement, la parure. L'apparence, en somme.

«L'essentiel, c'est l'expérience du Mal. Certes, on peut la faire partout cette expérience là... Nul besoin des camps de concentration pour connaître le Mal. Mais ici, l'expérience aura été cruciale et massive, elle aura tout envahi, tout dévoré. C'est l'expérience du Mal absolu, du Mal radical...

«Le Mal est l'un des projets possibles de la liberté constitutive de l'humanité de l'homme... de cette liberté où s'enracinent à la fois l'humanité et l'inhumanité de l'être humain.

«Et de cette expérience du Mal, l'essentiel est qu'elle a été vécue comme expérience de la mort... Je dis bien "expérience". Car la mort n'est pas une chose que nous aurions frôlée, côtoyée, dont nous aurions réchappé, comme d'un accident dont on serait sortis indemnes. Nous l'avons vécue, en quelque sorte... Nous l'avons traversée. Ou plutôt nous avons été traversés par elle. Nous ne sommes pas des survivants, mais des revenants...»

Tout cela n'est pas crédible, et c'est sans doute pourquoi nous nous sommes tus si longtemps. J'ajoute: comment une telle expérience de la mort peut-elle être partagée avec des vivants? C'est le fondement de notre solitude et de notre angoisse.

Et pourtant, nous savons maintenant qu'il nous faut essayer.

Voilà mon témoignage.

Etait-ce ce qu'il fallait dire? Et est-ce ainsi qu'il fallait le dire?

Je n'en sais rien: tout témoignage ne peut-être que profondément personnel.

Je souhaite seulement que le mien vous aide à vous rappeler les mots gravés sur le fronton de l'entrée du mémorial de la Déportation, à Paris:

Pardonne, n'oublie pas.

La Résistance entre histoire, mémoire, légendaire

Jean-Marie GUILLON

Professeur à l'université d'Aix-en-Provence



Comme tous les grands phénomènes historiques, la Résistance nourrit l'imaginaire collectif. Elle est sans cesse citée, mentionnée, utilisée, voire instrumentalisée. Cette présence de la Résistance aujourd'hui passe par quantités de vecteurs, des plus élémentaires (une référence dans une phrase) aux plus élaborés (un film ou un ouvrage érudit). Elle emprunte des cheminements divers. Celui de la mémoire «savante» – autrement dit l'Histoire historique, écrite ou enseignée – n'est que l'un d'entre eux. La mémoire courante, forcément sociale, en est un autre, très diversifié puisqu'il concerne le travail des associations, les initiatives des institutions, le discours politique ou journalistique ordinaire, etc. Le légendaire, le mythe, vient compléter le tout. Histoire, mémoire, légendaire, il s'agit là de trois réalités sociales

d'autant plus fortes dans la France d'aujourd'hui que la Résistance est un élément fondateur de notre identité civile. Chacune des trois soulève des problèmes, à commencer par celui de leur construction, celui des modalités de leur transmission ou celui des liaisons qui les associent l'une avec l'autre.

La Résistance, parce que mémoire «chaude», parce que référence omniprésente, parce qu'histoire en construction, constitue un observatoire privilégié pour examiner les rapports entre les trois. Elle permet en tout cas de relativiser une distinction, nécessaire sur certains plans, mais illusoire sur d'autres. L'important – pour les enseignants tout particulièrement, puisqu'ils sont au cœur de ces rapports – est de n'être prisonnier d'aucune interprétation dogmatique et d'assumer lucidement les nécessités de la transmission.

De la confusion des origines à la distinction

Longtemps, histoire, mémoire et légendaire ont cheminé de pair, dans une certaine confusion des genres. La séparation s'est effectuée à partir du moment où l'histoire a entendu se poser en savoir scientifique. Cette dissociation a commencé avec l'histoire positiviste à la fin du XIX^e siècle, moins sur le fond que sur les procédures mises en œuvre pour constituer le savoir. Elle a été poussée au fur et à mesure que le courant des *Annales* étendait son champ d'influence, alors que le marxisme cherchait lui aussi à aller au-delà des apparences pour saisir la vérité qui se cachait sous le fouillis des événements. Cette évolution était aiguillonnée par la concurrence exercée par les autres sciences sociales, en particulier la sociologie, née elle aussi à la fin du siècle dernier et en partie contre une histoire trop événementielle et trop peu explicative. Dans ce contexte, l'histoire «savante» s'est de plus en plus éloignée du récit. Elle s'est affirmée, au fil du XX^e siècle, comme reconstruction consciente du passé et, finalement, comme problème à résoudre. Constituée à partir de sources dont la diversité ne cessait de croître, l'histoire a pris alors ses distances avec elles et avec une représentation mythique du passé, en particulier du passé national (l'«Histoire de France» faite essentiellement des grandes dates et des grands hommes). Marc Bloch, l'historien français dont l'influence a été la plus déterminante, l'a appelée à se méfier des «époques mythomanes»¹, du culte du passé, de l'exaltation

1. *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Parsi, Armand Colin – *Cahier des Annales*, 4^e éd., 1961, p. 43.

d'une France éternelle et intemporelle. Il le fait – c'est significatif – à l'époque de Vichy, dans l'ouvrage de méthode qu'il n'a pas eu le temps de terminer². On comprend pourquoi, puisque le régime, dénonçant la République et la mythologie historique républicaine, tente de refonder la France «nouvelle» sur un légendaire historique, celui de la France «éternelle», infléchi dans un sens militariste et clérical.

Depuis une quarantaine d'années, faire de l'histoire – enseigner l'histoire ou l'écrire – suppose plus que jamais prise de distance critique, remise en cause permanente, méfiance à l'égard des idées reçues et des évidences. Trois types de pratique historique tendent à se distinguer. La première distinction affecte le récit historique (histoire bataille, histoire événementielle, histoire anecdotique, souvent biographique) et l'analyse historique. Mais l'histoire-récit, devenue en partie obsolète, continue d'alimenter le gros de l'historiographie de vulgarisation et se confond, aujourd'hui encore, pour beaucoup d'amateurs, avec l'histoire en général. L'histoire-problème imprègne la recherche (plus ou moins selon les domaines et les périodes) et s'impose dans l'enseignement. Elle est, pour les historiens, l'histoire par excellence, à vocation «scientifique». Reste l'histoire-mémoire que le militantisme des années soixante-dix et l'engouement pour l'histoire «orale» ont eu tendance à revigorer. La rupture avec l'histoire-problème intervient à la fin de ces années-là et se confirme dans les années quatre-vingt. Le contexte n'est pas indifférent. C'est précisément à la suite de la formidable remontée mémorielle à laquelle on assiste alors, marquée par l'obsession des «années noires» et la multiplication des commémorations ou des retours de mémoire de toutes sortes que cette rupture s'opère. L'acte fondateur en est la publication des *Lieux de mémoire* conçus et dirigés par Pierre Nora. La préface qu'il donne à son premier volume constitue une sorte de manifeste:

«La mémoire est la vie, toujours portée par des groupes vivants et, à ce titre, elle est en évolution permanente, ouverte à la dialectique du souvenir et de l'amnésie... L'histoire est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus. La mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu au présent éternel; l'histoire une représentation du passé... La mémoire installe le souvenir dans le sacré, l'histoire l'en débusque, elle prosaïse toujours. La mémoire sourd d'un groupe qu'elle soude, ce qui revient à dire... qu'il y a autant de mémoires que de groupes...»³

2. Le texte a été écrit en 1942. Le manuscrit, non terminé, a été publié en 1949. Rappelons que M. Bloch, résistant, avait été fusillé le 16 juin 1944.

3. «Entre Mémoire et Histoire. La problématique des Lieux», I, *La République*, Paris, Gallimard, 1984, p. XIX-XX.

Au cours des années, histoire, mémoire et légendaire ont progressivement pris du champ et apparaissent aujourd'hui, non sans simplisme, comme séparés, voire contradictoires, et en tout cas autonomes.

L'histoire, activité critique, déconstruit le sentiment commun, démythifie, tend à prendre un contre-pied systématique à l'égard des vérités d'évidence. De ce point de vue, elle inquiète ceux qui cherchent des certitudes et l'historien peut apparaître comme un «trouble-mémoire» pour reprendre l'expression lancée par Pierre Laborie⁴, à propos précisément de l'histoire de la Résistance. Cette histoire qui se veut rigoureuse propose une vérité qu'elle sait relative dans ses interprétations et même dans l'élaboration des faits (car le fait se construit). Ça ne signifie pas que la vérité n'existe pas, mais qu'elle résulte d'un agencement plus ou moins compliqué et composé d'éléments plus ou moins solides, étant bien entendu que «la quête de la vérité doit rester envers et contre tout – explicitement affirmée – la règle d'or de tout historien digne de ce nom»⁵.

Quant à la mémoire, elle est le présent du passé, une représentation – elle aussi reconstruite – de ce passé. La mémoire est militante, elle défend une cause surtout lorsqu'elle se sent menacée. Portée par un groupe, elle cherche lorsque sa cause est d'importance à devenir vérité commune en même temps que vérité sacrée. Ce faisant, elle tend à se transformer en légendaire, c'est-à-dire en représentation imaginaire, embellie ou noircie, du passé, un passé qui prend une dimension épique ou tragique. L'édification d'un légendaire est un signe de réussite, surtout s'il parvient à sortir du milieu où il naît et à s'imposer à la collectivité tout entière, la consécration suprême étant l'intégration au mythe national (ou à des mythes équivalents).

Histoire et mémoire entremêlées

L'histoire des «années noires» est particulièrement concernée par ces phénomènes. Les enjeux qui les entourent, leur caractère médiatique (ou prétendu tel), l'utilisation constante et de tous ordres qui est en fait leur ont fabriqué un destin a posteriori singulier. Loin de s'affadir, de prendre du champ, ce passé «qui ne passe

4. «Histoire et Résistance: des historiens trouble-mémoire», in IHTP, *Écrire l'histoire du temps présent*, Paris, Éd. Du CNRS, 1993, p. 133.

5. François BÉDARIDA, «Temps présent et présence de l'histoire», in IHTP, *op. cit.*, p. 394.

pas»⁶ paraît même, par moments, se réchauffer, retrouver une actualité brûlante. Il ne s'agit plus de passé du présent, mais de passé devenant comme un succédané du présent. L'une des difficultés de l'histoire de cette période réside d'ailleurs dans l'accumulation de ces strates de mémoires, l'empilement des stéréotypes et des interprétations, qu'il s'agit de décaper, de comprendre, pour arriver à faire l'histoire «scientifique» indispensable.

Il est évident que la Résistance est un carrefour privilégié. Histoire, mémoire et légendaire s'y croisent, se confondent, se nourrissent mutuellement des représentations, rivales ou complémentaires, qui constituent l'essentiel de son souvenir. Dès sa constitution, avant même la Libération, légende et histoire se mêlent dans toute évocation de la Résistance. Elle parle à l'imaginaire, elle est glorifiée par l'indispensable activité de propagande qui l'entoure, elle est amplifiée par la rumeur ou la radio, elle est portée par des conceptions diverses et éventuellement rivales. Après la Libération, les mêmes courants mettent en scène «leur» résistance et plusieurs mémoires de groupe se dégagent donc, participant toutes, pendant un temps – le temps de l'exaltation patriotique – à ce que l'on a appelé le mythe résistancialiste, intégrant la Résistance à une lignée épique de longue durée, l'histoire épique de la France pour les uns, l'histoire non moins épique du Peuple pour les autres. On a tendance, non sans un schématisme qu'il serait temps de réviser, à partager cette histoire-mémoire-légendaire en deux ensembles hégémoniques, d'une part autour du gaullisme, de la mémoire gaulliste, et, d'autre part, autour du parti communiste, de la mémoire communiste. C'est sans doute faire trop bon marché d'autres mémoires, politiques (issues notamment des mouvements de résistance intérieure et qui ne se reconnaissent ni ici, ni là), militaires (celle de l'Armée d'Afrique ou des combats de la Libération), régionales ou locales (qui déclinent les diverses mémoires selon des modalités particulières). C'est aussi simplifier à l'excès la mémoire gaulliste qui a évolué sensiblement entre la Libération et la V^e République dans ses composantes. Le gaullisme de la guerre ne se confond pas avec celui des années RPF qui, lui-même, ne coïncide pas exactement avec celui de 1958 ou de 1962. Il est vrai toutefois que la concurrence entre mémoires gaulliste et communiste domine l'histoire de la représentation de la Résistance de la Libération à nos jours, même si depuis plus de vingt ans le registre est plus à la complémentarité qu'à la rivalité.

6. Pour reprendre l'excellente expression du titre de l'ouvrage d'Éric CONAN et Henry ROUSSO, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994.

Ces mémoires sont toutes portées par des associations, des discours (politiques en particulier), des médias, des institutions (les musées en particulier). La consécration passe de plus en plus aujourd'hui par l'image et le légendaire n'est jamais très éloigné de l'image – fixe ou animée (le film) – comme on peut s'en rendre compte avec telle photo – de Jean Moulin, par exemple – ou tel film. Le politique tient sa place dans cette partition qui met en musique la mémoire collective, non seulement par les références, l'inscription dans une «tradition», mais encore par des décisions symboliques, inaugurations de monuments, musées ou plaques toponymiques, valorisation ou ritualisation de certaines cérémonies. Cette mémoire ainsi fixée se donne des objectifs le plus souvent pédagogiques. Elle fournit des exemples, elle célèbre des héros et des martyrs qui s'intègrent dans un panthéon. Ce caractère combattant de la mémoire, des mémoires, s'affirme lorsqu'un danger paraît poindre. Les réactions très vives des années quatre-vingt, le regain et parfois les crispations des mémoires de la Résistance et de la déportation à ce moment-là s'expliquent pour partie par la résurgence, redoutée et annoncée depuis longtemps, de ceux qu'elles considèrent comme les héritiers du vichysme ou du nazisme. Elle s'explique aussi par l'inquiétude qui assaille les anciens devant l'échéance inévitable, celle de leur disparition, qui pose la question de leur héritage. Les diverses contestations qui ont accompagné la parution des premiers volumes de la monumentale biographie de Jean Moulin écrite par Daniel Cordier s'expliquent par là ⁷. Je veux parler des critiques très acerbes qui émanent des amis d'Henri Frenay estimant leur héros trahi et injustement mis en cause. Les uns, scandalisés, prennent parti au nom de la mémoire du fondateur de *Combat*, un chef idéalisé, les autres se réclament de l'histoire en tant que discipline rigoureuse, fondée sur des sources irréfutables. Derrière la polémique, c'est bien à un affrontement entre deux conceptions de l'histoire de la Résistance auquel on a pu assister. Aux tenants du témoignage et de l'histoire-mémoire, s'opposent les défenseurs d'une histoire critique et, en particulier dans le cas de Daniel Cordier, faisant prévaloir le document d'époque sur le souvenir. Histoire pieuse ⁸ ou histoire sans tabou? Tel est le dilemme auquel l'histoire de la Résistance paraît sans cesse confrontée.

7. Daniel CORDIER, *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1989 pour les volumes 1 et 2, et 1993 pour le volume 3 (dans lequel on trouvera toutes les pièces de la polémique).

8. L'expression d'histoire pieuse a été employée par Jean-Pierre AZÉMA dans un article prenant la défense de Daniel Cordier (*Le Monde*, 7 novembre 1989, «Contre une histoire pieuse»).

Faux débat

En fait, à toutes les étapes, histoire et mémoire de la Résistance se répondent, s'interpénètrent, s'encouragent ou s'interpellent. La plupart des travaux d'histoire jusqu'aux années quatre-vingt au moins relèvent aussi du combat pour la mémoire. Lucien Febvre en introduisant l'un des premiers ouvrages consacrés à ce sujet évoquait la difficulté qu'il y aurait à faire cette histoire sans l'avoir vécue et jugeait indispensable que sa génération, celle qui avait subi ou participé aux événements, en donne «sa» version, parce qu'elle était «contresignée par des milliers de sacrifices». Autrement dit, lui, l'homme des *Annales*, se faisait le porte-parole d'une mémoire et, au nom de «ses Martyrs», lui enjoignait de produire «sa» vérité avant qu'il ne soit trop tard⁹. Bien entendu, il n'y a rien là de choquant et d'illégitime, mais cette prise de position montre bien que, même pour des historiens que l'on ne peut soupçonner de complaisance à l'égard d'une histoire sacralisée, il est des domaines où l'on ne peut dissocier le devoir de mémoire et de devoir d'histoire.

Henri Noguères et Henri Michel dominent l'histoire de la Résistance jusqu'aux années soixante-dix. Le premier dont l'engagement militant est connu (SFIO, Ligue des Droits de l'homme, etc.) a travaillé pendant près de vingt ans à une histoire qui reste fondamentale¹⁰, mais comment détacher cette œuvre du résistant qu'il a été et du militant qu'il est resté? Henri Michel lui-même, qui incarne l'histoire «scientifique» de la période, ne peut oublier – et pourquoi l'oublierait-il? – son passé résistant et son engagement dans l'histoire des années quarante (dont il a été le fondateur et le tuteur) résulte de sa participation à ce combat. Son œuvre – très abondante – ne peut se lire en faisant abstraction de ce choix fondamental¹¹. Et l'on pourrait continuer en prenant un à un les historiens, connus ou moins connus, de la Résistance de cette génération, mais, pour la ou les générations suivantes, croit-on que le choix d'un travail sur ce domaine est indépendant d'autres engagements? Ainsi, s'il est nécessaire de faire la part de chaque chose, de la mémoire et du légendaire, comme de l'histoire, ce serait s'illusionner que de croire que l'on peut si facilement les séparer. Si séparation il y a – et il doit y en avoir une en bonne méthode

9. «Avant propos» in Henri MICHEL et Boris MIRKINE-GUETZÉVITCH, *Les idées politiques et sociales de la Résistance*, Paris, PUF, 1954, p. VIII-XI.

10. *Histoire de la Résistance en France*, Paris, Robert Laffont, 5 vol. entre 1967 et 1981.

11. H. Michel a été l'un des responsables du parti socialiste clandestin dans le Var et son représentant au Comité départemental de Libération. Il a été le fondateur du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale qu'il a dirigé jusqu'à sa dissolution en 1980.

historienne – ce n'est pas sur les objectifs, ce n'est pas sur les motivations, elle ne peut évidemment porter que sur les méthodes. Dans ces conditions, faire l'histoire de la Résistance n'est pas simple puisque son enjeu ne se limite jamais à la seule construction du savoir.

Mais il en va de même pour l'enseignant d'histoire qui se trouve dans la même position, difficile, même si elle n'est pas singulière. Plus encore que l'historien «pur» (s'il en est qui ne sont pas enseignants), il est au croisement de l'histoire et de la mémoire collective. Il a et doit avoir le souci scientifique de rigueur, de regard critique, de distanciation, en même temps qu'il doit participer à la formation civique, donc à la transmission de valeurs, de modèles, de références qui sont autant d'éléments résultant d'un tri entre le mémorable et ce qui ne l'est pas. Il démonte le légendaire (ne serait-ce qu'en montrant la complexité des événements et des êtres), en même temps qu'il l'entretient ou qu'il contribue à sa création – quoi qu'il en pense et quelles que soient ses réticences – par nécessité pédagogique et civique.

On aurait tort de considérer comme contradictoire ou comme insupportable ce qui est consubstantiel à l'action d'enseigner ou de vulgariser, autrement dit de transmettre. Personne n'échappe à cette tension entre des exigences qui ne se recourent pas forcément. Et encore moins ceux des historiens, même réputés, qui font dans le médiatique (voir Marc Ferro par exemple). Enseignants, quels que soient le niveau ou la nature de nos interventions, nous œuvrons sur tous les plans à la fois. Si la lucidité méthodique, relativement récente, comme nous l'avons vu, conduit à ne pas être dupe et à distinguer entre les plans et les publics, il serait ridicule et néfaste, en histoire contemporaine tout particulièrement, de ne pas assumer la totalité de nos responsabilités. Il ne s'agit pas, ce faisant, de se donner facilement bonne conscience militante, puisque la cause est bonne, mais simplement de reconnaître qu'histoire, mémoire et légendaire vont de pair. Il faut donc relativiser les contradictions qui sont moins radicales qu'il n'y paraît et prendre conscience qu'il s'agit moins de différence que de complémentarité.

La séparation radicale entre histoire – entendue comme histoire «scientifique» – et ce qui n'en est pas se justifie sur un plan méthodologique. Il est nécessaire d'échapper à l'ancienne confusion qui les mélangeait ou qui les mélange encore dans bien des ouvrages qui se veulent d'histoire alors que la part du témoignage et celle des idées reçues, l'insuffisance du travail documentaire de base, l'absence de références et de vérifications ne peuvent permettre de les considérer ainsi. Ceci étant, mémoire et histoire ne sont pas vraiment dissociables, en particulier pour le

temps proche et plus encore pour les phénomènes fondamentaux qui touchent aux valeurs, à l'identité, aux fondements de la vie politique et civique. Évidemment, la Résistance est de ceux-là.

Deux démarches complémentaires

- Il convient d'abord de réaffirmer cette banalité que l'histoire est créatrice de mémoire, et pas seulement de mémoire dite «savante», mais aussi – et heureusement – de mémoire «ordinaire». L'histoire joue un rôle dans la construction de la mémoire collective, même si c'est souvent avec trop de retard, même si ça ne se passe pas forcément comme l'historien le souhaiterait. C'est ainsi que les travaux de Paxton sur la France de Vichy ont profondément contribué à infléchir l'image que l'on pouvait en avoir, au point qu'aujourd'hui – alors que le travail d'histoire a continué depuis – on peut se désoler de cette domination, quelque peu unilatérale et désormais datée¹². Dans le cas de la Résistance, l'histoire n'entend pas remettre en cause la part – belle – que la mémoire collective lui fait heureusement, mais elle prend le point de vue critique qui doit être le sien et pose les questions qui lui paraissent légitimes. Ce faisant, elle participe aussi à la construction de cette mémoire qu'elle entend d'ailleurs raffermir en la fondant sur des bases plus saines et plus solides, qu'elle entend, en somme, servir.

- On doit ensuite reconnaître que l'histoire ne se situe pas seulement en amont de la mémoire, mais qu'elle est, elle-même, fille de la mémoire. Il en va tout particulièrement de celle qui nous réunit aujourd'hui. Cette histoire que nous faisons est suscitée par la mémoire collective (familiale, régionale, nationale ou autre). Mais toute histoire est issue de débats de mémoires, de problèmes de mémoires, de questions que la société se pose à un moment donné. Toute l'histoire de la France des «années noires» est là pour témoigner que loin de s'opposer, mémoire et histoire marchent côte à côte. Même si c'est pour s'en distinguer, le travail de l'historien trouve là son origine, évolue en fonction des débats qui parcourent la collectivité (par l'intermédiaire des médias, des associations, des institutions), s'en nourrit, y compris lorsqu'il ne suit pas les fluctuations des représentations dominantes.

L'historien – et donc l'histoire qu'il fait – participe d'une mémoire. Il n'est pas dehors. La posture scientifique qu'il prend crée une distance, c'est l'attitude de base

12. R. PAXTON, *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, 1973, mais une nouvelle édition non remise véritablement à jour a été publiée en 1999.

par excellence de son activité, mais il ne situe pas «en dehors». Il appartient à des mémoires, qui se confondent d'ailleurs avec ses identités (sociales, nationale, politiques, etc.), qui ont nourri – comme on l'a vu – ses interrogations, sa volonté d'explorer telle ou telle question. L'historien n'est pas objectif. Que signifierait d'ailleurs l'objectivité pour un domaine tel que la Résistance? S'agirait-il d'être «neutre»? Ça n'aurait évidemment pas de sens. Méfions-nous d'historiens qui se prétendraient «objectifs». Je craindrais trop, pour ma part, qu'ils ne soient malhonnêtes et, en fait, ne se révèlent partisans. Il n'y a pas d'objectivité possible sur des questions qui concernent des enjeux civiques de cette importance. De ce point de vue, je revendique l'engagement. Nous faisons une histoire engagée parce que nous savons trop combien la Résistance, son intégration au patrimoine national, son insertion sont essentielles pour la construction de la mémoire collective (et donc de la citoyenneté). Mais cette position n'a rien à voir avec une histoire qui serait une histoire partielle, militante au sens le plus étroit du terme, ce qui signifierait une abdication du jugement critique (car l'histoire juge) et une soumission de l'histoire à une mémoire particulière. Comme toute histoire sociale ou politique du temps présent, l'histoire de la Résistance est donc une histoire qui se sait impliquée par son objet. Elle refuse la neutralité tout autant que le mensonge ou la propagande. Elle se veut à la fois «scientifique» (car faite selon les procédures qui sont de règle) et honnête (car refusant le tabou et la falsification), mais elle se situe clairement «du côté» de son objet parce qu'il donne sens à l'histoire en marche à laquelle nous participons en tant que citoyens.

Cette implication relève d'ailleurs de l'évidence. Comment un historien de la Résistance pourrait-il rester dans une «tour d'ivoire», pour reprendre l'expression consacrée. Moins que tout autre, cette histoire peut s'accommoder de cette position. Tout historien participe, doit participer à la vulgarisation de la connaissance, doit partager le savoir qu'il a acquis, doit restituer – avec ses méthodes, avec son point de vue – à ses informateurs et au public ce que la collecte du témoignage lui a donné. Or des journées comme celle d'aujourd'hui ou toute initiative de ce type (conférence, article «grand public», contribution à une émission ou à un film, exposition, etc.) se situent dans un cadre qui n'est pas celui de l'histoire «savante», mais bien dans celui de l'histoire «agissante», civique et pédagogique. Mais cette situation, en quoi diffère-t-elle de celle de l'enseignant devant sa classe? Un cours – quel que soit le niveau – est œuvre de diffusion, de communication qui ne sépare pas les méthodes, le savoir et les valeurs quand il s'agit de sujet comme la Résistance. Le travail de l'enseignant est bien, entre autres opérations didactiques, de trier, de schématiser, de choisir pour rendre accessible. Son discours, plus ou moins précis selon les niveaux et les objectifs, relève tant de l'histoire que de la mémoire collective qu'il

contribue – qu'il doit contribuer – à fonder, à transmettre, à construire. Et l'on ne s'adressera pas – sans qu'il y ait de contradictions – de la même façon à un public «large» – celui des élèves par exemple – et à un auditoire de spécialistes. Vous me pardonneriez de dire une telle banalité, mais, si on l'admet, alors pourquoi ne pas admettre que l'on fait, tous, et de l'histoire (en tant qu'élaboration d'un savoir savant), et de la mémoire (dans le cadre de la diffusion de ce savoir, forcément «digéré» auparavant)?

La mémoire, c'est pour partie ce que devient la connaissance au cours de sa transmission, de sa diffusion dans le corps social, portée par des groupes qui militent en sa faveur, qui cherchent à la consacrer en la faisant prendre en charge par toute la collectivité, en la transformant en patrimoine commun. C'est bien le rôle que les associations de résistants et de déportés n'ont cessé de jouer et jouent encore. C'est bien parce que – sans doute à tort – elles restent mal assurées de ce qu'il en adviendra lorsque les derniers acteurs auront disparu qu'elles s'inquiètent tant de la façon dont l'école ou les médias jouent leur rôle en ce domaine.

Léendaire?

De tout temps, une mémoire qui réussit est une mémoire qui se constitue en légendaire parce qu'elle est portée par une population ou par des institutions (et dans ce cas, seule la légitimité de ces institutions lui permet de résister au temps, comme on peut le constater avec la mémoire communiste balayée dans les démocraties populaires en même temps que le régime et son idéologie). La Résistance a suscité du légendaire dès qu'elle s'est constituée. Une certaine représentation épurée, lissée s'est imposée après la Libération, en différentes versions. L'un des intérêts de l'étude de la Résistance réside d'ailleurs dans ce qu'elle nous apporte sur la façon dont se constitue une «légende» aujourd'hui. Ce phénomène, en quelque sorte «naturel», ne disqualifie en rien la Résistance. Au contraire. C'est le signe de sa réussite au sein du corps social. C'est la manifestation de son enracinement dans l'imaginaire collectif et son accession au rang de modèle. Reconnue comme un phénomène exceptionnel, porteur de sens, elle est devenue référence pour une bonne partie de la population. Nul ne peut s'en plaindre et si l'historien, comme tout citoyen digne de ce nom, est partie prenante d'une mémoire (dont il hérite et qu'il choisit), il est aussi par là même marqué par un légendaire qui peut avoir contribué à susciter son intérêt pour cette histoire. Toute démarche d'historien est aussi fille de son imagination et de celle de son temps. Elle est nourrie par une certaine idée, qui a moins à voir avec la raison qu'avec le sentiment ou même la passion. Tout le travail d'histoire est

d'ailleurs d'introduire dans cet engouement de la méthode, des principes, une problématique raisonnée. Il s'agit en somme de borner la passion, de la contenir. Pour la Résistance, comme pour bien d'autres aspects «chauds» de la période trouble des années quarante, c'est sans doute à cette capacité que l'on reconnaît un véritable travail d'histoire. Il n'en reste pas moins que le goût de l'historien, les questions qu'il pose et se pose au départ, certaines de ses intuitions et l'éventuel succès de son travail ont quelques liens avec le légendaire social.

Pas plus que la mémoire, le légendaire n'est «à part», comme séparé de l'histoire par on ne sait quelle cloison étanche. La seule séparation vient de la démarche propre de l'historien ou de l'amateur d'histoire, mais c'est d'un même mouvement que, dans le sentiment collectif, la raison historienne et le rêve social fabriquent leur espace. La construction d'un savoir de plus en plus sophistiqué ne tarit pas le besoin d'une vision englobante et rassurante du monde qui nous entoure ou de celui d'où nous sortons. L'Histoire, sous toutes ses coutures, sert aussi à ça, en concurrence ou en complément avec d'autres constructions religieuses ou idéologiques. Comme le faisait remarquer Claude Lévi-Strauss à propos de nos sociétés:

«Comme matrice globale permettant d'intégrer dans une même interprétation l'origine, le passé, le présent et l'avenir, ... l'Histoire nous sert à peu près à la même chose que les mythes dans les sociétés sans écriture»¹³.

La fabrication de la mémoire et de la légende historique est aujourd'hui très dépendante de l'image animée. La consécration (ou l'ébranlement) passe par elle. Télévision et cinéma sont désormais les vrais laboratoires du légendaire historique. La façon dont Lucie Aubrac a été transfigurée en une légende vivante est, de ce point de vue, édifiante puisque la grande résistante – qu'elle est depuis les années quarante, évidemment – n'est devenue l'Héroïne par excellence, la personnalisation de la Résistance des femmes, que tard, à partir des années quatre-vingt. Cette héroïsation résulte de la rencontre qui s'effectue entre l'action de cette militante de toujours et plusieurs phénomènes d'opinion concomitants: l'inquiétude face à l'extrême droite, la poussée mémorielle sur «les années noires», le féminisme et sa recherche de figures emblématiques. Mais, si le livre-témoignage de Lucie Aubrac, *Ils partiront dans l'ivresse*¹⁴, contribue à la faire connaître d'un large public, c'est son passage à la télévision qui transforme son statut et en fait une vedette. Le film de Claude

13. Interview in *L'Humanité*, 20 juin 1977, à propos des émissions télévisées qui lui étaient consacrées par Jean-Claude Bringuier (TF1, 20 et 22 juin 1977).

14. Paris, Le Seuil, 1984.

Berri vient consacrer, couronner, en 1997, cette reconnaissance (qui est en même temps, une construction médiatique) en la transfigurant en fiction ¹⁵. L'intérêt de ce processus est de montrer que la résistance reste productrice d'imaginaire, y compris lorsque le contexte paraît brouiller sa représentation.

Les années quatre-vingt-dix sont marquées en effet par une sorte de scepticisme sur la réalité de la Résistance, tout à fait significatif de ce moment où le soupçon paraît peser sur tout. Certes, la légende «dorée» de la Résistance, celle des martyrs, des héros, de l'épopée – légende légitime – a toujours été accompagnée de contre-légendes, car il serait faux de penser que, depuis la Libération, la place de la Résistance dans la mémoire nationale n'a pas été contestée. En fait, très vite des légendes «noires» ont couru sur son compte, parfois favorisées par la division des résistants eux-mêmes, mais le plus souvent colportées par ses adversaires ou par ceux qui avaient frileusement attendu que les événements se passent. Ces remises en question se sont affirmées à partir de la fin des années quarante. Elles se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui selon les mêmes modalités, en cherchant moins à délégitimer de front le combat des résistants qu'à l'attaquer par le biais de l'épuration, de façon à arriver au même résultat. Certaines revues d'histoire grand public se sont fait une spécialité de ce type de «travail» dont on trouvera l'exemple le plus abouti dans les deux volumes d'anecdotes compilées et non vérifiées de Philippe Bourdrel, significativement intitulés *L'épuration sauvage 1944-1945* ¹⁶. Mais aujourd'hui l'angle d'attaque choisi a tendance à évoluer. L'effondrement du communisme et sa perte de crédit a conduit de nouveaux compilateurs ou de nouveaux historiens à disqualifier tout ce qui a pu avoir rapport avec lui, à commencer par l'antifascisme. L'histoire du vingtième siècle devient sous leur plume une histoire de manipulations, de désinformation et de «coups tordus» dans laquelle policiers, agents secrets ou agents doubles tiennent le rôle principal. Par ricochet, la Résistance en a été affectée. Les diverses pseudo «affaires» Jean Moulin en sont la preuve ¹⁷, de même que les non moins ignominieuses «affaires» Aubrac. Dans cette optique, la Résistance n'est plus que manœuvres, guerre de services secrets, histoire de naïfs qui se sont laissé bernier. Tout se passe donc comme si, aujourd'hui, une nouvelle légende, portée par les mémoires diverses des vaincus de la libération et de leurs

15. Son nom sert de titre à ce film. Le film est tiré de son ouvrage de 1984 et ne prétend pas – ce n'est ni son rôle, ni son statut – à la vérité historique.

16. Paris, Perrin, 1988 et 1991.

17. Voir Daniel CORDIER, *Jean Moulin. La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999, «Post scriptum», p. 839 sqq

successeurs, rejoints par les idéologues de la purification historique, entendait disputer la place au légendaire légitime. Le plus choquant, c'est que cette «histoire» entend profiter des avancées de la recherche historique. Elle se pare des mêmes soucis méthodologiques et prétend «démystifier». C'est au nom de ce souci «scientifique» que Gérard Chauvy a tenté de jeter le doute sur l'attitude de Raymond Aubrac et de donner ainsi quitus au prétendu «testament» de Barbie. Autrement dit – et non sans aplomb – de soumettre, au nom de l'histoire, au crible d'une hyper-critique les témoignages Aubrac, en postulant d'emblée le mensonge des acteurs, tout en prétendant faire d'une pièce fabriquée à l'occasion du procès du gestapiste lyonnais, à l'instigation de son avocat, un document historique à part entière¹⁸...

*
* *

Porteurs de mémoire (les acteurs et leurs associations) et porteurs d'histoire (les historiens, chercheurs et enseignants de toutes catégories) peuvent diverger dans les appréciations, considérer différemment les devoirs réciproques ou les objectifs immédiats, mais ils partagent les mêmes références et le même souci de la vérité.

Mais la Résistance est légende en même temps qu'histoire. Elle est mémoire partagée et élément de notre patrimoine. C'est ce qui en fait le prix.

18. Gérard CHAUVY, *Aubrac. Lyon, 1943*, Paris, Albin Michel, 1997. Sur les prétentions au décryptage de cet auteur, voir son introduction, p. 7.

Les aspects historiques, civiques et pédagogiques du concours national

Jean MANSON

Professeur de lettres honoraire. Ancien des maquis de l'Ardèche, membre de l'état-major de l'Armée Secrète de l'Ardèche, secteur C. Arrêté et interné à Lyon (Montluc) et libéré pendant les combats précédents la Libération. Membre du jury national du concours de la Résistance et de la Déportation. Il est l'auteur du supplément spécial annuel du journal Le Déporté consacré au thème du concours.



Plus j'ai avancé dans la préparation et la rédaction de mon exposé, et plus j'ai pris conscience de la difficulté de la tâche que m'avait confiée mon ami et camarade André Dau.

Ce n'est pas, si je puis employer ce terme, ma qualification personnelle qui m'a entraîné dans ce colloque, mais ma qualité de membre du jury national du concours scolaire de la Résistance et de la Déportation, institution qui fait l'objet de la conclusion de nos travaux. Or, je ne suis pas historien, par conséquent si je m'aventure impudemment sur le terrain de l'histoire, je risque de scandaliser les spécialistes, que je prie de bien vouloir faire preuve à mon égard d'indulgence plénière, en particulier à propos des commentaires que j'en fais!

Et, «rengrenement de mal, surcroît de désespoir», comme le fait dire Molière à Harpagon, il m'est donné de parler à la fin, honneur périlleux et lourde responsabilité, qui m'expose à me voir couper l'herbe sous les pieds, c'est-à-dire à répéter ce qui a déjà été dit ou, pire encore, à déraiper dans des voies différentes, sinon opposées!

Je ne vais pas développer des idées très originales. Mon exposé s'articulera en trois parties autour du concours scolaire, des points de vue de l'histoire, du civisme et de la pédagogie, abordés dans cet ordre, évidemment chronologique, et aussi le plus logique. J'ajoute que je me refuserai évidemment à adopter la méthode de certains faux historiens qui, renversant le processus intellectuel normal, se contentent de chercher dans l'histoire, en en altérant les enseignements, ce qui peut bien corroborer leurs thèses théoriques et contestables ou fausses.

Il est communément considéré, peut-être un peu à la légère, que l'humanité avance souvent grâce – si l'on peut s'exprimer ainsi – aux conflits, guerres, calamités et catastrophes diverses, d'origine humaine ou naturelle, et dans de telles circonstances en général sous l'empire de la nécessité.

Ces «progrès» se manifestent dans divers domaines: armement, évidemment, technique, médecine et même humanitaire et morale.

On comprendra que les contraintes de l'horaire, qui m'ont été précisées avec une ferme bienveillance, m'imposent d'être bref sur ce sujet, au risque de me voir reprocher des affirmations trop absolues et par conséquent discutables.

Je me bornerai donc à évoquer, non pas le développement quasi exponentiel des machines et à détruire, en particulier en ce ^{XX}^e siècle – ce serait banal et trop facile – mais d'une part la médecine, d'autre part la morale ou, si l'on préfère, l'idéologie dans une acception positive.

Ainsi, au cours de la Première Guerre mondiale, la chirurgie a fait de grands progrès, car il fallait trop souvent, pour éviter des complications mortelles telles que la gangrène, procéder à des amputations, jusque dans des postes de secours en première ligne, comme le fit alors mon père, médecin auxiliaire dans un bataillon de chasseurs. La prothèse, l'orthopédie, profitèrent des circonstances. Et la Seconde Guerre mondiale vit accélérer le développement des anti-infectieux et des antibiotiques... Je n'insisterai pas plus longuement. On me le reprocherait.

Ce qui nous intéresse aujourd'hui plus précisément, c'est dans son sens le plus large, la morale, «ensemble de règles de conduite en usage dans une société déterminée» (je cite le *Lexis*).

C'est vague; mais c'est mieux ainsi. Il ne s'agit pas de faire de cette définition un fourre-tout. Elle nous permet de jeter un regard intéressé sur divers aspects de la question.

Le dramatique destin de nombreux soldats pendant et après les guerres a fini, au cours des âges, par interpellier les consciences. Ainsi sont nés des organismes et institutions humanitaires, publics ou privés. Je citerai entre autres exemples particulièrement significatifs, l'Institution nationale des invalides reprise après la guerre de 1914-1918 de l'ordonnance du 24 février 1670 de Louis XIV qui réalisait un projet d'Henri IV et un essai de Louis XIII, et aussi la Croix-Rouge Internationale, créée en 1863 par le Genevois Henri Dunant, horrifié par le spectacle des blessés abandonnés sur le champ de bataille de Solferino en 1859.

Les pouvoirs publics, les États dans la personne de leurs chefs ou divers responsables, ont créé avec un bonheur inégal, des institutions aux buts les plus nobles, mais hélas pas toujours atteints. Ainsi en fut-il de la Société des Nations, à laquelle ont succédé l'Organisation des Nations unies et ses organismes annexes, ou d'autres initiatives telles que les Conventions de Genève. Se sont aussi créés et développés des organismes «privés», appelés non-gouvernementaux sur l'action desquels l'État se repose trop souvent, pour ne pas trop s'engager, politiquement ou financièrement, ou simplement concrètement.

Il ne s'agit plus désormais des seuls soldats au combat, mais aussi des populations civiles. Ne dépendant, officiellement du moins, d'aucun pouvoir, ces organismes sont beaucoup plus libres, pas toujours, hélas, dans leur liberté physique d'aller et de venir, mais en tout cas dans leur engagement, qui n'est, théoriquement du moins, pas politique, ni inféodé à aucun système, tel que doit l'être celui d'une association caritative.

C'est ainsi que sont apparues les notions de devoir d'ingérence, dont le corollaire est, ou devrait être, le Droit d'ingérence. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme se réclamait d'un devoir moral d'ingérence; l'association *Médecins sans frontière*, par exemple, ainsi que le déclarait son porte-parole au cours d'une émission télévisée, y a ajouté l'ingérence matérielle et humanitaire.

Les États ont alors pensé qu'il était parfois nécessaire d'en arriver à des interventions imposées. Ne peut-on donc pas dire que, paradoxalement, l'homme prenant conscience de responsabilités majeures a fait dans le domaine moral des progrès considérables à la suite des épreuves vécues ou constatées?

... Si l'humanité se souvenait de certaines leçons, et réagissait toujours ainsi!

Mon introduction, peut-être un peu trop prétentieuse, m'a conduit à parler d'abord des institutions ou organismes de caractère plus ou moins officiel.

Mais il y a aussi les hommes, qui sont la matière première de l'histoire, l'élément qui en principe agit, le matériau qui a le plus subit.

Après les tueries souvent absurdes de la guerre de 1914-1918, ce suicide aveugle de l'Europe, les principaux intéressés, les anciens combattants, saturés de sang et d'horreur, ont inventé ce terme de «der des der». Mon père, dont j'ai évoqué la mémoire il y a un instant, l'employait souvent. Mais ce n'était pas la «der des der». Après un «armistice» de 20 ans, tout a recommencé. Après 1945, il y a eu comme un refus général de toute référence aux choses militaires. Tandis que le corps expéditionnaire français était oublié de la métropole dans les jungles et les rizières d'Indochine, en France on reprenait en chœur l'expression lapidaire du «poète»: *Quelle connerie la guerre.*

La politique s'en mêlant, dans certains milieux – et même ou surtout à l'école – on feignait de ne plus parler de la Résistance pour ne pas avoir à parler de De Gaulle. Je scandalise peut-être, et pourtant c'est une vérité que j'ai pu constater. Et puis le temps a passé, et même les générations. Dans les établissements scolaires, la curiosité, l'intérêt inspirés par les événements de 1939-1945, et plus particulièrement pour la Résistance se sont éveillés et ont grandi.

Cependant, se développait un double phénomène dans le domaine de l'enseignement. D'une part, une évolution dans les mentalités et les programmes. Le milieu enseignant a admis, avec quelques réticences il faut le reconnaître, que l'on pouvait s'évader hors des programmes. Cela a même été institutionnalisé sous la forme des «10 %» ... quand ils ont été et sont respectés. Et d'autre part, une ouverture des classes non pas sur l'extérieur, mais à l'intérieur. Alors que naguère la classe était un milieu clos, chasse gardée, jalousement gardée du professeur, on a accepté, puis réclamé des interventions de personnes étrangères au milieu enseignant.

N'est-il d'ailleurs pas normal que, dans le domaine qui est au centre des préoccupations de cette journée, l'histoire récente et son enseignement, on ait conscience de la valeur des témoignages directs, d'autant plus précieux que les acteurs et les témoins disparaissent les uns après les autres? Et ceux-ci, de leur côté, ont conscience de l'obligation morale qui est la leur de s'adresser aux jeunes d'aujourd'hui, sans invoquer comme excuse d'une obstention...inexcusable leur âge ou leur fatigue. Après ces réflexions de caractère général il était donc normal, inévitable, que nous en arrivions à nous, résistants et déportés. On pourrait me dire qu'il serait grand temps, et que je gaspille inconsidérément le temps précieux qui m'est parci-monieusement imparti. Je crois pourtant que ces remarques étaient utiles.

Il ne faut donc pas s'étonner si, à côté de la défense de nos droits matériels et moraux, de nos devoirs de souvenir et de solidarité, nos associations et nos camarades s'intéressent aussi au civisme, «vertu du bon citoyen», sur la nécessité d'en apprendre les bases, le sens et l'importance à une société qui en a bien, et de plus en plus besoin, aux générations qui montent, pour contribuer à leur éducation.

Tel est donc notre rôle: Témoigner.

J'ai même la prétention d'affirmer, et je suis sûr d'être l'interprète de la pensée de mes camarades, que nous sommes les mieux placés pour l'assumer. C'est le centre même de nos droits et devoirs. Et, qu'on me pardonne de faire de la dialectique, cela peut s'exprimer de deux manières symétriques.

- Notre engagement volontaire dans le combat de la Résistance nous dicte encore aujourd'hui notre devoir. Les épreuves, les souffrances que beaucoup d'entre nous ont connues nous en donnent le droit.

- Inversement, nul ni rien ne peut contester le droit de parler par fidélité à notre engagement de naguère. L'expérience vécue, douloureuse et terrible, nous impose ce devoir de témoignage.

Concrètement, l'intérêt pédagogique de cette histoire, de notre histoire, ne saurait être discuté. Il est l'exemple vécu et éloquent qui peut servir de base à une institution civique facile à définir et à légitimer. À la différence des guerres du passé essentiellement de conquêtes, de dynasties, de succession, la Seconde Guerre mondiale a été aussi idéologique. Nous l'avons faite, nous, volontairement, par patriotisme évidemment, mais aussi au nom d'une idéologie. Aujourd'hui, c'est dans ces mêmes conditions que nous la racontons, que nous pouvons parler de ses conséquences, de ses prolongements, des leçons que l'on peut et que l'on doit en tirer. Et comme nous ne sommes inféodés à personne, à aucun pouvoir, à aucun système, en un mot comme nous devons rien à qui que ce soit, que nous sommes liés que par la seule obéissance à notre conscience, nous pouvons librement nous exprimer.

Exposer l'histoire vraie de la Résistance, rappeler ce qui s'est passé, ce que nous avons fait, et pourquoi. Cette leçon tire sa valeur et sa force de la définition même de la Résistance, c'est-à-dire sa raison d'être: dire non – car selon le mot d'André Malraux «l'esclave dit toujours oui» – dire non comme le fit de Gaulle, non à l'armistice et à la capitulation, non à la résignation, à la collaboration, à la trahison, au déshonneur, à la lâcheté, aux crimes de fanatisme, d'intolérance, de racisme. C'est opposer à la formule lapidaire, mais peut-être facile, *Quelle connerie la guerre*, l'évidence qu'il fallait la faire.

Évoquer la douloureuse expérience concentrationnaire, dénoncer non seulement la gigantesque violation des droits de l'homme les plus absolus et les plus élémentaires, les crimes contre l'humanité dans leur énormité, mais aussi les agressions quotidiennes, diaboliquement conçues et perpétrées contre chaque être humain, hommes, femmes, enfants, cibles individuelles des bourreaux, frappés dans leur existence et dans leur dignité, leur identité même, devenus des numéros anonymes et selon l'expression immonde des nazis, des «sacs à merde». C'est justement flétrir le nazisme, lutter contre ses nostalgiques et ses successeurs, combattre les affabulations

condamnables des négationnistes, c'est remettre l'histoire à sa place, et c'est aussi dénoncer les drames dont l'actualité nous inonde chaque jour, les crimes actuels de tous les systèmes totalitaires, fanatiques, intolérants, de leurs meneurs et de leurs exécutants.

Et nous en arrivons au concours. Enfin!... Mais n'en a-t-il pas été continuellement question implicitement?

Il s'agit d'un vaillant et toujours jeune quadragénaire. Il n'est pas possible de retracer son histoire en détail année après année, non plus que de se lancer dans une lecture de tous les thèmes retenus durant quarante ans. Qu'on me permette de rappeler que j'ai exposé tout cela dans le numéro 493 d'avril 1995 du bulletin *Le Déporté*, numéro du 50^e anniversaire.

Le principe du Concours national de la Résistance et de la Déportation a été adopté par le congrès de la Confédération nationale des Combattants volontaires de la Résistance à Lyon en 1958. Les premières épreuves ont été organisées en 1960 dans certains départements sous l'impulsion des Unions départementales des Combattants volontaires de la Résistance. Se sont immédiatement ralliés à cette initiative la Fédération nationale des Déportés et Internés de la Résistance et le Réseau du Souvenir.

En 1961, M. Lucien Paye, ministre de l'Éducation nationale, donne à ce concours un caractère officiel et une dimension vraiment nationale. Plusieurs textes ont défini et organisé le fonctionnement du concours et la composition du jury. Le 4 août 1977, un arrêté du ministre de l'Éducation nationale codifiait le concours. Il a pour but de transmettre les valeurs qui se rattachent aux droits de l'homme, aux principes de la démocratie, de susciter un esprit de tolérance et, bien entendu, de défendre les idées que j'ai développées tout au long de cet exposé, en invitant les élèves de nos établissements scolaires à participer. Bien entendu, nombre de circulaires officielles ont avec netteté défini ces préoccupations.

Ajoutons qu'à l'origine «Concours national de la Résistance», notre concours est depuis 1973 «Concours national de la Résistance et de la Déportation». Nous pouvons dire qu'il a suscité un intérêt toujours croissant. Des associations et organismes de plus en plus nombreux ont volontier rejoint les pionniers, créant une intéressante diversité et une féconde émulation.

Tandis que les administrations s'occupent de l'organisation, de la logistique et de la pédagogie, nos associations – et leurs membres – travaillent et se dévouent pour en assurer le succès, par des publications spéciales, la diffusion de documents, les témoignages écrits et surtout oraux, qui permettent un contact fécond avec les élèves, toujours et immédiatement intéressés, au cours d'entretiens qui prennent fin trop vite au désappointement de tous. C'est le cas pratiquement chaque fois que nous allons dans une classe.

Je n'entrerai pas ici dans le détail des statistiques. Que l'on sache cependant que tous travaux confondus, des classes de 3^e à celles du second cycle jusqu'aux terminales, le nombre des concurrents va, d'une année à l'autre, de près de 40 000 à plus de 50 000. On constate aussi que les dossiers collectifs présentés sont de plus en plus nombreux. Cela peut paraître relativement peu. Mais quand l'information et la préparation se déroulent, au moins en partie, en classe d'histoire, cela représente peut-être dix fois plus d'élèves directement touchés.

Il n'est peut-être pas inutile de dire, ou de révéler, que les différents aspects de l'organisation du concours ont parfois soulevé des problèmes et provoqué des discussions:

- Le concours doit-il concerner seulement des volontaires, ou faut-il rendre obligatoire la participation?

Cette deuxième solution a toujours été rejetée.

- Faut-il changer la date des épreuves, la repousser en fonction des programmes, au risque de la fixer à la veille des examens?... Il ne faut pas oublier que ne concourent que des volontaires, et qu'il faut tenir compte du temps nécessaire pour l'organisation dans l'année scolaire (ou civile sur le plan national) de la correction et des distributions des prix.

- Les lycées professionnels peuvent-ils, doivent-ils concourir avec la lycées... Tout court?

- Les sujets doivent-ils être nationaux ou rester départementaux? ... Etc.

En résumé, à mon avis, cela marche actuellement d'une manière satisfaisante.

En quarante ans, les thèmes proposés par le jury national ont couvert tout l'éventail de l'histoire de la Résistance et de la Déportation, certains étant repris plusieurs fois, ce qui ne présente aucun inconvénient puisque le «public» se renouvelle constamment. Thèmes que nous pourrions dire «classiques»: la Résistance, la France libre, le système concentrationnaire nazi... Thèmes inspirés par le calendrier, sont retenues les années d'anniversaire en «chiffres ronds»: la victoire, 50^e anniversaire de la libération des camps, anniversaires «gaulliens», 200^e anniversaire de la Révolution... Sujets particuliers: de Gaulle, Jean Moulin et le CNR, la presse et la radio, les maquis, la résistance à l'État français, les jeunes, les femmes, les étrangers, les plaques, stèles et monuments, la Résistance et la Libération de votre région... Thèmes de réflexion plus appuyée: l'attitude des jeunes d'aujourd'hui devant la Résistance, le civisme et la défense de droits de l'homme, la déportation et «une certaine idée de l'homme»... Mais tous les thèmes invitent à réfléchir!

Cette trop brève énumération est éloquent. Notre concours est un exemple à peu près unique, unique même, d'instruction civique illustrée par l'histoire vécue. Puis-je

dire aussi qu'il est une symbiose fonctionnant, malgré quelques grincements inévitables, à la satisfaction de tous: administrations officielles, enseignants et associations.

Aujourd'hui notre espoir est qu'il continuera après nous, quand les acteurs et les témoins, résistants et déportés, auront disparu. C'est pourquoi nous comptons fermement sur des partenaires permanents pour en assurer la pérennité, de notre côté, les fondations, les anciens lauréats..., et de l'autre, l'Éducation nationale et ses personnels.

Je tiens ici à rendre hommage à mes collègues de l'Éducation nationale qui prennent à cœur de préparer leurs élèves aux épreuves du concours, qui consacrent une partie de leur temps de travail ou de leurs loisirs à aider les équipes et superviser leurs dossiers. La présence aujourd'hui de nombreux professeurs est la preuve de cet intérêt. Et bien entendu, en félicitant les concurrents et les lauréats d'hier, d'aujourd'hui et de demain, nous faisons aussi confiance aux nouvelles et futures générations, ceux dont il n'est jamais question dans les pages des faits divers des journaux, ceux qui apprennent, réfléchissent, agissent, qui sont la France de l'avenir.

Et si l'on cherchait à conclure?

Tous volontaires dans la Résistance, nous savions pourquoi nous combattions et avons pleinement assumé cet engagement, quoi qu'il pût nous en coûter, pour une cause juste. On dit que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire, et par conséquent à leur façon. Nous avons été vainqueurs, au bout de notre lutte et au terme de nos épreuves. Et pourtant nous avons la conviction, la certitude absolue que la justesse de notre combat n'était pas subjective ou inventée. Si une société vit, se développe et survit par la morale et le droit, nous avons eu raison, objectivement. Cela nous permet, légitimement, sinon de parler de guerre juste (et pourquoi pas?) au moins de justifier cette guerre.

La Résistance est peut-être ce que nous avons fait de mieux, ou parmi ce que nous avons fait de mieux dans notre existence. Mais notre œuvre serait inachevée si nous n'en acceptions, ni n'en assumions aujourd'hui les prolongements.

Serions-nous trop idéalistes ou trop naïfs?

Dans la réalité, où sont les applications des leçons du passé, s'il est vrai que souvent l'histoire se répète. Survie ou retour des totalitarismes, de tous les intégristes, du fanatisme, de l'intolérance, gangrènes en tous genres qui se manifestent par des persécutions, des massacres, des crimes inexpiables, sans oublier les prisons, les asiles et les camps de concentration. Il est inutile de situer tous ces drames géographiquement. On en finirait pas! Et toutes les théories rousseauistes sur la bonté naturelle de l'homme volent en éclats devant la réalité.

Mais est-ce une raison pour baisser les bras? Nous voulons affirmer que c'est tout le contraire. Nous avons cette chance de vivre dans un pays de liberté dans un

coin de terre encore relativement épargné. Cette constatation serait sordidement égoïste si des hommes, des femmes, à la fois pionniers et sel de la terre ne continueraient pas à se dévouer, souvent au péril de leur vie, en allant auprès des innombrables malheureux de la planète.

Et nous-mêmes, si nous ne pouvons pas en faire autant, nous prétendons continuer à participer à une tâche positive en faisant de nos enfants des citoyens, ce qui est sans doute le meilleur moyen de sauvegarder cet espace de liberté. Il nous faut donc commencer chez nous. Notre concours, organisation spécifique de la Résistance et de la Déportation, est à nos yeux un moyen efficace de contribuer à l'enseignement, à l'éducation de la jeunesse.

Une série de films sur la jeunesse hitlérienne nous a récemment montré, exemple tragique et éloquent, que la jeunesse est malléable et prête à suivre de mauvais bergers si ceux-ci savent s'y prendre, quelle que soit la couleur de leur totalitarisme, pour la séduire et l'entraîner au pire.

Nous voulons, nous, non seulement qu'elle soit droite, avec un idéal de vertu, honnêteté, de respect des autres et de liberté, mais aussi responsable et consciente de ses responsabilités. C'est sur elle que repose l'avenir du pays, c'est-à-dire son propre avenir, sans avoir jamais à vivre ce que nous avons connu.



*Les chars de la 1^{re} Armée le 2 septembre 1944
sur la place de la Préfecture à Montpellier.
Photo du CRHRD. Collection Jammes.*

Liste des illustrations

- p. 6 - Le Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation à
Castelnau-le-Lez
- p. 44 - Tract de propagande anglaise, prise de Koufra, *Le Courrier de l'Air*,
10 mars 1941
- p. 46 - Affiche du gouvernement de Vichy: *Je tiens mes promesses*
- p. 47 - Affiche du gouvernement de Vichy: Appel des jeunes à la relève pour
libérer les prisonniers français en Allemagne
- p. 48 - La salle *Libération de Paris* au musée Jean-Moulin de Paris
- p. 50 - Départ des Allemands de Montpellier, août 1944
- p. 56 - Cérémonie en l'honneur de six tués du maquis de Lacaune, 11 nov. 1943
- p. 64 - Les Résistants du CRHRD recueillant des cendres à Auschwitz, juin 1993
- p. 68 - L'appel. Dessin original des déportés à Mauthausen
- p. 70 - Le travail dans les mines. Dessin original des déportés à Mauthausen
- p. 106 - Les chars de la 1^{re} Armée sur la place de la Préfecture à Montpellier,
2 sept. 1944

Photos et dessins du Centre régional d'histoire de la Résistance et de la Déportation de
Castelnau-le-Lez

Photos p. 44, 46, 47, 48: Mémorial Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris, Musée
Jean-Moulin (Ville de Paris)

ISBN 2-84269-436-8

Achévé d'imprimer en novembre 2001
sur les presses de
QUICK PRINT sarl - 04 67 63 32 05
rue du belvédère - 34080 Montpellier

Dépôt légal : 4^e trimestre 2001